

**du Conseil d'Etat au Grand Conseil
accompagnant le projet de loi portant adaptation
de la législation cantonale à la LOCEA**

Le présent message est structuré de la manière suivante:

1. PRÉSENTATION GÉNÉRALE
 - 1.1 Introduction
 - 1.2 Nécessité d'une adaptation terminologique de la législation existante
 - 1.3 Modifications de fond nécessitées par des mesures de réorganisation
 - 1.4 Déroulement des travaux et contenu général du projet
 - 1.5 Conséquences et autres aspects du projet (art. 66 LRGC)
- 2 COMMENTAIRE DES DISPOSITIONS
 - 2.1 Chapitre premier: Objet de la loi
 - 2.2 Chapitre 2: Adaptation terminologique de la législation cantonale
 - 2.3 Chapitre 3: Modification des lois et décrets affectés par une réorganisation
 - 2.4 Chapitre 4: Abrogations
 - 2.5 Chapitre 5: Disposition finale

1. PRÉSENTATION GÉNÉRALE

1.1 Introduction

La loi du 16 octobre 2001 sur l'organisation du Conseil d'Etat et de l'administration (LOCEA, RSF 122.0.1) est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2002. Si son impact principal devrait porter sur le mode de fonctionner du Conseil d'Etat et de l'administration, elle a également une influence non négligeable sur la législation fribourgeoise. Cette influence résulte essentiellement des changements importants apportés par la LOCEA en matière d'organisation de l'administration. Alors que, jusqu'à l'entrée en vigueur de cette loi, le pouvoir d'organisation appartenait en grande partie au Grand Conseil, une large autonomie organisationnelle est désormais accordée au Conseil d'Etat. Simultanément, la LOCEA exige que l'organisation de l'administration soit non seulement rationnelle et efficace, mais encore transparente et compréhensible pour les citoyens et citoyennes.

Sur le plan législatif, autonomie organisationnelle et transparence de l'organisation se traduisent par divers aspects: édicition d'une réglementation d'organisation (imposée par l'art. 71 al. 1 LOCEA et actuellement en préparation), modification des méthodes législatives (cf. à ce sujet pt 1.2.1), adaptation de la législation existante. Le projet de loi qui fait l'objet du présent message a pour but de régler ce dernier aspect, conformément à ce que prévoit l'article 75 LOCEA.

Il faut d'emblée préciser que ce projet ne peut effectuer une adaptation générale de la législation fribourgeoise à l'ensemble des principes généraux d'organisation posés par la LOCEA. Une telle entreprise supposerait un réexamen matériel des quelque mille actes du Recueil systématique (RSF) et n'est dès lors à l'évidence pas envisageable. C'est plutôt lors de révisions ponctuelles d'actes régissant des domaines particuliers qu'il conviendra d'examiner leur conformité avec ces principes d'organisation.

Le projet est donc limité aux modifications requises par l'entrée en vigueur de la nouvelle loi, qui sont de deux ordres: en premier lieu, une adaptation terminologique

s'impose pour de simples raisons de cohérence et d'exactitude de la législation (ci-après pt 1.2); en second lieu, des modifications de fond sont proposées afin de résoudre des problèmes concrets d'organisation (ci-après pt 1.3). L'adaptation terminologique et les modifications de fond ne se situent pas sur le même pied; les travaux ont donc été menés de manière différenciée et les changements qui en résultent ne figurent pas tous dans la loi (ci-après pt 1.4), ce qui confère à celle-ci un caractère un peu particulier.

1.2 Nécessité d'une adaptation terminologique de la législation existante

La nécessité d'une adaptation terminologique de la législation existante découle principalement de certains changements dans les méthodes législatives (ci-après pt 1.2.1), ainsi que de décisions en matière d'organisation prises dernièrement par le Conseil d'Etat (ci-après pt 1.2.2).

1.2.1 Changements dans les méthodes législatives

Durant les vingt dernières années, les noms et attributions des Directions ont été fixés par le Grand Conseil dans la loi d'organisation (art. 51 ss de la loi du 8 mai 1848 sur l'organisation du Conseil d'Etat et de ses Directions, dans leur teneur selon la novelle du 17.9.1980); l'habitude a ainsi été prise de désigner directement, dans les lois spéciales, la Direction compétente dans un domaine déterminé. En outre, la plupart des unités administratives ont été instituées directement dans des actes du Grand Conseil.

La situation a changé avec l'entrée en vigueur de la LOCEA. L'autonomie organisationnelle accordée au Conseil d'Etat par cette loi porte notamment sur les aspects suivants:

- le Conseil d'Etat est désormais libre de répartir les attributions entre les Directions et libre de dénommer celles-ci comme il l'entend (art. 46 LOCEA);
- le Conseil d'Etat a désormais clairement la compétence de créer ou de supprimer des unités administratives (art. 71 al. 1 let. a LOCEA), avec toutefois le mandat de limiter leur nombre dans toute la mesure du possible (art. 44 al. 2 LOCEA).

La rédaction des lois, ordonnances et autres actes législatifs devra donc tenir compte de ces aspects, ce qui entraîne, comme prévu (cf. Message LOCEA, BGC 2001 p. 1079 ss, pt I.C.a.2), une modification des méthodes législatives actuellement en vigueur. Cette modification portera essentiellement sur deux points:

- En premier lieu, il ne faut plus désigner la Direction compétente dans un acte du Grand Conseil, puisqu'il appartient au Conseil d'Etat de définir les noms et attributions des Directions; dans les lois et décrets, la référence à une Direction déterminée devra donc être remplacée par une formule neutre du type «la Direction compétente».
- En second lieu, il n'est plus opportun d'instituer une unité administrative directement dans un acte du Grand Conseil, puisque la LOCEA attribue clairement au Conseil d'Etat cette compétence; font exception à ce principe les établissements personnalisés et certaines unités rattachées administrativement.

Cette modification des méthodes législatives ne vaut cependant que pour la législation à venir et ne résout pas le problème de la législation existante. Or il paraît nécessaire de rendre celle-ci, dans la mesure du possible,

conforme au principe de l'autonomie organisationnelle du Conseil d'Etat. Le remplacement, dans les actes du Grand Conseil, des références à une Direction déterminée par une formule neutre peut être effectué par une adaptation terminologique; cette opération ne présente pas de problèmes majeurs (cf. commentaire de l'art. 2). En revanche, il n'est pas possible, sans procéder à un examen matériel de toutes les législations concernées, de renoncer à instituer des unités administratives dans les actes du Grand Conseil; l'adaptation ne portera donc pas sur ce point (cf. commentaire de l'art. 4).

1.2.2 Décisions prises par le Conseil d'Etat en matière d'organisation

Faisant usage de la faculté qui lui est nouvellement accordée par l'article 46 LOCEA, le Conseil d'Etat a modifié l'ancienne répartition des attributions et a modernisé les noms des Directions: l'ordonnance du 12 mars 2002 fixant les attributions des Directions du Conseil d'Etat et de la Chancellerie d'Etat (OADir; ROF 2002_034, RSF 122.0.12) concrétise les travaux du Projet 2B des réformes institutionnelles et administratives 1997-2001. Le Conseil d'Etat a également profité de son autonomie organisationnelle pour prendre des décisions relatives à la dénomination des unités administratives. Les travaux relatifs à la fixation de l'organisation des Directions et de la Chancellerie d'Etat, qui visent à concrétiser les exigences posées à l'article 71 al. 1 let. b et c LOCEA, ont montré qu'il était souhaitable de procéder à une uniformisation des termes génériques servant à désigner les unités subordonnées; sauf cas particuliers, ces unités s'appelleront désormais «service». En outre, un toilettage général des noms matériels des unités a été effectué. En fin de compte, si l'on ne tient pas compte des secrétariats généraux et des préfectures, seules 19 unités sur 78 conservent leurs anciennes dénominations française et allemande dans l'ordonnance du 9 juillet 2002 désignant les unités administratives des Directions du Conseil d'Etat et de la Chancellerie d'Etat (ROF 2002_078). L'ordonnance fixant les attributions des Directions et de la Chancellerie ainsi que l'ordonnance désignant les unités administratives entreront en vigueur le 1^{er} janvier 2003. A partir de cette date, une grande partie des noms de Directions et d'unités qui figurent dans les lois et ordonnances ne correspondront plus à la réalité. Il importe dès lors d'effectuer les rectifications nécessaires, afin de rendre la législation fribourgeoise conforme au principe selon lequel l'organisation de l'administration doit être transparente pour les citoyens et citoyennes.

1.3 Modifications de fond nécessitées par des mesures de réorganisation

La résolution, dans le cadre de l'adaptation, de tous les problèmes d'organisation qui se posent au sein de l'administration cantonale n'est, on l'a vu (cf. pt 1.1), guère envisageable. Néanmoins, l'entrée en vigueur de la LOCEA et la préparation de la réglementation d'organisation ont d'ores et déjà permis ou imposé des mesures concrètes de réorganisation, et ces mesures doivent être transposées dans la législation existante.

En premier lieu, il faut réexaminer les dispositions légales consacrées aux unités qui sont transférées d'une Direction à une autre et tirer les conséquences de ces transferts. Par exemple, la législation sur le droit de cité fribourgeois doit être revue pour tenir compte du fait que les compétences en matière de droit de cité et d'état civil sont désormais réunies au sein de la même Direction.

En second lieu, le problème des «Départements» qui composent l'administration fribourgeoise doit être résolu, ainsi d'ailleurs que l'exige expressément l'article 77 LOCEA. Ce problème tient principalement à deux éléments: une utilisation équivoque de la notion de Département dans la législation fribourgeoise; et la nature particulière et ambiguë de certains Départements, qui se voient attribuer par la législation des compétences alors qu'en réalité c'est à la Direction elle-même que le pouvoir de décision est confié (cf. à ce sujet Message LOCEA précité, pt 4 du commentaire de l'art. 48 et pt 2 du commentaire des art. 73 et 74; cf. aussi Tribunal administratif *in* RFJ 1992 p. 317 ss). Outre des mesures concrètes de réorganisation, la résolution de ce problème impose une révision générale de toutes les attributions de compétence faites à un Département, avec à la clé une répartition de ces compétences entre la Direction et l'unité administrative concernées.

Enfin, il paraît opportun de saisir l'occasion offerte par la loi d'adaptation pour procéder à certaines réorganisations indispensables au bon fonctionnement de l'administration. C'est ainsi par exemple que, comme le préconise d'ailleurs l'article 44 al. 2 LOCEA, l'éventail de subordination sera très largement réduit au sein de la Direction de l'instruction publique, de la culture et des sports. C'est ainsi également que, dans quelques cas où cela n'était pas imposé directement par l'adaptation à la LOCEA, il a paru opportun de revoir la répartition des compétences entre Direction et service, notamment dans des cas où il existe actuellement des délégations de compétence.

1.4 Déroulement des travaux et contenu général du projet

En raison de leur importance, de leur diversité et du fait qu'ils concernent toutes les Directions, les travaux ont fait l'objet d'une organisation de projet particulière, chapeauté par la Conférence des secrétaires généraux et une Délégation du Conseil d'Etat.

L'Office de législation a tout d'abord été chargé d'établir un rapport concernant les conséquences de la LOCEA sur la législation fribourgeoise. Ce rapport a mis en évidence la nécessité de modifier les méthodes législatives actuellement en vigueur, ainsi que la nécessité de procéder à une adaptation terminologique et à des modifications de fond de la législation existante. Les principes de méthode législative retenus seront transcrits dans des directives. Pour la révision de la législation existante, l'exécution des travaux a été répartie entre les Directions et l'Office. Chaque Direction a proposé les modifications de fond qui la concernaient ainsi que, au besoin, leur commentaire; la tâche a été particulièrement importante pour la Direction de l'instruction publique et des affaires culturelles, pour la Direction de la justice, de la police et des affaires militaires ainsi que pour la Direction de l'intérieur et de l'agriculture. L'Office de législation s'est chargé de l'adaptation terminologique (outre les travaux de mise en oeuvre, rédaction des dispositions générales du projet et de leur commentaire), de la rédaction de la partie générale du message ainsi que de la coordination générale des travaux, avec notamment l'introduction et l'harmonisation des propositions des Directions.

Les résultats de ces travaux ne sont que partiellement retranscrits dans le présent projet de loi. En effet, deux facettes importantes de l'adaptation n'y figurent pas:

- les modifications de fond des actes du Conseil d'Etat seront intégrées dans un projet d'ordonnance qui sera

adopté par le Conseil d'Etat ces prochains mois (cf. aussi art. 1 al. 2);

- les modifications résultant de l'adaptation terminologique n'apparaissent ni dans la loi ni dans l'ordonnance d'adaptation; elles seront intégrées directement dans les publications officielles systématiques.

Le projet de loi contient dès lors deux sortes de dispositions. En premier lieu, il pose des principes généraux qui habilent les organes chargés des publications officielles à procéder aux modifications résultant de l'adaptation terminologique sans passer par la loi et l'ordonnance d'adaptation (chapitre 2, art. 2 à 5). En second lieu, le projet contient les modifications des actes du Grand Conseil suscitées par les mesures de réorganisation (chapitre 3), ainsi que quelques abrogations (chapitre 4). En tant qu'acte d'adaptation lié à des questions d'organisation, le projet n'a pas fait l'objet d'une procédure de consultation externe.

1.5 Conséquences et autres aspects du projet (art. 66 LRGC)

Le projet n'a pas de conséquences en matière de personnel et ses conséquences financières sont limitées à une mise à jour du RSF plus importante que d'habitude. Il faut cependant relever que les décisions prises par le Conseil d'Etat en matière d'organisation, telles que les transferts d'unités d'une Direction à l'autre ou la nouvelle appellation des Directions auront, elles, un certain coût; des montants ont d'ores et déjà été prévus à cet effet au budget.

Le projet respecte les exigences posées par la Constitution cantonale, qui se limite à prévoir dans ce domaine que «le Conseil d'Etat se divise en Directions», cette organisation étant réservée à la loi (art. 56 Cst. cant.). Dans la mesure où l'organisation interne de l'administration cantonale relève à l'évidence de l'autonomie des cantons garantie par l'article 47 de la Constitution fédérale, le projet ne pose en principe pas de problème sous l'angle de sa conformité au droit fédéral; l'approbation fédérale doit néanmoins être requise pour les modifications suivantes:

- abrogation de l'art. 361 de la loi du 22 novembre 1911 d'application du code civil pour le canton de Fribourg (RSF 210.1), par l'article 16 (cf. art. 52 al. 3 Titre final du code civil);
- modification de la loi du 27 février 1986 sur l'état civil (RSF 211.2.1), par l'art. 17 (cf. art. 49 al. 3 du code civil);
- modification de la loi du 24 septembre 1987 d'application de la loi fédérale sur l'acquisition d'immeubles par des personnes à l'étranger (RSF 214.12.1), par l'article 18 (cf. art. 36 al. 3 de la loi fédérale);
- modification de la loi du 13 novembre 1996 sur l'emploi et l'aide aux chômeurs (RSF 866.1.1), par l'article 60 (cf. art. 113 al. 1 de la loi fédérale sur l'assurance-chômage).

Pour le reste, le projet n'a pas de lien direct avec le droit communautaire, ni avec des conventions ou recommandations du Conseil de l'Europe ou d'autres organisations européennes. Et il n'a aucune influence sur la répartition des tâches Etat-communes.

Le projet est naturellement soumis au référendum législatif; en revanche, au vu de ses conséquences financières directes limitées, il n'est pas soumis au référendum financier, même facultatif.

2. COMMENTAIRE DES DISPOSITIONS

2.1 Chapitre premier: Objet de la loi

Article 1

L'article 1 traite de l'étendue de l'adaptation et distingue à cet égard l'adaptation terminologique des modifications de fond rendues nécessaires par les mesures de réorganisation.

L'*adaptation terminologique* (al. 1 let. a) est la partie de l'adaptation qui consiste, pour l'essentiel, à mettre à jour la désignation des Directions et des unités administratives dans la législation cantonale. Il s'agit donc principalement de remplacements de termes qui découlent de l'autonomie organisationnelle nouvellement attribuée au Conseil d'Etat (cf. à ce sujet pt 1.2):

– Seuls les principes de l'adaptation terminologique sont fixés dans la loi (cf. art. 2 à 4); la responsabilité des modifications qui en résultent est en effet confiée directement aux organes chargés des publications officielles (cf. art. 5). Le système est semblable à celui qui figure à l'article 24 de la loi du 16 octobre 2001 sur la publication des actes législatifs (LPAL). Il a cependant paru nécessaire de le reprendre expressément dans le projet en donnant des précisions sur l'adaptation à effectuer et des compléments sur la procédure utilisée, et ce pour deux raisons. D'une part, l'importance quantitative de l'adaptation est telle qu'elle requiert une légitimité particulière. D'autre part, certaines formes de l'adaptation vont un peu au-delà de modifications purement terminologiques: elles découlent de changements dans les méthodes législatives qui auront une influence à long terme sur la législation fribourgeoise.

– L'adaptation terminologique porte sur l'ensemble de la législation cantonale, c'est-à-dire non seulement sur les lois et décrets, mais aussi sur les actes du Conseil d'Etat et des autres autorités. Bien que n'apparaissant pas directement dans un acte législatif, les résultats de cette adaptation représentent, quantitativement parlant, l'essentiel des travaux. Ils concernent en effet, à des degrés divers, la grande majorité des actes qui composent la législation fribourgeoise.

Les *modifications nécessitées par des mesures de réorganisation* (al. 1 let. b et al. 2) se situent dans un autre registre. Il ne s'agit plus d'effectuer des remplacements de termes, mais de résoudre des problèmes de fond en relation avec l'entrée en vigueur de la LOCEA et les réorganisations qui en ont résulté (cf. à ce sujet pt 1.3). Ces modifications sont dès lors logiquement réparties entre le présent projet de loi (cf. al. 1 let. b et art. 6 ss) et une ordonnance actuellement en voie d'élaboration (cf. al. 2).

2.2 Chapitre 2: Adaptation terminologique de la législation cantonale

Article 2 Noms des Directions

Jusqu'en 1980, le Conseil d'Etat pouvait modifier les noms et attributions des Directions; puis, à partir de 1981, ceux-ci ont été fixés directement dans la loi d'organisation. L'entrée en vigueur de la LOCEA marque donc en quelque sorte un retour à l'ancien régime: les noms et attributions des Directions ne sont plus définis ni dans la loi d'organisation ni dans la législation spéciale, mais dans l'ordonnance d'exécution de l'article 46 LOCEA, et ils sont de ce fait susceptibles de changer plus fréquemment que durant les vingt dernières années.

Comme cela a déjà été relevé (cf. pt 1.2.1), l'adoption de ce système aura des conséquences sur la rédaction des lois spéciales, dans lesquelles il n'y aura plus lieu, pour de simples raisons de cohérence législative, de citer nommément une Direction. En effet, la détermination, dans une loi spéciale, de la Direction compétente devient clairement contraire à l'autonomie organisationnelle accordée au Conseil d'Etat par la LOCEA. L'utilisation d'une formule neutre s'impose donc; cette solution est d'ailleurs préconisée sur le plan fédéral et a déjà été utilisée dans des lois fribourgeoises antérieures à 1981 (cf. p. ex. art. 8 de la loi du 3 février 1966 sur l'assurance obligatoire du mobilier contre l'incendie, selon lequel «la surveillance cantonale en matière d'assurance mobilière obligatoire contre l'incendie incombe à la Direction désignée par le Conseil d'Etat»).

La nécessité de procéder à une adaptation des noms des Directions dans la législation existante découle de l'OA-Dir (cf. ci-dessus pt 1.2.2). Dans tous les actes qui ne relèvent pas du Grand Conseil, l'adaptation est limitée à la mise à jour des noms des Directions (al. 2). En revanche, dans les actes qui relèvent du Grand Conseil, une solution plus radicale s'impose; il se justifie en effet d'y appliquer directement le système de la désignation neutre (al. 1): alors que la charge de travail est pratiquement la même que si l'on procédait à une mise à jour des noms des Directions, cela rendra l'ensemble de la législation cantonale conforme au principe selon lequel les Directions ne doivent pas être désignées nommément dans les lois et décrets.

Afin de combler le déficit d'information qu'entraîne, pour le lecteur ou la lectrice, la désignation neutre des Directions dans les lois et décrets, il est prévu de faire apparaître en note, dans les publications systématiques, les noms des Directions concernées. Cette solution est également utilisée sur le plan fédéral. Il incombera aux responsables des publications systématiques de tenir ces notes à jour.

Article 3 *Références aux chef-fe-s des Directions*

L'article 3 vise à résoudre un problème particulier relatif à la mention des Directions dans la législation spéciale. Cette dernière contient en effet assez souvent des dispositions qui font référence à la personne d'un conseiller ou d'une conseillère d'Etat, et non pas uniquement à une Direction. Les formules utilisées varient d'un acte à l'autre: «le conseiller d'Etat-Directeur», «le Directeur», «le chef de la Direction» ou «le conseiller d'Etat chef de la Direction».

Sur le plan des méthodes législatives, il faudra renoncer à l'usage de telles références au profit de la mention de la Direction. Seules font exception les situations dans lesquelles il sera indispensable de personnaliser l'autorité, c'est-à-dire principalement lorsqu'un conseiller ou une conseillère d'Etat est membre d'une commission ou d'un autre organe. Dans de tels cas, il faudra retenir une formule uniforme; la plus adéquate est «le conseiller d'Etat-Directeur ou la conseillère d'Etat-Directrice», car elle fait référence à la double fonction des membres du Conseil d'Etat (membre du collège gouvernemental et chef-fe de Direction).

Sur le plan de l'adaptation, la situation est pratiquement identique à celle qui prévaut pour la désignation des Directions dans les lois et décrets (cf. art. 2 al. 1): comme l'adaptation des noms des Directions doit de toute façon être faite dans ces formules personnalisées, il faut en profiter pour adapter celles-ci aux principes dégagés sur le plan des méthodes législatives. L'article 3 permet cette

adaptation, qui renforcera la cohérence de notre législation.

Article 4 *Noms des unités administratives*

La mention des unités administratives dans la législation pose des problèmes similaires à ceux que soulève la mention des Directions, mais les conclusions sont un peu différentes.

Comme la LOCEA a introduit expressément la compétence du Conseil d'Etat de créer ou de supprimer des unités administratives, celles-ci ne devront en principe plus, à l'avenir, être instituées dans les lois, contrairement à une pratique assez généralement utilisée jusqu'à ce jour (cf. aussi ci-dessus pt 1.2.1). C'est à nouveau une question de cohérence législative: cohérence avec l'autonomie organisationnelle accordée au Conseil d'Etat et cohérence avec la solution retenue pour la désignation des Directions dans les lois.

Néanmoins, sur le plan de l'adaptation, il n'est guère envisageable de revoir l'ensemble des lois spéciales en tenant compte de cet élément. Les lois existantes ont en effet généralement été conçues de telle manière qu'il n'est pas possible de renoncer à y mentionner les noms des unités administratives sans procéder à un réexamen de la répartition des dispositions entre loi et réglementation d'exécution; or un tel réexamen dépasse largement ce qui est raisonnablement exigible dans le cadre d'une adaptation. L'*alinéa 3* limite en conséquence à des cas exceptionnels les changements de ce type.

Cela ne signifie toutefois pas qu'en dehors de ces cas exceptionnels, aucune adaptation des références aux unités administratives n'est nécessaire. L'article 44 al. 1 LOCEA pose en effet le principe de l'organisation transparente de l'administration et l'une des exigences minimales de la transparence consiste en ce que la même unité soit désignée dans toute la législation par le même nom. Comme tel n'est pas le cas actuellement, l'*alinéa 1* exige une mise à jour générale.

Cette mise à jour est rendue d'autant plus nécessaire que le Conseil d'Etat a pris, au cours de cette année, un certain nombre de décisions de nature organisationnelle qui doivent entrer en vigueur le 1^{er} janvier 2003 et qui, faute d'adaptation, rendraient la législation existante encore plus trompeuse qu'elle ne l'est actuellement. L'*alinéa 2* habilite dès lors expressément le Conseil d'Etat à modifier les noms des unités administratives dans les lois et décrets, en application des décisions d'organisation qu'il a prises; de telles modifications ont d'ailleurs déjà eu lieu par le passé sans que la loi elle-même ait été modifiée (p. ex., le Service du cadastre a été renommé «Service cantonal du cadastre et de la géomatique» par un arrêté du 7 avril 1999).

Article 5 *Exécution*

L'adoption du système prévu à l'article 5 vise deux buts: premièrement, épargner au Grand Conseil un parcours fastidieux de toute la législation fribourgeoise pour de simples questions de terminologie (al. 1); deuxièmement, éviter de devoir passer par une nouvelle loi pour rectifier d'éventuelles lacunes du présent projet (al. 2). La légitimité des modifications apportées par les organes chargés des publications officielles est garantie, dans le cas de l'adaptation terminologique, par l'adoption des principes figurant aux articles 2 à 4; dans le cas du comblement des lacunes, par les limites claires posées à l'article 5 al. 2; et dans les deux cas, par les cautions prévues à l'article 5 al. 3.

Pour l'adaptation terminologique, l'*alinéa 1* limite les compétences des organes d'exécution en les restreignant

à la législation existante au moment de l'entrée en vigueur de la loi. Les actes postérieurs à cette entrée en vigueur ne pourront donc plus être adaptés selon les principes des articles 2 à 4. Cette solution garantit que, à l'avenir, une éventuelle volonté du législateur de déroger expressément aux principes retenus pour l'adaptation sera respectée.

Quant à l'octroi, aux organes chargés des publications officielles, de la compétence de combler les lacunes du projet (*al. 2*), il est pour le moins inhabituel. Il se justifie néanmoins pour les raisons suivantes: même si l'examen des quelque 300 lois et décrets que comporte notre législation a été effectué avec le plus grand soin, on ne peut exclure que, sur la masse des données traitées, l'une ou l'autre référence à un Département ait par exemple échappé à l'attention des responsables du projet et resurgisse lors de l'introduction des adaptations terminologiques. Si de tels cas surviennent, il faut pouvoir procéder de manière simplifiée, et les conditions très strictes posées à l'alinéa 2 constituent un garde-fou suffisant. L'*alinéa 3* introduit un véritable contrôle préalable, par les Directions, des adaptations terminologiques et des comblements de lacunes proposés par les organes chargés des publications officielles. Il va donc plus loin que l'article 24 al. 2 LPAL, lequel se contente d'enjoindre à ces organes d'informer la Direction dont relève l'objet.

D'ordinaire, la mise à jour des publications systématiques au 1^{er} janvier est effectuée rapidement: elle a lieu vers la fin du premier trimestre de l'année en cours pour le RSF, et généralement beaucoup plus tôt en ce qui concerne les publications électroniques. Pour la prochaine mise à jour, le respect de délais aussi courts n'est pas envisageable, compte tenu de la masse de données à traiter et des exigences liées à la nouvelle présentation des actes législatifs. S'il n'est guère possible de fixer un délai précis, il conviendra néanmoins de garantir le plus rapidement possible la conformité entre législation et nouvelle organisation.

2.3 Chapitre 3: Modification des lois et décrets affectés par une réorganisation

Dans le chapitre 3 sont regroupées les modifications de fond des lois et décrets, qui portent essentiellement sur les divers aspects mentionnés dans la partie générale du message (cf. pt 1.3). Il a en outre paru opportun de profiter de la loi d'adaptation pour effectuer, dans quelques cas, un certain toilettage de la législation. En revanche, le projet ne modifie pas la loi sur les droits d'enregistrement, trop vétuste pour qu'il soit possible de l'adapter de manière ponctuelle (elle est au demeurant destinée à être prochainement et entièrement révisée); cela dit, dans le cadre des travaux d'adaptation terminologique, cette loi sera clarifiée par l'indication des unités qui sont compétentes au regard de modifications matérielles déjà apportées par la loi sur les droits de mutation et les droits sur les gages immobiliers. Le projet ne procède pas non plus à la réorganisation du système de l'encaissement des créances de l'Etat, qui touche plusieurs lois et qui paraît en l'état prématurée (étude en cours pour l'obtention d'une vue d'ensemble et nécessité de pouvoir disposer ensuite des moyens).

Les modifications proposées sont classées dans l'ordre du RSF, chaque acte modifié faisant l'objet d'un article distinct. Dans trois cas, des dispositions sont modifiées à la fois par le présent projet et par le projet de loi d'adaptation à la loi sur le personnel de l'Etat; la coordination a cependant été assurée.

Le commentaire du chapitre 3 est intentionnellement limité. En principe, seules les modifications qui sortent des schémas ordinaires de l'adaptation font l'objet d'explications complémentaires. Pour le reste, un commentaire séparé a été jugé superflu dans les cas suivants:

– Lorsque l'adaptation consiste à répartir entre les Directions et les unités administratives les compétences confiées actuellement aux *Départements*. Ceux-ci disparaissent parfois purement et simplement (Département de l'instruction publique; Département de la police; Département de l'intérieur; Département de l'industrie, du commerce et de l'artisanat; ainsi que le Département des affaires sociales, formellement déjà supprimé en 1993 par arrêté du Conseil d'Etat) ou sont transformés en unités administratives ordinaires (Département des affaires culturelles; Département de la justice; Département des affaires militaires; Département des communes; Département de l'agriculture; ainsi que le Département de la santé publique, déjà transformé en service par la loi de 1999 sur la santé). Lors de la répartition de leurs tâches, il a été tenu compte de l'importance matérielle et politique des compétences, conformément à ce que préconise l'article 65 al. 2 LOCEA. Les compétences dont l'importance justifie qu'elles soient attribuées à un échelon supérieur ont été confiées aux Directions, les services se voyant confier les tâches d'ordre principalement administratif et/ou technique. Cela a permis de décharger les chef-fe-s des Directions de ces tâches secondaires, et dans certains cas d'attribuer directement aux services des compétences qu'ils exercent déjà actuellement sur délégation de compétence.

– Lorsque le projet procède au remplacement des *références aux chef-fe-s ou Directeurs et Directrices de Département*. Ce remplacement a été effectué en tenant compte, d'une part, de ce qui vient d'être dit au sujet des Départements eux-mêmes (répartition des attributions entre les niveaux hiérarchiques) et, d'autre part, des principes posés par l'article 3 du présent projet pour l'adaptation des références aux chef-fe-s des Directions.

– Lorsque le projet supprime des *références à des unités de deuxième niveau ou à des sections d'unités*. S'il n'est pas envisageable, en l'état, de renoncer systématiquement à mentionner dans les lois les unités de premier niveau (cf. ci-dessus le commentaire de l'article 4), il paraît en revanche opportun de renoncer, partout où cela est possible, à faire figurer dans des actes du Grand Conseil des unités de rang inférieur ou des sous-unités.

– Lorsque le projet revoit l'*usage du terme «rattaché»*. La LOCEA a défini les notions de subordination et de rattachement administratif. Dès lors, le terme «rattaché», parfois utilisé pour signifier qu'une unité administrative relève d'une Direction plutôt que d'une autre, devient impropre et doit être remplacé (soit par une subordination, soit par un véritable rattachement administratif, soit enfin par une formule qui ne traite plus de la question du lien hiérarchique).

2.3.1 Actes de la partie 1 du RSF

Article 6 Droit de cité fribourgeois

Les modifications de la loi sur le droit de cité fribourgeois sont rendues nécessaires par la suppression du Département de l'intérieur, ainsi que par la réunion de l'entité actuellement chargée des naturalisations et du Service cantonal de l'état civil; cette réunion a été rendue possible par l'OADir, qui transfère le domaine de l'état civil de

l'actuelle Direction de la justice, de la police et des affaires militaires à la future Direction des institutions, de l'agriculture et des forêts.

Article 8 *Séjour et établissement des étrangers*

La modification de la loi d'application de la loi fédérale sur le séjour et l'établissement des étrangers (LALSEE) clarifie la répartition des tâches et compétences exercées en matière de police des étrangers. Actuellement, pour l'essentiel, les tâches et compétences qui appartiennent formellement au Directeur de la police sont en réalité exercées par le Service de la police des étrangers et des passeports ou par le chef de service du Département de la police, qui disposent à cet effet d'une délégation de compétences. Le projet attribue désormais toutes les compétences en la matière au Service, qui les exerce sous l'autorité de la Direction. Le projet rejoint en cela la pratique en vigueur dans les autres cantons.

Par ailleurs, un recours direct au Tribunal administratif est prévu contre les décisions du Service (cf. modification de l'art. 4 al. 2 LALSEE). La Direction, quant à elle, exerce la surveillance sur l'activité du service selon les mécanismes prévus par l'article 60 LOCEA.

Enfin, signalons que cette loi sera entièrement revue en relation avec la future loi fédérale sur les étrangers.

Article 12 *Assistance judiciaire*

La modification de la loi sur l'assistance judiciaire (LAJ) prévoit notamment, en matière de remboursement des prestations, un recours direct au Tribunal administratif contre les décisions du Service de la justice (cf. modification de l'art. 3 al. 3 LAJ).

Article 13 *Communes*

Le projet répartit les compétences anciennement attribuées au Département des communes par la loi sur les communes selon les critères suivants: lorsque l'activité attendue de l'autorité cantonale comporte un caractère politique marqué, porte sur un acte communal contenant des règles générales et abstraites ou a pour fin de statuer sur recours, cette tâche est dévolue à la Direction; lorsque l'intervention cantonale a lieu dans des cas individuels et concrets, met en application des règles de nature technique ou financière, consiste à émettre des préavis ou a pour objet la gestion administrative des dossiers de l'Etat concernant les communes, ces attributions sont confiées au Service.

2.3.2 Actes de la partie 2 du RSF

Article 16 *Application du code civil*

La loi d'application du code civil (LACC) est adaptée sur plusieurs points. Les éléments principaux de cette adaptation sont les suivants:

Dans le domaine de la *surveillance des fondations et de la prévoyance professionnelle* (art. 31 ss LACC), la répartition des compétences entre le Conseil d'Etat, la Direction et le Service est revue à l'occasion du transfert d'attribution effectué par l'OADir (ce domaine passe de l'actuelle Direction de la santé publique et des affaires sociales à la future Direction de la sécurité et de la justice). Le Service – et non plus la Direction – est désigné comme autorité de surveillance des fondations (cf. modification de l'art. 31 LACC). Par ailleurs, les tâches et compétences dévolues en droit actuel au Conseil d'Etat en ce qui concerne les modifications de l'organisation et du but de la fondation, ainsi que la dévolution des biens en cas de dissolution sont désormais confiées à la Direction (cf. modification de l'art. 33 LACC).

En outre, le projet introduit des dispositions concernant les recours contre les décisions des autorités de surveillance des fondations. L'article 33a al. 2 LACC tel que proposé prévoit un recours au Tribunal administratif contre les décisions du Service; un recours interne à la Direction n'est pas opportun compte tenu du fait que ledit Service est un service spécialisé. A noter que, pour ce qui est des fondations de prévoyance en faveur du personnel (cf. art. 89bis du code civil), un recours direct est prévu, par le droit fédéral, à une commission fédérale de recours (cf. art. 74 de la loi fédérale du 25 juin 1982 sur la prévoyance professionnelle, vieillesse, survivant et invalidité); à l'avenir, cette commission sera remplacée par le Tribunal administratif fédéral.

Dans le domaine de l'*état civil*, plusieurs dispositions de la LACC doivent également être adaptées à un transfert de compétences effectué par l'OADir (le domaine de l'état civil passe de l'ancienne Direction de la justice, de la police et des affaires militaires à la nouvelle Direction des institutions, de l'agriculture et des forêts); en particulier:

– En matière de changement de nom (art. 17), les compétences de l'ancien Département de la justice sont attribuées au Service de l'état civil et des naturalisations, dès lors qu'il s'agit de rendre des décisions en assez grand nombre (112 en 2001), dans des cas individuels et concrets et à la lumière de l'abondante jurisprudence publiée en la matière. Les décisions du Service pourront être déférées à la Direction, conformément au code de procédure et de juridiction administrative. A noter que, malgré le texte de l'article 30 du code civil qui désigne le gouvernement du canton de domicile comme autorité compétente, il est loisible aux cantons de confier cette compétence à un service (cf. A. BUCHER, *Personnes physiques et protection de la personnalité*, 4e éd., Bâle et Francfort-sur-le-Main 1999, no 821, p. 202).

– En revanche, pour le prononcé d'une adoption (art. 69), eu égard à la portée qu'a ce type de décision pour les personnes concernées, il convient de désigner la Direction comme autorité compétente.

Dans le domaine de la *protection des mineurs*, le projet abroge la 2^e phrase de l'article 123 LACC qui fait allusion à la Direction de la justice. La protection de la jeunesse est une tâche de la Direction de la santé et des affaires sociales et, en outre, c'est maintenant la LOCEA qui règle, de façon générale, la surveillance des unités administratives (cf. art. 60 LOCEA).

Dans le domaine du *droit de cité*, le projet abroge l'article 361 LACC. Cette disposition transitoire dans laquelle est mentionné le Département de l'intérieur n'a plus aucune portée depuis longtemps et une adaptation de son contenu n'aurait dès lors aucun sens.

Article 17 *Etat civil*

Suite au transfert d'attribution effectué par l'OADir et à la réorganisation qui s'ensuit, il convient d'aménager les relations en matière d'état civil entre la nouvelle Direction compétente et le nouveau Service de l'état civil et des naturalisations, ainsi que les compétences respectives de ces deux autorités. A noter en particulier que, le domaine de l'état civil étant avant tout d'ordre technique, il se justifie de prévoir une clause générale de compétence en faveur du Service.

Article 19 *Droit foncier rural*

A la suite de la suppression du Département de l'agriculture, il paraît préférable d'attribuer la tâche mentionnée à

l'article 10 de la loi d'application de la loi fédérale sur le droit foncier rural à l'Autorité foncière cantonale plutôt qu'au nouveau Service de l'agriculture, étant donné que dite Autorité exerce déjà actuellement cette tâche pour le compte du Département de l'agriculture.

Article 23 Procédure civile

Le projet profite de l'adaptation pour attribuer au Service, plutôt qu'à la Direction, les tâches purement administratives mentionnées aux articles 28 et 79 du code de procédure civile.

Article 24 Entraide judiciaire en matière civile

Le projet profite de l'adaptation pour désigner le Service, plutôt que la Direction, comme autorité cantonale chargée d'exécuter la tâche (purement administrative) de transmettre des actes judiciaires aux autorités compétentes. Cette modification devra, le moment venu, être communiquée aux autorités compétentes des cantons concordataires et à la Chancellerie fédérale, pour publication dans le Recueil officiel des lois fédérales; elle n'entrera en vigueur qu'après sa publication dans ce Recueil, conformément à ce que prévoit le Concordat lui-même (cf. aussi art. 78 al. 2 let. a du présent projet).

2.3.3 Actes de la partie 3 du RSF

Article 25 Application du code pénal

La loi d'application du code pénal (LACP) est modifiée sur plusieurs points, dont certains appellent les précisions suivantes:

– En matière de *casier judiciaire*, le Service de l'exécution des peines sera formellement désigné par le Conseil d'Etat dans une nouvelle ordonnance d'exécution de la législation fédérale sur le casier judiciaire (cf. la nouvelle teneur de l'art. 20 LACP), ce qui explique la suppression, à l'article 16 al. 1 LACP, des références aux art. 41 et 49 du code pénal.

– En matière d'*interruption non punissable de grossesse*, les articles 120 et 121 du code pénal mentionnés à l'article 16 al. 2 LACP ont été modifiés dernièrement (modification du 23 mars 2001). Les autorités compétentes pour l'exécution des nouvelles dispositions du code pénal relatives à l'interruption de grossesse ont été désignées dans une ordonnance du Conseil d'Etat (ordonnance du 24 septembre 2002 concernant la procédure à suivre en matière d'interruption non punissable de grossesse), d'où le simple renvoi figurant dans la modification de l'article 16 al. 2 LACP.

– En matière de *mesures de surveillance*, 1^{er} projet profite de l'adaptation pour abroger l'article 21b LACP. Depuis l'entrée en vigueur, le 1^{er} janvier 2002, de la nouvelle législation fédérale sur la surveillance de la correspondance par poste et télécommunication, les autorités de police cantonales ne sont plus habilitées à prendre, à titre préventif, des mesures officielles de surveillance.

2.3.4 Actes de la partie 4 du RSF

Article 28 Intégration des TICS dans l'enseignement
Pour des motifs de simplification et de façon à faire clairement apparaître son statut, le Centre FRI-TIC relève désormais de la Haute Ecole pédagogique en tant que telle et non plus seulement d'un secteur de celle-ci.

Article 29 Ecole enfantine, primaire et du cycle d'orientation

Les modifications de la loi scolaire (LS) visent en particulier à:

- indiquer que le directeur ou la directrice d'école du cycle d'orientation est désormais subordonné-e au service chargé de l'enseignement obligatoire et non plus au Département, en évitant en outre la double subordination actuelle (au Département et au comité d'école) qui est sujette à interprétation (modification de l'art. 77 al. 2 LS);
- préciser que le ou la chef-fe du service chargé de l'enseignement obligatoire et l'inspecteur ou l'inspectrice scolaire assistent aux séances de la conférence, ce qui était le cas en pratique et qu'il convient de formaliser dans la loi (modification de l'art. 80 al. 3 LS);
- préciser l'organisation mise en place au sein de la Direction et clarifier les liens de subordination en subordonnant l'inspecteur ou l'inspectrice scolaire au service chargé de l'enseignement préscolaire et primaire (modification des art. 124 al. 2 et 125 al. 1 LS);
- formaliser une pratique en indiquant que l'inspecteur ou l'inspectrice de l'enseignement spécialisé fait partie de la conférence instituée par la loi scolaire (cf. aussi la modification de l'art. 35 al. 2 de la loi sur l'enseignement spécialisé) et que le ou la chef-fe du service chargé de l'enseignement préscolaire et primaire assiste aux séances (modification de l'art. 126 LS).

Sur le plan de la coordination entre l'adaptation à la LOCEA et l'adaptation à la LPers, il faut signaler que le projet de loi portant adaptation de la législation cantonale à la LPers modifie également l'article 45 al. 1 et 2 LS. Le remplacement proposé dans le présent projet constitue dès lors une simple précaution et deviendra caduc si l'adaptation à la LPers entre en vigueur en même temps que l'adaptation à la LOCEA.

Article 32 Enseignement secondaire supérieur

Le projet modifie la loi sur l'enseignement secondaire supérieur (LESS) pour préciser l'organisation mise en place au sein de la Direction et clarifier les liens de subordination, en indiquant que le directeur est subordonné au service chargé de l'enseignement secondaire du deuxième degré (modification de l'art. 61 al. 3 LESS). En outre, pour formaliser une pratique, il est indiqué que le ou la chef-fe de ce service assiste aux séances des conférences (modification de l'art. 64 al. 4 LESS).

Sur le plan de la coordination entre l'adaptation à la LOCEA et l'adaptation à la LPers, l'article 46 al. 1 et 2 LESS pose exactement le même problème que l'article 45 al. 1 et 2 LS; dès lors, les considérations faites dans le commentaire de l'article 29 valent ici également.

Article 38 Institutions culturelles

Les attributions du service chargé des institutions culturelles de l'Etat sont précisées dans un art. 7a nouveau de la loi sur les institutions culturelles (LICE). Les institutions culturelles et leurs directeurs ou directrices sont désormais subordonnés au service (modification des art. 3 al. 2 et 9 al. 2 LICE). Le ou la chef-fe du service assiste aux séances des commissions consultatives des institutions culturelles (modification de l'art. 10 al. 2 LICE).

2.3.5 Actes de la partie 5 du RSF

Article 41 Protection civile

La modification de cette loi découle d'un transfert d'attribution effectué par l'OADir et de la réorganisation qui en résulte. La Direction en charge de la protection civile sera à l'avenir la Direction de la sécurité et de la justice. Celle-ci disposera, pour l'accomplissement de ses tâches,

du Service des affaires militaires et de la protection de la population, dont dépendra désormais l'actuel Office de la protection civile.

2.3.6 Actes de la partie 7 du RSF

Article 44 Assurance immobilière

Outre l'adaptation à la LOCEA proprement dite, le projet effectue un toilettage formel des dispositions de la loi sur l'assurance des bâtiments contre l'incendie et les autres dommages (LAssB) relatives aux organes de l'Etablissement cantonal d'assurance des bâtiments (ECAB). Il est ainsi proposé de préciser les dispositions concernant la direction de l'ECAB (cf. modification des art. 12 let. b, 13 al. 3 et 15 al. 2 et 3 LAssB) et le conseil d'administration (cf. modification des art. 13 al. 2, 14 et 90 LAssB), afin de clairement distinguer les niveaux de tâches (opérationnel et stratégique). Le projet ne modifie pas, sur le fond, la répartition des tâches et compétences telle qu'elle est actuellement pratiquée.

A signaler par ailleurs que la modification de l'article 15 LAssB a été rédigée de manière à ne pas créer de conflit avec la modification du même article proposée par le projet d'adaptation à la LPers; mais si, comme cela est prévu, les deux adaptations entrent en vigueur en même temps, les organes chargés des publications officielles transformeront d'office les al. 3 et 4 proposés par le présent projet en al. 2 et 3.

Article 45 Routes

La modification de l'article 98 de la loi sur les routes simplifie le système, en attribuant à la seule Direction matériellement compétente la compétence de délivrer l'autorisation prévue par cette disposition.

Article 49 Circulation routière

Dans la loi d'application de la législation fédérale sur la circulation routière (LALCR), le projet modifie la compétence pour autoriser l'utilisation de haut-parleurs montés sur des véhicules automobiles lorsque la publicité se fait en une tournée dans plusieurs districts, en l'attribuant à l'Office de la circulation et de la navigation et non plus à la Direction (cf. modification des art. 3 al. 2 et 6 LALCR).

L'abrogation de l'article 10 al. 2 LALCR permet de supprimer une référence au Directeur du Département des ponts et chaussées qui n'est plus actuelle depuis que cette loi parle de la «Direction des travaux publics» en lieu et place du «Département des ponts et chaussées» (modification de l'art. 5 par la nouvelle du 17.12.1998).

Par ailleurs, le Conseil d'Etat profite du présent projet pour proposer l'adaptation de l'article 18 LALCR à la modification du 14 décembre 2001 de l'article 91 de la loi fédérale sur la circulation routière (LCR; pour la modification du 14.12.2001, cf. RO 2002 p. 2767 ss). L'actuel article 91 al. 2 LCR traite de la conduite en état d'ébriété de véhicules sans moteurs. Tel ne sera plus le cas avec la nouvelle teneur de l'article 91 al. 2 LCR; cette disposition traitera à l'avenir de l'incapacité de conduire pour d'autres raisons que l'ébriété. Au vu des peines prévues (l'emprisonnement ou l'amende), la compétence pour cette nouvelle infraction devra être dévolue au juge pénal ordinaire et non plus au préfet; en effet, celui-ci est en principe uniquement compétent pour des infractions mineures punissables d'amende ou d'arrêts (et encore convient-il de préciser que le préfet – comme c'est déjà le cas actuellement – ne sera jamais compétent pour juger la conduite en état d'ébriété d'un véhicule automobile, même lorsque le taux d'alcoolémie n'est pas qualifié et

que la peine envisageable est limitée aux arrêts ou à l'amende). Comme l'article 91 al. 3 LCR, dans sa nouvelle teneur, reprend pour l'essentiel l'ancien article 91 al. 2 LCR, le projet propose simplement de remplacer, dans le texte de l'article 18 al. 1 LALCR, la référence «91 al. 2» par «91 al. 3». La modification de la LCR du 14 décembre 2001 n'entrant pas en vigueur le 1^{er} janvier 2003, mais à une date ultérieure qui pourrait être le 1^{er} janvier 2004, le projet contient une disposition finale reportant à cette date l'entrée en vigueur de l'article 18 al. 1 LALCR (cf. art. 78 al. 2 let. b).

2.3.7 Actes de la partie 8 du RSF

Article 51 Protection des eaux

L'abrogation de l'article 2 let. h de la loi d'application de la loi fédérale sur la protection des eaux est une simple mise à jour de la loi. En effet, l'Office de la circulation et de la navigation, qui y est mentionné, n'est plus un organe d'application dans ce domaine depuis l'adoption de la loi sur la gestion des déchets.

Article 56 Etablissements médico-sociaux pour personnes âgées

La modification proposée consiste à attribuer à la Caisse cantonale de compensation AVS (unité administrative rattachée à l'Etablissement cantonal des assurances sociales) la compétence de rendre les décisions en matière de participation des pouvoirs publics aux frais d'accompagnement dans les EMS. Actuellement, c'est déjà la Caisse AVS qui rend ces décisions sur délégation de la Direction. A noter que le changement de système est nécessaire, car la solution de la délégation n'est plus admissible au regard de l'article 66 al. 1 LOCEA (celui-ci n'autorise la délégation de compétence qu'à l'égard des unités subordonnées).

Article 59 Travail

Dans le cadre de la réorganisation de la nouvelle Direction de l'économie et de l'emploi, le Département de l'industrie, du commerce et de l'artisanat disparaît; les attributions qu'il exerçait dans ce domaine passent au Service public de l'emploi.

Article 60 Emploi et aide aux chômeurs

Les modifications de la loi sur l'emploi et l'aide aux chômeurs (LEAC) découlent d'un transfert d'attributions effectué par l'OADir: le domaine de la main-d'œuvre étrangère passe de l'actuelle Direction de l'économie, des transports et de l'énergie à la future Direction de la sécurité et de la justice, où il sera confié au Service de la population et des migrants. A noter que le problème des voies de droit en matière de main-d'œuvre étrangère (actuel art. 43 LEAC) sera traité dans la réglementation d'exécution de la loi d'application sur le séjour et l'établissement des étrangers.

2.3.8 Actes de la partie 9 du RSF

Article 65 Elimination des déchets animaux

La loi d'application de la législation fédérale sur l'élimination des déchets animaux fait référence à l'«Inspectorat des denrées alimentaires»; elle laisse ainsi accroître que l'on est en présence d'une unité administrative, alors que celle-ci n'existe pas dans la réalité. La loi fédérale sur les denrées alimentaires et les objets usuels prescrit aux cantons d'instituer plusieurs organes de contrôle, en particulier des inspecteurs des denrées alimentaires (art. 40 al. 2); il faut dès lors, dans la loi cantonale d'application, s'en tenir à la terminologie officielle.

Article 71 Exercice du commerce

La modification de la loi sur l'exercice du commerce porte notamment sur l'article 12a de cette loi, disposition qui a été introduite par la loi du 11 juin 2002 (ROF 2002_058) et dont la date d'entrée en vigueur est encore incertaine. L'article 79 al. 2 let. c règle dès lors ce problème.

Article 72 Réclames

La modification de cette loi est liée à la modification des articles 3 al. 2 et 6 al. 2 LALCR (cf. le commentaire de l'art. 49 du présent projet).

2.4 Chapitre 4: Abrogations

Article 78

Le projet profite de la présente adaptation pour abroger trois lois qui n'ont plus de raison d'être:

– En matière de documents d'identité, la nouvelle législation fédérale, qui entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2003, entraînera une modification notable du droit cantonal, qui justifie que l'on abroge entièrement la loi de 1996 d'application de la législation fédérale relative aux passeports et cartes d'identité. L'application de la nouvelle législation fédérale pourra être opérée par voie d'ordonnance.

– La loi de 1994 d'application de la loi fédérale sur la protection des données, qui avait pour unique but de désigner la procédure accélérée comme étant la procédure simple et rapide exigée par l'art. 15 al. 4 de la loi fédérale, est devenue inutile depuis que l'article 382 du code de procédure civile fait directement le lien entre procédure simple et rapide et procédure accélérée.

– La loi de 1965 appliquant la loi fédérale concernant l'encouragement à la construction de logements, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1966, avait pour but d'instaurer une participation, par des subventions cantonales et communales complémentaires, à l'action sociale entreprise par la Confédération. Près de 4000 logements ont été construits dans le cadre de cette campagne. L'aide des pouvoirs publics, selon la loi, devait s'étendre sur vingt ans. Les dernières requêtes ont été présentées à l'instance cantonale compétente en 1974. Les derniers paiements de cette campagne ont été effectués en 1996. Tous les dossiers étant désormais liquidés et archivés, cette loi peut être abrogée.

2.5 Chapitre 5: Disposition finale

Article 79

Cet article reprend la clause finale usuelle, en fixant toutefois directement l'entrée en vigueur de la loi d'adaptation au 1^{er} janvier 2003. C'est en effet à cette date que prendront effet l'ordonnance fixant les attributions des Directions et l'ordonnance fixant la liste des unités administratives.

Des précisions relatives aux trois entrées en vigueur différées figurent dans le commentaire des articles 24, 49 et 71.

BOTSCHAFT Nr. 35

1. Oktober 2002

des Staatsrats an den Grossen Rat zum Gesetzesentwurf zur Anpassung der kantonalen Gesetzgebung an das SVOG

Diese Botschaft ist wie folgt gegliedert:

1. ALLGEMEINER ÜBERBLICK
 - 1.1 Einleitung
 - 1.2 Notwendigkeit einer terminologischen Anpassung der bestehenden Gesetzgebung
 - 1.3 Materielle Änderungen, die wegen der Reorganisationsmassnahmen nötig werden
 - 1.4 Abwicklung der Arbeiten und allgemeiner Inhalt des Entwurfs
 - 1.5 Auswirkungen und weitere Aspekte des Entwurfs (Art. 66 GRRG)
2. KOMMENTAR DER BESTIMMUNGEN
 - 2.1 1. Kapitel: Gegenstand des Gesetzes
 - 2.2 2. Kapitel: terminologische Anpassung der kantonalen Gesetzgebung
 - 2.3 3. Kapitel: Änderung der Gesetze und Dekrete infolge einer konkreten Reorganisation
 - 2.4 4. Kapitel: Aufhebung bisherigen Rechts
 - 2.5 5. Kapitel: Schlussbestimmung

1. ALLGEMEINER ÜBERBLICK

1.1 Einleitung

Das Gesetz vom 16. Oktober 2001 über die Organisation des Staatsrates und der Verwaltung (SVOG, SGF 122.0.1) ist am 1. Januar 2002 in Kraft getreten. Es dürfte sich zwar in erster Linie auf die Arbeitsweise des Staatsrates und der Verwaltung auswirken, doch auch sein Einfluss auf die freiburgische Gesetzgebung ist nicht zu unterschätzen.

Dieser Einfluss ergibt sich hauptsächlich aus den bedeutenden Änderungen, die das SVOG bei der Verwaltungsorganisation vorgenommen hat. Während die Organisationskompetenz bis zum Inkrafttreten dieses Gesetzes zum grössten Teil beim Grossen Rat lag, erhält der Staatsrat nunmehr eine weit gehende Organisationsautonomie. Zugleich verlangt das SVOG, dass die Verwaltungsorganisation nicht nur rationell und leistungsfähig, sondern auch transparent und für die Bürgerinnen und Bürger verständlich ist.

Bei der Rechtsetzung werden Organisationsautonomie und transparente Organisation auf verschiedene Arten umgesetzt: Erlass von Ausführungsbestimmungen (durch Art. 71 Abs. 1 SVOG vorgeschrieben; zurzeit in Vorbereitung), Änderung der Rechtsetzungsmethoden (vgl. dazu Ziff. 1.2.1), Anpassung der bestehenden Gesetzgebung. Der Gesetzesentwurf, um den es in dieser Botschaft geht, regelt – wie in Artikel 75 SVOG vorgesehen – den letztgenannten Aspekt.

Es sei vorweg geschickt, dass dieser Entwurf die freiburgische Gesetzgebung nicht umfassend an die allgemeinen Organisationsgrundsätze des SVOG anpassen kann. Ein solches Unterfangen würde die materielle Prüfung der rund Tausend Erlasse der Systematischen Gesetzesammlung (SGF) bedingen und kommt daher selbstredend nicht in Frage. Die Erlasse sind vielmehr bei punktuellen Revisionen auf ihre Übereinstimmung mit diesen Organisationsgrundsätzen zu prüfen.

Der Entwurf beschränkt sich somit auf die Änderungen, die das Inkrafttreten des neuen Gesetzes erfordert:

Zunächst verlangen nur schon die Kohärenz und die Richtigkeit der Gesetzgebung eine terminologische Anpassung (unten Ziff. 1.2); sodann werden zur Lösung konkreter Organisationsprobleme materielle Änderungen vorgeschlagen (unten Ziff. 1.3). Da die terminologische Anpassung und die materiellen Änderungen nicht gleicher Natur sind, wurde bei diesen Arbeiten unterschiedlich vorgegangen, und die Änderungen, die sie mit sich bringen, finden sich nicht alle im Gesetz (unten Ziff. 1.4), wodurch das Gesetz einen etwas speziellen Charakter erhält.

1.2 Notwendigkeit einer terminologischen Anpassung der bestehenden Gesetzgebung

Die Notwendigkeit einer terminologischen Anpassung der bestehenden Gesetzgebung ergibt sich hauptsächlich aus gewissen Änderungen in den Rechtsetzungsmethoden (unten Ziff. 1.2.1) sowie aus Entscheidungen, die der Staatsrat kürzlich in Bezug auf die Verwaltungsorganisation getroffen hat (unten Ziff. 1.2.2).

1.2.1 Änderungen in den Rechtsetzungsmethoden

In den letzten zwanzig Jahren wurden die Bezeichnungen und Zuständigkeitsbereiche der Direktionen durch den Grossen Rat im Organisationsgesetz festgelegt (Art. 51 ff. des Gesetzes vom 8. Mai 1848 über die Organisation des Staatsrates und seiner Direktionen in der Fassung, die sie durch die Revision vom 17.9.1980 erhalten hatten). Das führte zur Praxis, die in einem Bereich zuständige Direktion unmittelbar in den Spezialgesetzen zu bestimmen. Auch die meisten Verwaltungseinheiten wurden direkt durch Erlasse des Grossen Rates geschaffen.

Mit dem Inkrafttreten des SVOG hat sich die Rechtslage geändert. Die Organisationsautonomie, die der Staatsrat durch dieses Gesetz erhält, betrifft insbesondere folgende Aspekte:

- Der Staatsrat kann nunmehr frei die Zuständigkeitsbereiche unter den Direktionen verteilen und deren Bezeichnungen bestimmen (Art. 46 SVOG);
- Der Staatsrat hat nunmehr eindeutig die Kompetenz, Verwaltungseinheiten zu schaffen oder aufzuheben (Art. 71 Abs. 1 Bst. a SVOG), wobei ihm aufgetragen ist, deren Zahl, wenn immer möglich, zu begrenzen (Art. 44 Abs. 2 SVOG).

Beim Abfassen der Gesetze, Verordnungen und anderen Erlasse gilt es also, diese Aspekte zu berücksichtigen, was – wie vorgesehen (vgl. SVOG-Botschaft, TGR 2001 S. 1115 ff., Punkt I.C.a.2) – eine Änderung der geltenden Rechtsetzungsmethoden nach sich zieht. Diese Änderung betrifft hauptsächlich zwei Punkte:

- In erster Linie darf die zuständige Direktion nicht mehr in einem Erlass des Grossen Rates bestimmt werden, da ja der Staatsrat zuständig ist, die Namen und Zuständigkeitsbereiche der Direktionen festzulegen; folglich muss die Nennung einer bestimmten Direktion in einem Gesetz oder Dekret durch eine neutrale Formulierung wie «die zuständige Direktion» ersetzt werden.
- In zweiter Linie ist es nicht mehr angebracht, eine Verwaltungseinheit direkt in einem Erlass des Grossen Rates zu schaffen, da das SVOG diese Kompetenz ja klar dem Staatsrat zuweist; dieser Grundsatz gilt aber nicht für Anstalten mit eigener Rechtspersönlichkeit und gewisse administrativ zugewiesene Verwaltungseinheiten.

Diese Änderung der Rechtsetzungsmethoden erstreckt sich jedoch nur auf die künftige Gesetzgebung und löst das Problem der bestehenden Gesetzgebung nicht. Es erscheint aber als nötig, auch diese möglichst mit dem Grundsatz der Organisationsautonomie des Staatsrates in Übereinstimmung zu bringen. Eine terminologische Anpassung erlaubt es, in den Erlassen des Grossen Rates die Nennung einer bestimmten Direktion durch einer neutralen Formulierung zu ersetzen; dies stellt keine grösseren Probleme (vgl. Kommentar zu Art. 2). Es ist hingegen nicht möglich, davon abzusehen, Verwaltungseinheiten durch Erlasse des Grossen Rates zu schaffen, ohne sämtliche betroffenen Gesetzgebungen materiell zu prüfen; die Anpassung erstreckt sich daher nicht auf diesen Aspekt (vgl. Kommentar zu Art. 4).

1.2.2 Entscheide des Staatsrates in Bezug auf die Verwaltungsorganisation

Der Staatsrat hat von der neuen Kompetenz auf Grund von Artikel 46 SVOG Gebrauch gemacht und die Verteilung der Zuständigkeitsbereiche der Direktionen geändert und deren Namen modernisiert: Die Verordnung vom 12. März 2002 über die Zuständigkeitsbereiche der Direktionen des Staatsrats und der Staatskanzlei (ZDirV; ASF 2002_034, SGF 122.0.12) konkretisiert die Arbeiten des Projekts 2B der Staats- und Verwaltungsreformen 1997–2001.

Der Staatsrat hat zudem seine Organisationsautonomie zu Entscheiden über die Benennung der Verwaltungseinheiten genutzt. Die Arbeiten zur Festlegung der Organisation der Direktionen und der Staatskanzlei mit dem Ziel, die Anforderungen von Artikel 71 Abs. 1 Bst. b und d SVOG zu konkretisieren, zeigten, dass es wünschbar ist, die unterstellten Verwaltungseinheiten einheitlich zu bezeichnen; abgesehen von Sonderfällen werden diese Einheiten künftig «Amt» (Französisch: «Service») heissen. Darüber hinaus wurden die Bezeichnungen der Verwaltungseinheiten auch inhaltlich bereinigt. In der Verordnung vom 9. Juli 2002 über die Bezeichnungen der Verwaltungseinheiten der Direktionen des Staatsrats und der Staatskanzlei (ASF 2002_078) behalten schliesslich – abgesehen von den Generalsekretariaten und den Oberämtern – nur 19 von 78 Verwaltungseinheiten ihren bisherigen deutschen und französischen Namen.

Die Verordnung über die Zuständigkeitsbereiche der Direktionen des Staatsrats und der Staatskanzlei sowie die Verordnung über die Bezeichnungen der Verwaltungseinheiten werden am 1. Januar 2003 in Kraft treten. Ab diesem Zeitpunkt wird ein Grossteil der Namen von Direktionen und Verwaltungseinheiten in den Gesetzen und Verordnungen nicht mehr der Wirklichkeit entsprechen. Es ist daher wichtig, die nötigen Berichtigungen durchzuführen, damit die freiburgische Gesetzgebung dem Grundsatz einer für die Bürgerinnen und Bürger transparenten Verwaltungsorganisation entspricht.

1.3 Materielle Änderungen, die wegen der Reorganisationsmassnahmen nötig werden

Die Lösung aller Organisationsprobleme, die sich in der Kantonsverwaltung stellen, kommt – wie dargelegt (vgl. Ziff. 1.1) – im Rahmen der Anpassung kaum in Frage. Das Inkrafttreten des SVOG und die Vorbereitung der Organisationsbestimmungen haben aber immerhin schon konkrete Reorganisationsmassnahmen ermöglicht oder nötig gemacht, und diese Massnahmen müssen in der bestehenden Gesetzgebung umgesetzt werden.

In erster Linie müssen die gesetzlichen Bestimmungen über die Einheiten, die von einer Direktion auf eine andere übergehen, überprüft werden und die Konsequenzen aus diesem Übergang gezogen werden. So muss zum Beispiel die Gesetzgebung über das freiburgische Bürgerrecht unter dem Gesichtspunkt überprüft werden, das nunmehr die Zuständigkeiten für das Bürgerrecht und den Zivilstandsdienst innerhalb derselben Direktion zusammengefasst sind.

In zweiter Linie muss das Problem der «Departemente» in der Freiburger Verwaltung gelöst werden, wie das Artikel 77 SVOG übrigens ausdrücklich verlangt. Die Bezeichnung ist hauptsächlich aus zwei Gründen problematisch: die uneinheitliche Verwendung des Begriffs Departement in der freiburgischen Gesetzgebung und die besondere, unklare Natur einiger Departemente, denen die Gesetzgebung Kompetenzen überträgt, während in Wirklichkeit die Direktion selbst die Entscheidungsbefugnis inne hat (vgl. dazu die oben erwähnte SVOG-Botschaft, Ziff. 4 des Kommentars zu Art. 48 und Ziff. 2 des Kommentars zu Art. 73 und 74; vgl. auch Verwaltungsgericht in FZR 1992 S. 317 ff.). Abgesehen von konkreten Reorganisationsmassnahmen verlangt die Lösung dieses Problems eine allgemeine Überprüfung aller Kompetenzen, die einem Departement übertragen wurden, wobei diese Kompetenzen zwischen der Direktion und den betreffenden Verwaltungseinheiten aufgeteilt werden müssen.

Schliesslich erscheint es als sinnvoll, die Gelegenheit des Anpassungsgesetzes zu ergreifen, um einzelne Reorganisationen durchzuführen, die für das gute Funktionieren der Verwaltung unerlässlich sind. So wird beispielsweise – in Übereinstimmung mit dem Grundsatz von Artikel 44 Abs. 2 SVOG – in der Direktion für Erziehung, Kultur und Sport der breite Fächer unterstellter Einheiten erheblich reduziert. Ferner ist es als sinnvoll erschienen, in einigen Fällen, die Aufteilung der Zuständigkeiten zwischen Direktion und Amt zu überprüfen, ohne dass die Anpassung an das SVOG dies unmittelbar verlangt, insbesondere in den Fällen, in denen heute eine Kompetenzdelegation besteht.

1.4 Abwicklung der Arbeiten und allgemeiner Inhalt des Entwurfs

Wegen des Umfangs und der Vielfältigkeit der Arbeiten und wegen des Umstands, dass sie alle Direktionen betreffen, wurde eine besondere Projektorganisation unter der Leitung der Konferenz der Generalsekretäre und einer Staatsratsdelegation geschaffen.

Zunächst wurde das Amt für Gesetzgebung beauftragt, einen Bericht über die Auswirkungen des SVOG auf die freiburgische Gesetzgebung zu erstatten. Dieser Bericht zeigte die Notwendigkeit, die heutigen Rechtsetzungsmethoden zu ändern, sowie die Notwendigkeit, eine terminologische Anpassung der bestehenden Gesetzgebung und materielle Änderungen daran vorzunehmen. Die gewählten rechtsetzungsmethodischen Grundsätze werden in Richtlinien festgehalten werden. Die Ausführung der Arbeiten zur Revision der bestehenden Gesetzgebung wurde unter den Direktionen und dem Amt für Gesetzgebung aufgeteilt: Jede Direktion schlug die materiellen Änderungen vor, die sie betreffen, sowie wenn nötig den Kommentar dazu; diese Aufgabe war besonders umfangreich für die Direktion für Erziehung und kulturelle Angelegenheiten, die Justiz-, Polizei- und Militärdirektion, und die Direktion des Innern und der Landwirtschaft. Das Amt für Gesetzgebung übernahm die termi-

nologische Anpassung (die neben deren Durchführung die Abfassung der allgemeinen Bestimmungen des Entwurfs und des Kommentars dazu umfasst), die Abfassung des allgemeinen Teils der Botschaft sowie die allgemeine Koordination der Arbeiten, bei der insbesondere die Vorschläge der Direktionen einzufügen und aufeinander abzustimmen waren.

Die Ergebnisse dieser Arbeiten schlagen sich nur zum Teil in diesem Gesetzesentwurf nieder. Zwei wichtige Aspekte der Anpassung sind darin nämlich nicht enthalten:

- Die materiellen Änderungen der Erlasse des Staatsrates werden in einen Verordnungsentwurf aufgenommen, der in den kommenden Monaten vom Staatsrat verabschiedet wird (vgl. auch Art. 1 Abs. 2).
- Die Änderungen, die sich aus der terminologischen Anpassung ergeben, erscheinen weder im Anpassungsgesetz noch in der Anpassungsverordnung; sie werden direkt in die systematischen amtlichen Publikationen eingefügt.

Der Gesetzesentwurf enthält demnach zwei Arten von Bestimmungen. Zunächst stellt er die allgemeinen Grundsätze auf, die die Vollzugsorgane für die amtlichen Publikationen ermächtigen, die Änderungen, die sich aus der terminologischen Anpassung ergeben, vorzunehmen, ohne dass diese einzeln im Anpassungsgesetz und in der Anpassungsverordnung aufgeführt werden (2. Kapitel, Art. 2–5). Sodann enthält der Entwurf die Änderungen der Erlasse des Grossen Rates infolge von Reorganisationsmassnahmen (3. Kapitel) sowie die Aufhebung einiger Gesetze (4. Kapitel).

Da es sich um einen Anpassungserlass über Organisationsfragen handelt, ist zum Entwurf kein externes Vernehmlassungsverfahren durchgeführt worden.

1.5 Auswirkungen und weitere Aspekte des Entwurfs (Art. 66 GRRG)

Der Entwurf hat keine personellen Auswirkungen, und seine finanziellen Auswirkungen beschränken sich auf eine besonders umfangreiche Nachführung der SGF. Es ist jedoch zu beachten, dass die Organisationsentscheide des Staatsrates – wie der Übergang einer Verwaltungseinheit von einer Direktion auf eine andere und die neuen Namen der Direktionen – ihrerseits gewisse Kosten verursachen werden; im Voranschlag sind bereits entsprechende Beträge vorgesehen.

Der Entwurf hält sich an die Anforderungen der Staatsverfassung, die in diesem Bereich einzig vorsieht, dass «der Staatsrat in Direktionen eingeteilt» wird, und diese Organisation dem Gesetz vorbehält (Art. 56 KV).

Da die interne Organisation der Kantonsverwaltung klarerweise unter die Autonomie der Kantone fällt, die durch Artikel 47 der Bundesverfassung gewährleistet wird, ist der Entwurf grundsätzlich problemlos in Bezug auf die Bundesrechtskonformität; für folgende Erlasse muss dennoch die Genehmigung durch den Bund eingeholt werden:

- Aufhebung von Artikel 361 des Einführungsgesetzes vom 22. November 1911 zum Schweizerischen Zivilgesetzbuch für den Kanton Freiburg (SGF 210.1) durch Artikel 16 (vgl. Art. 52 Abs. 3 des Schlusstitels des Zivilgesetzbuchs);
- Änderung des Gesetzes vom 27. Februar 1986 über den Zivilstandsdienst (SGF 211.2.1) durch Artikel 17 (vgl. Art. 49 Abs. 3 des Schlusstitels des Zivilgesetzbuchs);

- Änderung des Ausführungsgesetzes vom 24. September 1987 zum Bundesgesetz über den Erwerb von Grundstücken durch Personen im Ausland (SGF 214.12.1) durch Artikel 18 (vgl. Art. 36 Abs. 3 des Bundesgesetzes);
- Änderung des Gesetzes vom 13. November 1996 über die Beschäftigung und die Arbeitslosenhilfe (SGF 866.1.1) durch Artikel 60 (vgl. Art. 113 Abs. 1 des Bundesgesetzes über die Arbeitslosenversicherung).

Ferner hat der Entwurf keinen unmittelbaren Zusammenhang mit dem Gemeinschaftsrecht und auch nicht mit den Konventionen und Empfehlungen des Europarates oder anderer europäischer Organisationen. Auch die Aufgabenverteilung zwischen dem Kanton und den Gemeinden betrifft er nicht.

Der Entwurf untersteht natürlich dem Gesetzesreferendum; hingegen erfüllt er angesichts seiner beschränkten finanziellen Auswirkungen die Voraussetzungen für das Finanzreferendum, auch das fakultative, nicht.

2. KOMMENTAR DER BESTIMMUNGEN

2.1 1. Kapitel: Gegenstand des Gesetzes

Artikel 1

Artikel 1 behandelt den Umfang der Anpassung und unterscheidet diesbezüglich zwischen der terminologischen Anpassung und den materiellen Änderungen, die wegen der Reorganisationsmassnahmen nötig werden. Die *terminologische Anpassung (Abs. 1 Bst. a)* ist der Teil der Anpassung, der im Wesentlichen darin besteht, die Bezeichnung der Direktionen und der Verwaltungseinheiten in der kantonalen Gesetzgebung nachzuführen. Es geht also hauptsächlich darum, Ausdrücke zu ersetzen, die im Zuge der neuen Organisationsautonomie des Staates geändert worden sind (vgl. dazu Ziff. 1.2):

- Im Gesetz sind nur die Grundsätze der terminologischen Anpassung festgehalten (vgl. Art. 2-4); die Verantwortung für die Änderungen, die sich daraus ergeben, wird nämlich direkt den Vollzugsorganen für die amtlichen Publikationen übertragen (vgl. Art. 5). Das System ist mit demjenigen vergleichbar, das in Artikel 24 des Gesetzes vom 16. Oktober 2001 über die Veröffentlichung der Erlasse (VEG) vorgesehen ist. Es schien jedoch nötig, es ausdrücklich in den Entwurf zu übernehmen und dabei die vorzunehmende Anpassung zu präzisieren und die Verfahrensregeln zu ergänzen, und zwar aus zwei Gründen. Einerseits erfordert der grosse Umfang der Anpassung eine besondere Legitimität. Andererseits gehen einzelne Anpassungsfälle etwas über rein terminologische Änderungen hinaus: Sie ergeben sich aus den geänderten Rechtsetzungsmethoden, die sich auf die freiburgische Gesetzgebung langfristig auswirken werden.

- Die terminologische Anpassung betrifft die gesamte kantonale Gesetzgebung, also nicht nur die Gesetze und Dekrete, sondern auch die Erlasse des Staatsrates und der übrigen Behörden. Die konkrete Anpassung macht, obwohl sie nicht unmittelbar in einem Erlass festgehalten sind, mengenmässig den grössten Teil der Arbeiten aus. Sie betrifft nämlich, wenn auch in unterschiedlichem Ausmass, den Grossteil der Erlasse der freiburgischen Gesetzgebung.

Die Änderungen, die wegen Reorganisationsmassnahmen nötig werden (*Abs. 1 Bst. b und Abs. 2*) sind ganz

anderer Art. Es geht hier nicht mehr darum, Ausdrücke zu ersetzen, sondern materielle Probleme zu lösen, die mit dem Inkrafttreten des SVOG und den in der Folge beschlossenen Reorganisationen zusammenhängen (vgl. dazu Ziff. 1.3). Diese Änderungen verteilen sich daher logischerweise auf diesen Gesetzesentwurf (vgl. *Abs. 1 Bst. b* und Art. 6 ff.) und die Verordnung, die zurzeit in Vorbereitung ist (vgl. *Abs. 2*).

2.2 2. Kapitel: terminologische Anpassung der kantonalen Gesetzgebung

Artikel 2 *Namen der Direktionen*

Bis 1980 konnte der Staatsrat die Namen und die Zuständigkeiten der Direktionen ändern; ab 1981 waren diese dann direkt im Organisationsgesetz festgelegt. Das Inkrafttreten des SVOG stellt also gewissermassen eine Rückkehr zur früheren Regelung dar: Die Namen und die Zuständigkeiten der Direktionen werden weder im Organisationsgesetz noch in der Spezialgesetzgebung festgelegt, sondern in der Ausführungsverordnung zu Artikel 46 SVOG, so dass sie künftig häufiger wechseln dürften als in den letzten zwanzig Jahren.

Wie bereits erwähnt (vgl. Ziff. 1.2.1), wird sich die Wahl dieses Systems auf die Formulierung der Spezialgesetze auswirken, denn eine Direktion soll nur schon aus Gründen der Kohärenz darin nicht namentlich genannt werden. In einem Spezialgesetz die zuständige Direktion zu bestimmen steht nämlich klar im Gegensatz zur Organisationsautonomie, die das SVOG dem Staatsrat gewährt. Es braucht daher eine neutrale Formulierung; diese Lösung wird denn auch auf Bundesebene empfohlen und ist in freiburgischen Gesetzen aus der Zeit vor 1981 schon verwendet worden (vgl. z. B. Art. 8 des Gesetzes vom 3. Februar 1966 über die obligatorische Versicherung der Fahrhabe gegen Feuerschäden, gemäss dem «die kantonale Aufsicht über die obligatorische Versicherung der Fahrhabe gegen Feuerschäden [...] durch die vom Staatsrat bezeichnete Direktion ausgeübt [wird]»).

Die Notwendigkeit einer Anpassung der Namen der Direktionen in der bestehenden Gesetzgebung ergibt sich aus der ZDirV (vgl. oben Ziff. 1.2.2). In allen Erlassen, für die nicht der Grosse Rat zuständig ist, beschränkt sich die Anpassung auf die Nachführung der Namen der Direktionen (*Abs. 2*). In den Erlassen des Grossen Rates hingegen ist eine radikalere Lösung nötig; hier rechtfertigt es sich nämlich, direkt das System der neutralen Bezeichnung anzuwenden (*Abs. 1*): Praktisch ohne Mehraufwand gegenüber einer Nachführung der Namen der Direktionen lässt sich so die gesamte kantonale Gesetzgebung dem Grundsatz anpassen, die Direktionen in den Gesetzen und Dekreten nicht namentlich zu bezeichnen.

Um das Informationsdefizit auszugleichen, das die neutrale Bezeichnung der Direktionen für die Leserin oder den Leser bedeutet, ist vorgesehen, in den systematischen Publikationen die Namen der betreffenden Direktionen in Anmerkungen anzufügen. Diese Lösung wird auch auf Bundesebene verwendet. Die Nachführung dieser Fussnoten ist Sache der Verantwortlichen der systematischen Publikationsorgane.

Artikel 3 *Nennung von Direktionsvorsteherinnen und -vorstehern*

Artikel 3 hat die Lösung eines besonderen Problems im Zusammenhang mit der Nennung der Direktionen in der Spezialgesetzgebung zum Ziel. Recht viele Bestimmungen sprechen nämlich von der Staatsrätin oder dem

Staatsrat, die oder der der Direktion vorsteht, und nicht einfach von der betreffenden Direktion. In den einzelnen Erlassen werden unterschiedliche Formulierungen verwendet: z. B. «der Direktionsvorsteher/Vorsteher der Direktion», «der Direktor [Finanzdirektor, Baudirektor]», «der Staatsrat-Direktor», «der Staatsrat, Vorsteher der [betreffenden] Direktion».

Was die Rechtsetzungsmethoden betrifft, so muss von solchen Bezeichnungen abgesehen werden und statt deren von der «Direktion» gesprochen werden. Davon ausgenommen sind nur die Fälle, in denen der Bezug auf die Amtsinhaberin oder den Amtsinhaber unerlässlich ist, also hauptsächlich, wenn die Person als Mitglied einer Kommission oder eines anderen Gremiums gemeint ist. In solchen Fällen muss eine einheitliche Formulierung verwendet werden; am besten passt der Ausdruck «die Vorsteherin oder der Vorsteher der Direktion» (im Französischen «le conseiller d'Etat-Directeur ou la conseillère d'Etat-Directrice»), was prägnant die Doppelrolle als Mitglied des Regierungskollegiums und Direktionsvorsteherin oder -vorsteher zum Ausdruck bringt; dafür gibt es im Deutschen aber keine zufriedenstellende Entsprechung).

Was die Anpassung betrifft, so ist die Situation praktisch dieselbe wie bei der Bezeichnung der Direktionen in den Gesetzen und Dekreten (vgl. Art. 2 Abs. 1): Da bei diesen personenbezogenen Formulierungen die Namen der Direktionen ohnehin angepasst werden müssen, ist bei dieser Gelegenheit gleich eine Formulierung zu wählen, die den rechtsetzungsmethodischen Grundsätzen entspricht. Artikel 3 ermöglicht diese Anpassung, die die Kohärenz unserer Gesetzgebung verstärken wird.

Artikel 4 Namen der Verwaltungseinheiten

Die Nennung der Verwaltungseinheiten in der Gesetzgebung stellt ähnliche Probleme wie die Nennung der Direktionen, aber die Schlussfolgerungen daraus sind etwas anders.

Da das SVOG den Staatsrat ausdrücklich ermächtigt, Verwaltungseinheiten zu schaffen oder aufzuheben, dürfen diese künftig grundsätzlich nicht mehr durch Gesetze geschaffen werden, im Gegensatz zu einer bisher verbreiteten Praxis (vgl. auch oben Ziff. 1.2.1). Auch hier geht es um eine Frage der gesetzgeberischen Kohärenz, und zwar einerseits mit der neuen Organisationsautonomie des Staatsrates und andererseits mit der Lösung, die für die Bezeichnung der Direktionen in den Gesetzen gewählt worden ist.

Was die Anpassung betrifft, so kommt es allerdings kaum in Frage, sämtliche Spezialgesetze unter diesem Gesichtspunkt zu überprüfen. Die bestehenden Gesetze sind nämlich im Allgemeinen so konzipiert, dass es nicht möglich ist, darin auf die namentliche Bezeichnung der Verwaltungseinheiten zu verzichten, ohne die Verteilung der Bestimmungen zwischen Gesetz und Ausführungserlass zu überprüfen; eine solche Überprüfung würde aber weit über das hinausgehen, was im Rahmen einer Anpassung zumutbar ist. *Absatz 3* sieht daher solche Änderungen nur in Ausnahmefällen vor.

Das bedeutet aber nicht, dass abgesehen von diesen Ausnahmefällen keine Anpassung von Bezeichnungen von Verwaltungseinheiten nötig wäre. Artikel 44 Abs. 1 SVOG stellt nämlich den Grundsatz der transparenten Organisation der Verwaltung auf, und eine Mindestanforderung der Transparenz besteht darin, eine Verwaltungseinheit in der ganzen Gesetzgebung gleich zu bezeichnen. Da dies heute nicht der Fall ist, verlangt *Absatz 1* eine allgemeine Nachführung.

Diese Nachführung ist umso nötiger geworden, als der Staatsrat im Verlauf dieses Jahres eine Anzahl Organisationsentscheide getroffen hat, die am 1. Januar 2003 in Kraft treten und die mangels einer Anpassung die bestehende Gesetzgebung noch irreführender machen würden, als sie es schon ist. *Absatz 2* ermächtigt daher den Staatsrat ausdrücklich, die Namen der Verwaltungseinheiten in den Gesetzen und Dekreten zu ändern, um seinen Organisationsentscheiden Rechnung zu tragen; solche Änderungen sind übrigens in der Vergangenheit bereits vorgenommen worden, ohne dass das Gesetz selbst angepasst worden wäre (z. B. ist das Vermessungsamt durch Beschluss vom 7. April 1999 in «kantonaales Amt für Vermessung und Geomatik» umbenannt worden).

Artikel 5 Ausführung

Die Wahl des Systems von Artikel 5 verfolgt zwei Ziele: Erstens soll es dem Grossen Rat eine langwierige Durchsicht der ganzen freiburgischen Gesetzgebung für blosse Fragen der Terminologie ersparen (Abs. 1); zweitens ermöglicht es, allfällige Lücken dieses Gesetzes zu füllen, ohne dass dafür ein neues Gesetz nötig ist (Abs. 2). Die Legitimität der Änderungen, die die Vollzugsorgane für die amtlichen Publikationen vornehmen, ist bei der terminologischen Anpassung durch die Grundsätze der Artikel 2–4 gewährleistet und bei der Lückenfüllung durch die klaren Schranken von Artikel 5 Abs. 2; in beiden Fällen bieten zudem die Vorkehrungen von Artikel 5 Abs. 3 dafür Gewähr.

Bei der terminologischen Anpassung begrenzt *Absatz 1* die Kompetenzen der Vollzugsorgane, indem er sie auf die beim Inkrafttreten des Gesetzes bestehende Gesetzgebung einschränkt. Nach diesem Zeitpunkt verabschiedete Erlasse können somit nicht mehr nach den Grundsätzen der Artikel 2–4 angepasst werden. Diese Lösung stellt sicher, dass künftig ein allfälliger Wille des Gesetzgebers, ausdrücklich von den Grundsätzen der Anpassung abzuweichen, respektiert wird.

Die Kompetenz der Vollzugsorgane für die amtlichen Publikationen, die Lücken des Entwurfs zu füllen (*Abs. 2*) ist durchaus ungewöhnlich. Doch sie rechtfertigt sich aus folgenden Gründen: Auch wenn die rund 300 Gesetze und Dekrete unserer Gesetzgebung mit grösster Sorgfalt durchgeackert wurden, so kann angesichts des grossen Umfangs der bearbeiteten Texte nicht ausgeschlossen werden, dass etwa die eine oder andere Nennung eines Departements der Aufmerksamkeit der Projektverantwortlichen entgangen ist und beim Einfügen der terminologischen Anpassungen entdeckt wird. In solchen Fällen braucht es ein vereinfachtes Verfahren, wobei die sehr strengen Voraussetzungen, die *Absatz 2* vorsieht, eine wirksame Schranke bilden.

Absatz 3 führt für die terminologischen Anpassungen und die Lückenfüllungen, die die Vollzugsorgane für die amtlichen Publikationen vorschlagen, eine eigentliche Vorkontrolle durch die Direktionen ein. Er geht somit weiter als Artikel 24 Abs. 2 VEG, der diese Organe bloss verpflichtet, die federführende Direktion zu informieren. Gewöhnlich wird die Nachführung der systematischen Publikationsorgane auf den 1. Januar rasch ausgeführt: Sie erfolgt bei der SGF gegen Ende des ersten Quartals des laufenden Jahres und bei den elektronischen Publikationen im Allgemeinen wesentlich früher. Bei der nächsten Nachführung kommt die Einhaltung so kurzer Fristen angesichts der grossen zu verarbeitenden Datenmenge und der Umstellung auf die neue Darstellung der Erlasse nicht in Frage. Es ist zwar kaum möglich, eine genaue Frist anzugeben, aber es gilt jedenfalls, alles daranzuset-

zen, dass die Gesetzgebung so rasch wie möglich der neuen Organisation entspricht.

2.3 3. Kapitel: Änderung der Gesetze und Dekrete infolge einer konkreten Reorganisation

Im 3. Kapitel sind die materiellen Änderungen der Gesetze und Dekrete zusammengefasst, die hauptsächlich die verschiedenen Aspekte, die im allgemeinen Teil der Botschaft aufgeführt sind (vgl. Ziff. 1.3), betreffen. Es erschien zudem als sinnvoll, das Anpassungsgesetz dazu zu nutzen, in einigen Fällen Bereinigungen an der Gesetzgebung vorzunehmen. Das Gesetz ändert hingegen das Gesetz betreffend die Einregistrierungsgebühren nicht, da punktuelle Änderungen bei diesem stark veralteten Gesetz nicht möglich sind (es soll aber demnächst vollständig revidiert werden); immerhin wird die terminologische Anpassung in diesem Gesetz die Verwaltungsstellen klar benennen, die – unter Berücksichtigung von bereits durch das Gesetz über die Handänderungs- und Grundpfandrechtssteuern vorgenommenen materiellen Änderungen – zuständig sind. Der Entwurf regelt auch nicht die Reorganisation des Inkassosystems für die Forderungen des Staates, die mehrere Gesetze betrifft und in der heutigen Situation als verfrüht erscheint (Studie in Vorbereitung, die eine Gesamtsicht erlauben sollte, und Notwendigkeit, danach über die Mittel zu verfügen). Die vorgeschlagenen Änderungen sind nach SGF-Nummern geordnet, wobei je ein Artikel einen Erlass ändert. In drei Fällen werden Bestimmungen zugleich durch diesen Entwurf und durch den Entwurf für ein Anpassungsgesetz an das Gesetz über das Staatspersonal geändert; diese Änderungen sind jedoch aufeinander abgestimmt. Der Kommentar zum 3. Kapitel ist absichtlich begrenzt. Grundsätzlich werden nur die Änderungen, die nicht einfach den Grundsätzen der Anpassung folgen, besonders erläutert. Ansonsten ist ein besonderer Kommentar in folgenden Fällen als überflüssig erachtet worden:

– Bei der Aufteilung der Kompetenzen der heutigen *Departemente* auf die Direktionen und die Verwaltungseinheiten. Einige Departemente werden ersatzlos aufgehoben (Erziehungsdepartement; Polizeidepartement; Departement des Innern; Industrie-, Handels- und Gewerbedepartement; schliesslich das Sozialfürsorgedepartement, das schon 1993 durch Staatsratsentwurf formell aufgehoben wurde), andere in ordentliche Verwaltungseinheiten umgewandelt (Departement für kulturelle Angelegenheiten; Justizdepartement; Militärdepartement; Gemeindedepartement; Landwirtschaftsdepartement; schliesslich das Gesundheitsdepartement, das schon 1999 durch das Gesundheitsgesetz in den Dienst für Gesundheit [ab 1.1.2003 Amt für Gesundheit] umgewandelt wurde). Bei der Zuteilung ihrer Aufgaben wurde auf die materielle und die politische Bedeutung der Kompetenzen geachtet, wie das Artikel 65 Abs. 2 SVOG vorsieht. Die Kompetenzen, deren Wichtigkeit für die Zuteilung an eine höhere Stufe spricht, sind der Direktion zugewiesen worden, während den Dienststellen die vorwiegend administrativen oder technischen Aufgaben übertragen worden sind. Das erlaubt es, die Direktionsvorsteherinnen und -vorsteher von untergeordneten Aufgaben zu entlasten und in einigen Fällen Aufgaben, die die Dienststellen heute auf Grund einer Delegation ausüben, diesen direkt zuzuweisen.

– Bei der Ersetzung der *Nennungen von Departementsvorsteherinnen und -vorsteher*. Bei dieser Ersetzung wurden einerseits die hiervor in Bezug auf die Departemente

selbst erwähnten Grundsätze befolgt (Aufteilung der Kompetenzen auf die Hierarchiestufen) und andererseits die Grundsätze, die Artikel 3 des Entwurfs für die Anpassung der Nennung der Direktionsvorsteherinnen und -vorsteher aufstellt.

– Bei der Streichung der *Nennung von Verwaltungseinheiten zweiter Stufe oder bei internen Abteilungen von Einheiten*. Es ist zwar vorderhand nicht denkbar, in den Gesetzen durchweg darauf zu verzichten, Verwaltungseinheiten erster Stufe zu nennen (vgl. oben Kommentar zu Art. 4); aber es erscheint als sinnvoll, wo immer möglich in den Erlassen des Grossen Rates keine unteren Verwaltungseinheiten oder interne Abteilungen zu nennen.

– Bei der Überprüfung der *Verwendung des Ausdrucks «rattaché»*. Das SVOG definiert die Begriffe der Unterstellung und der administrativen Zuweisung (Französisch: «*rattachement administratif*»). Daher wird der Ausdrucks «rattaché» (Deutsch oft: «angegliedert»), wie er manchmal für die Zugehörigkeit zu einer bestimmten Direktion verwendet wird, unzutreffend und muss ersetzt werden (sei es durch eine Unterstellung, sei es durch eine eigentliche administrative Zuweisung, sei es schliesslich durch eine Umschreibung, die nicht mehr auf das hierarchische Verhältnis eingeht).

2.3.1 Erlasse des 1. Teils der SGF

Artikel 6 *Freiburgisches Bürgerrecht*

Das Gesetz über das freiburgische Bürgerrecht muss geändert werden, weil das Departement des Innern abgeschafft und die Stelle, die bisher für die Einbürgerungen zuständig war, mit dem Kantonalen Amt für den Zivildienst zusammengelagert wurde. Diese Zusammenlegung wurde durch die ZDirV ermöglicht, die das Zivildienstwesen von der bisherigen Justiz-, Polizei- und Militärdirektion auf die neue Direktion der Institutionen und der Land- und Forstwirtschaft überträgt.

Artikel 8 *Aufenthalt und Niederlassung der Ausländer*

Die Änderung des Ausführungsgesetzes zum Bundesgesetz über Aufenthalt und Niederlassung der Ausländer (AGANAG) klärt die Verteilung der Aufgaben und Kompetenzen im Bereich der Fremdenpolizei. Die formell dem Polizeidirektor zustehenden Aufgaben und Kompetenzen werden in Wirklichkeit aufgrund einer Kompetenzdelegation im Wesentlichen durch die Abteilung für Fremdenpolizei und Schweizerpässe und durch den Dienstchef des Polizeidepartementes wahrgenommen. Nach dem Entwurf werden nunmehr alle Kompetenzen auf diesem Gebiet dem Amt übertragen, das seine Aufgaben unter der Aufsicht der Direktion erfüllt. Der Entwurf folgt insofern der Praxis der anderen Kantone.

Ausserdem ist vorgesehen, dass die Entscheide des Amts mit Beschwerde direkt beim Verwaltungsgericht angefochten werden können (vgl. Änderung von Art. 4 Abs. 2 AGANAG). Die Direktion ihrerseits übt die Aufsicht über die Tätigkeiten des Amts mit den Mitteln von Artikel 60 SVOG aus.

Schliesslich ist darauf hinzuweisen, dass dieses Gesetz im Hinblick auf das künftige Bundesgesetz über die Ausländerinnen und Ausländer vollständig überarbeitet werden wird.

Artikel 12 *Unentgeltliche Rechtspflege*

Die Änderung des Gesetzes über die unentgeltliche Rechtspflege (URPG) sieht namentlich vor, dass Entscheide des Amts für Justiz über die Rückerstattung von

Leistungen mit Beschwerde direkt beim Verwaltungsgericht angefochten werden können (vgl. Änderung von Art. 3 Abs. 3 URPG).

Artikel 13 Gemeinden

Der Entwurf teilt die Befugnisse, die das Gesetz über die Gemeinden bisher dem Gemeindedepartement zuwies, gemäss den folgenden Kriterien auf: Ist die fragliche Tätigkeit politisch geprägt, betrifft sie einen Gemeinderat mit generell-abstrakten Bestimmungen oder geht es darum, einen Beschwerdeentscheid zu erlassen, so ist die Direktion zuständig; geht es hingegen um die Behandlung von konkreten Einzelfällen, um die Anwendung von technischen und finanziellen Bestimmungen, um die Abgabe von Stellungnahmen oder um die Verwaltung von Dossiers des Staats, die die Gemeinden betreffen, so nimmt das Amt diese Aufgaben wahr.

2.3.2 Erlasse des 2. Teils der SGF

Artikel 16 Ausführungsbestimmungen zum Zivilgesetzbuch

Das Einführungsgesetz zum Zivilgesetzbuch (EGZGB) wird in mehreren Punkten angepasst. Hier die wichtigsten Elemente dieser Änderungen:

Bei der *Aufsicht über die Stiftungen und die berufliche Vorsorge* (Art. 31 ff. EGZGB), die auf Grund der ZDirV die Direktion wechselt (Übergang von der heutigen Gesundheits- und Sozialfürsorgedirektion auf die neue Sicherheits- und Justizdirektion), werden die Kompetenzen zwischen Staatsrat, Direktion und Amt neu geregelt. Für die Stiftungsaufsicht ist neu anstelle der Direktion das Amt zuständig (vgl. Änderung des Art. 31 EGZGB). Ausserdem werden die im geltenden Recht dem Staatsrat übertragenen Aufgaben und Kompetenzen bei der Änderung der Stiftungsorganisation und des Stiftungszwecks sowie der Verwendung des Vermögens einer aufgehobenen Stiftung der Direktion übertragen (vgl. Änderung des Art. 33 EGZGB).

Weiter führt der Entwurf neue Bestimmungen über die Beschwerden gegen Entscheide der Stiftungsaufsichtsbehörden ein. Artikel 33a Abs. 2 EGZGB sieht in der vorgeschlagenen Fassung vor, dass Entscheide des Amts mit Verwaltungsgerichtsbeschwerden angefochten werden können; eine interne Beschwerde an die Direktion wäre nicht sinnvoll, handelt es sich doch bei diesem Amt um eine Fachstelle. Anzumerken ist, dass das Bundesrecht bei den Personalfürsorgestiftungen (vgl. Art. 89^{bis} des Zivilgesetzbuches) eine direkte Beschwerde an eine eidgenössische Beschwerdekommission vorsieht (vgl. Art. 74 des Bundesgesetzes vom 25. Juni 1982 über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge); diese Beschwerdekommission wird in absehbarer Zeit durch das Bundesverwaltungsgericht ersetzt werden.

Auch beim *Zivilstandswesen* sind mehrere Bestimmungen des EGZGB der Neuverteilung der Zuständigkeiten durch die ZDirV anzupassen (für das Zivilstandswesen wird anstelle der Justiz-, Polizei- und Militärdirektion neu die Direktion der Institutionen und der Land- und Forstwirtschaft zuständig sein); daraus folgt im Besonderen:

– Für Namensänderungen (Art. 17) wird anstelle des ehemaligen Justizdepartements das Amt für Zivilstandswesen und Einbürgerungen zuständig sein, sind doch auf diesem Gebiet eine beträchtliche Anzahl Entscheide (112 im Jahr 2001) zu fällen, bei denen die umfangreiche veröffentlichte Rechtsprechung auf die konkreten Einzelfälle anzuwenden ist. Die Entscheide des Amts können gemäss dem Gesetz über die Verwaltungsrechtspflege bei

der Direktion angefochten werden. Übrigens steht es den Kantonen trotz des Wortlauts von Artikel 30 des Zivilgesetzbuches, wonach die Regierung des Wohnsitzkantons zuständig ist, frei, diese Kompetenz einem Amt zu übertragen (vgl. A. BÜCHER, *Personnes physiques et protection de la personnalité*, 4. Aufl., Basel und Frankfurt a/M 1999, Nr. 821, S. 202; deutsche Ausgabe: *Natürliche Personen und Persönlichkeitsschutz*, 3. Aufl., 1999).

– Was die Aussprechung der Adoptionen (Art. 69) anbelangt, so erscheint es hingegen angesichts der Tragweite dieser Entscheide für die betroffenen Personen als angebracht, die Direktion als zuständige Behörde zu bezeichnen.

Auf dem Gebiet des *Schutzes der Minderjährigen* hebt der Entwurf den 2. Satz des Artikels 123 EGZGB, der die Justizdirektion erwähnt, auf. Der Schutz der Minderjährigen ist eine Aufgabe der Direktion für Gesundheit und Soziales; ausserdem ist die allgemeine Aufsicht über die Verwaltungseinheiten nun im SVOG geregelt (vgl. Art. 60 SVOG).

Im Bereich des *Bürgerrechts* bringt der Entwurf eine Änderung des Artikels 361 EGZGB. Diese Übergangsbestimmung, die das Departement des Innern als zuständig bezeichnet, findet seit langem keine Anwendung mehr, so dass eine Anpassung sinnlos wäre.

Artikel 17 Zivilstandswesen

Aufgrund der Neuverteilung der Befugnisse durch die ZDirV und der daraus folgenden Reorganisation müssen die Beziehungen zwischen der neu zuständigen Direktion und dem neuen Amt für Zivilstandswesen und Einbürgerungen sowie die Befugnisse dieser beiden Behörden festgelegt werden. Da es sich beim Zivilstandswesen überwiegend um einen Fachbereich handelt, rechtfertigt es sich, eine Generalklausel zugunsten des Amts vorzusehen.

Artikel 19 Bäuerliches Bodenrecht

Nach der Auflösung des Landwirtschaftsdepartements scheint es sinnvoller, die in Artikel 10 des Ausführungsgesetzes zum Bundesgesetz über das bäuerliche Bodenrecht erwähnte Aufgabe nunmehr der kantonalen Behörde für Grundstückverkehr zuzuweisen als dem neuen Amt für Landwirtschaft, zumal die Behörde für Grundstückverkehr diese Aufgabe bereits heute für das Landwirtschaftsdepartement wahrnimmt.

Artikel 23 Zivilprozess

Der Entwurf nutzt die Gelegenheit dieser Anpassung, um anstelle der Direktion das Amt mit den in den Artikeln 28 und 79 der Zivilprozessordnung erwähnten rein administrativen Aufgaben zu beauftragen.

Artikel 24 Rechtshilfe in Zivilsachen

Der Entwurf nutzt die Gelegenheit dieser Anpassung, um dem Amt statt der Direktion die (rein administrative) Aufgabe der Zustellung gerichtlicher Akten an die zuständigen Behörden zuzuweisen. Diese Änderung ist zu gegebener Zeit den zuständigen Behörden der Konkordatskantone sowie der Bundeskanzlei zur Veröffentlichung in der Amtlichen Sammlung des Bundesrechts (AS) mitzuteilen; sie wird – wie im Konkordat selbst vorgesehen – erst nach der Veröffentlichung in der AS in Kraft treten (vgl. auch Art. 78 Abs. 2 Bst. a dieses Entwurfs).

2.3.3 Erlasse des 3. Teils der SGF

Artikel 25 Ausführungsbestimmungen zum Strafgesetzbuch

Das Einführungsgesetz zum Strafgesetzbuch (EGStGB) erfährt eine Änderung in verschiedenen Punkten, von denen einige einer Erläuterung bedürfen:

– Auf dem Gebiet des *Strafregisters* wird das Amt für Strafvollzug vom Staatsrat in einer neuen Ausführungsverordnung zur Bundesgesetzgebung über das Strafregister formell bestimmt werden (vgl. den neuen Wortlaut des Art. 20 EGStGB). Das erklärt, weshalb in Artikel 16 Abs. 1 EGStGB die Verweisungen auf die Artikel 41 und 49 des Strafgesetzbuches gestrichen werden.

– Beim *straflosen Schwangerschaftsabbruch* sind die in Artikel 16 Abs. 2 EGStGB aufgeführten Artikel 120 und 121 des Strafgesetzbuches kürzlich geändert worden (Änderung vom 23. März 2001). Die für die Anwendung der neuen Bestimmungen des Strafgesetzbuches über den Schwangerschaftsabbruch zuständigen Behörden sind in einer Verordnung des Staatsrates bezeichnet worden (Verordnung vom 24. September 2002 über das Verfahren bei straflosem Schwangerschaftsabbruch), weshalb die Änderung des Artikels 16 Abs. 2 EGStGB sich auf eine einfache Verweisung beschränkt.

– Bei den *Überwachungsmaßnahmen* nutzt der Entwurf die Gelegenheit dieser Anpassung, um den Artikel 21b EGStGB aufzuheben. Seit Inkrafttreten der neuen Gesetzgebung über die Überwachung des Post- und Fernmeldeverkehrs am 1. Januar 2002 sind die kantonalen Polizeibehörden nicht mehr befugt, zur Verhütung einer strafbaren Handlung amtliche Überwachungsmaßnahmen anzuordnen.

2.3.4 Erlasse des 4. Teils der SGF

Artikel 28 *Integration der IKT im Unterricht*

Zur Vereinfachung und damit der Status der Fachstelle klar zum Ausdruck kommt, ist nunmehr die Pädagogische Hochschule als solche und nicht mehr nur einer ihrer Bereiche für die Fachstelle FR-IKT zuständig.

Artikel 29 *Kindergarten, Primar- und Orientierungsschule*

Die Änderungen des Schulgesetzes (SchG) bezwecken insbesondere, dass:

- die Direktorin oder der Direktor der Orientierungsschule nunmehr dem Amt untersteht, das für die obligatorische Schule zuständig ist, und nicht mehr dem Departement; damit wird zudem die heutige Doppelunterstellung vermieden (Departement und Schulvorstand), die auslegungsbedürftig ist (Änderung von Art. 77 Abs. 2 SchG);
- präzisiert wird, dass die Dienstchefin oder der Dienstchef, die oder der für die obligatorische Schule zuständig ist, und die Schulinspektorin oder der Schulinspektor an den Sitzungen der Konferenz teilnimmt, was in der Praxis bereits so ist und im Gesetz formell geregelt werden muss (Änderung von Art. 80 Abs. 3 SchG);
- die interne Organisation der Direktion präzisiert wird und die Unterstellungsverhältnisse geklärt werden: Die Schulinspektorin oder der Schulinspektor untersteht dem Amt, das für die Vorschule und die obligatorische Schule zuständig ist (Änderung der Art. 124 Abs. 2 und 125 Abs. 1 SchG);
- eine Praxis formell geregelt wird: Die Sonderschulinspektorin oder der Sonderschulinspektor gehört der Konferenz an, die mit dem Schulgesetz eingeführt wurde (siehe auch die Änderung von Artikel 35 Abs. 2 des Gesetzes über den Sonderschulunterricht), und die Dienstchefin oder der Dienstchef, die oder der für die

Vorschule und die Primarschule zuständig ist, nimmt an den Sitzungen teil (Änderung von Art. 126 SchG).

In Bezug auf die Koordination zwischen der Anpassung an das SVOG und der Anpassung an das StPG muss darauf hingewiesen werden, dass mit dem Gesetz zur Anpassung der kantonalen Gesetzgebung an das StPG auch Artikel 45 Abs. 1 und 2 SchG geändert wird. Die in diesem Entwurf vorgeschlagene Ersetzung bildet damit eine einfache Vorsichtsmassnahme und wird hinfällig, falls die Anpassung an das StPG gleichzeitig mit der Anpassung an das SVOG in Kraft tritt.

Artikel 32 *Mittelschulunterricht*

Mit dem Entwurf wird das Gesetz über den Mittelschulunterricht (MSG) geändert, um die Organisation in der Direktion genauer zu bestimmen und die Unterstellungsverhältnisse zu klären: der Direktor ist dem Amt unterstellt, das für die Sekundarstufe 2 zuständig ist (Änderung von Art. 61 Abs. 3 MSG). Weiter wird zur formellen Regelung der Praxis angegeben, dass die Dienstchefin oder der Dienstchef an den Sitzungen der Konferenzen teilnimmt (Änderung von Art. 64 Abs. 4 MSG).

In Bezug auf die Koordination zwischen der Anpassung an das SVOG und der Anpassung an das StPG besteht bei Artikel 46 Abs. 1 und 2 MSG genau das gleiche Problem wie bei Artikel 45 Abs. 1 und 2 SchG; daher gelten die Bemerkungen im Kommentar zu Artikel 29 auch hier.

Artikel 38 *Kulturelle Institutionen*

Die Befugnisse des Amtes, das für die kulturellen Institutionen des Staates zuständig ist, werden in einem neuen Art. 7a des Gesetzes über die kulturellen Institutionen (KIG) festgelegt. Die kulturellen Institutionen und ihre Direktorinnen oder Direktoren sind nunmehr dem Amt unterstellt (Änderung der Art. 3 Abs. 2 und 9 Abs. 2 KIG). Die Dienstchefin oder der Dienstchef nimmt an den Sitzungen der beratenden Kommissionen der kulturellen Institutionen teil (Änderung von Art. 10 Abs. 2 KIG).

2.3.5 Erlasse des 5. Teils der SGF

Artikel 41 *Zivilschutz*

Die Änderung dieses Gesetzes ergibt sich aus der in der ZDirV vorgenommenen Neuverteilung der Befugnisse und der daraus folgenden Reorganisation. Inskünftig wird die Sicherheits- und Justizdirektion für den Zivilschutz zuständig sein. Um ihre Aufgaben zu erfüllen, wird sie über das Amt für Militär und Bevölkerungsschutz verfügen. Das heutige Amt für Zivilschutz wird nunmehr dieser Behörde unterstellt sein.

2.3.6 Erlasse des 7. Teils der SGF

Artikel 44 *Gebäudeversicherung*

Nebst der eigentlichen Anpassung an das SVOG bereinigt der Entwurf formell die Bestimmungen des Gesetzes über die Versicherung der Gebäude gegen Brand und andere Schäden (GVG) über die Organe der Kantonalen Gebäudeversicherungsanstalt (KGVA). So werden Präzisierungen der Bestimmungen über die Direktion der KGVA (vgl. Änderung der Art. 12 Bst. b, 13 Abs. 3 und 15 Abs. 2 und 3 GVG) und den Verwaltungsrat (vgl. Änderung der Art. 13 Abs. 2, 14 und 90 GVG) vorgeschlagen, um die Aufgaben der operativen und der strategischen Ebene klar zu unterscheiden. Materiell ändert der Entwurf die Verteilung der Aufgaben und Kompetenzen gegenüber der heutigen Praxis nicht.

Übrigens ist die Änderung von Artikel 15 GVG so abgefasst worden, dass kein Konflikt entsteht mit der Änderung desselben Artikels durch den Entwurf zur Anpassung

sung an das StPG; sollten die beiden Anpassungen wie geplant gleichzeitig in Kraft treten, werden die Vollzugsorgane für die amtlichen Publikationen die in diesem Entwurf vorgeschlagenen Absätze 3 und 4 von Amtes wegen in die Absätze 2 und 3 umwandeln.

Artikel 45 Strassen

Die Änderung von Artikel 98 des Strassengesetzes erleichtert das System, indem fortan allein die sachlich zuständige Direktion für die Erteilung der von dieser Bestimmung vorgesehenen Bewilligungen zuständig ist.

Artikel 49 Strassenverkehr

Im Gesetz zur Ausführung der Bundesgesetzgebung über den Strassenverkehr (AGSVG) schlägt der Entwurf eine Änderung der Zuständigkeit zur Bewilligung der Verwendung von Lautsprechern auf Fahrzeugen vor, wenn die Werbung auf einer Fahrt durch mehrere Bezirke erfolgt. Diese Kompetenz soll nunmehr dem Amt für Strassenverkehr und Schifffahrt anstelle der Direktion erteilt werden (vgl. Änderung der Art. 3 Abs. 2 und 6 AGSVG).

Die Aufhebung des Artikels 10 Abs. 2 AGSVG ermöglicht die Streichung der Nennung des Vorstehers des Strassen- und Brückendepartements, die überholt ist, seit der Ausdruck «Strassen- und Brückendepartement» durch «Baudirektion» ersetzt worden ist (Änderung des Art. 5 durch das Gesetz vom 17.12.1998).

Ausserdem nutzt der Staatsrat diesen Entwurf, um die Anpassung von Artikel 18 AGSVG an die Änderung vom 14. Dezember 2001 von Artikel 91 des Strassenverkehrsgesetzes (SVG; die Änderung vom 14.12.2001 ist in der AS 2002 S. 2767 erschienen) vorzuschlagen. Der geltende Artikel 91 Abs. 2 SVG befasst sich mit dem Führen eines motorlosen Fahrzeugs in angetrunkenem Zustand. Mit seiner Neufassung wird Artikel 91 Abs. 2 SVG künftig die Fahrunfähigkeit aus anderen Gründen als der Angetrunkenheit behandeln. Angesichts der vorgesehenen Strafen (Gefängnis oder Busse) wird diese neue Widerhandlung in die Zuständigkeit des ordentlichen Strafrichters, und nicht mehr des Oberamtmannes, fallen; dieser ist nämlich grundsätzlich nur für kleinere Widerhandlungen zuständig, die mit Busse oder Haft geahndet werden (wobei zu präzisieren ist, dass der Oberamtmann wie schon heute nie für Fälle des Führens eines Motorfahrzeugs in angetrunkenem Zustand zuständig sein, selbst wenn keine qualifizierte Blutalkoholkonzentration vorliegt und höchstens Haft oder Busse ausgesprochen werden kann). Da der Artikel 91 Abs. 3 SVG in seiner neuen Fassung im Wesentlichen dem bisherigen Artikel 91 Abs. 2 SVG entspricht, beschränkt sich der Entwurf darauf, den Verweis auf «91 Abs. 2» in Artikel 18 Abs. 1 AGSVG durch «91 Abs. 3» zu ersetzen. Da die SVG-Änderung vom 14. Dezember 2001 nicht am 1. Januar 2003, sondern zu einem späteren Zeitpunkt, vielleicht am 1. Januar 2004, in Kraft treten wird, sieht der Entwurf in einer Schlussbestimmung eine entsprechende Verschiebung dieses Datums vor (vgl. Art. 78 Abs. 2 Bst. b).

2.3.7 Erlasse des 8. Teils der SGF

Artikel 51 Gewässerschutz

Die Aufhebung von Artikel 2 Bst. h des Ausführungsgesetzes zum Bundesgesetz über den Schutz der Gewässer ist eine reine Nachführung des Gesetzes. Das im Gesetz erwähnte kantonale Amt für Strassenverkehr und Schifffahrt ist nämlich seit der Annahme des Gesetzes über die Abfallbewirtschaftung kein Vollzugsorgan in diesem

Bereich mehr.

Artikel 56 Pflegeheime für Betagte

Bei der vorgeschlagenen Änderung geht es darum, der AHV-Ausgleichskasse (einer Verwaltungseinheit, die der Kantonalen Sozialversicherungsanstalt administrativ zugewiesen ist) die Kompetenz zu übertragen, Entscheide über Beteiligungen der öffentlichen Hand an den Kosten der Betreuung in einem Pflegeheim zu fällen. Schon jetzt ist es auf Grund einer Delegation der Direktion die AHV-Kasse, die diese Entscheide fällt. Der Systemwechsel wird nötig, weil gemäss Artikel 66 Abs. 1 SVOG die Delegationslösung nicht mehr möglich ist (Art. 66 erlaubt nur die Delegation von Zuständigkeiten an unterstellte Verwaltungseinheiten).

Artikel 59 Arbeit

Im Rahmen der Reorganisation der neuen Volkswirtschaftsdirektion wird das Industrie-, Handels- und Gewerbedepartement aufgelöst; dessen Aufgaben im Bereich Arbeit werden an das Amt für den Arbeitsmarkt übertragen.

Artikel 60 Arbeitsmarkt und Arbeitslosenhilfe

Die Änderungen im Gesetz über die Beschäftigung und die Arbeitslosenhilfe (BAHG) ergeben sich aus einer Neuverteilung der Zuständigkeiten durch die ZDirV: Der Bereich der ausländischen Arbeitskräfte geht von der jetzigen Volkswirtschafts-, Verkehrs- und Energiedirektion an die zukünftige Sicherheits- und Justizdirektion über, wo er dem Amt für Bevölkerung und Migration zugeteilt wird. Das Problem der Rechtsmittel im Bereich der ausländischen Arbeitskräfte (jetziger Art. 43 BAHG) wird im Rahmen der Vollzugsbestimmungen zum Ausführungsgesetz zum Bundesgesetz über Aufenthalt und Niederlassung der Ausländer behandelt werden.

2.3.8 Erlasse des 9. Teils der SGF

Artikel 65 Entsorgung tierischer Abfälle

Im Ausführungsgesetz zur Bundesgesetzgebung über die Entsorgung tierischer Abfälle wird der Ausdruck «Lebensmittelkontrolle» wie eine Amtsbezeichnung verwendet; so entsteht der Eindruck, es handle sich dabei um eine Verwaltungseinheit, obwohl es eine solche gar nicht gibt. Das Bundesgesetz über Lebensmittel und Gebrauchsgegenstände schreibt den Kantonen vor, mehrere Kontrollorgane, insbesondere Lebensmittelinспекto-ren, einzusetzen (Art. 40 Abs. 2); im kantonalen Ausführungsgesetz muss daher die offizielle Terminologie verwendet werden.

Artikel 71 Ausübung des Handels

Die Änderung des Gesetzes über die Ausübung des Handels betrifft namentlich den Artikel 12a dieses Gesetzes. Diese Bestimmung ist durch das Gesetz vom 11. Juni 2002 (ASF 2002_058) eingefügt worden. Das Datum ihres Inkrafttretens ist jedoch noch ungewiss. Artikel 79 Abs. 2 Bst. c regelt daher dieses Problem.

Artikel 72 Reklamen

Die Änderung dieses Gesetzes hängt mit der Änderung der Artikel 3 Abs. 2 und 6 Abs. 2 AGSVG (vgl. die Erläuterungen zu Art. 49 dieses Entwurfs) zusammen.

2.4 4. Kapitel: Aufhebung bisherigen Rechts

Artikel 78

Der Entwurf nutzt die Gelegenheit der vorliegenden Anpassung, um drei gegenstandslos gewordene Gesetze aufzuheben:

- Bei den Ausweispapieren bringt die neue Bundesgesetzgebung, die auf den 1. Januar 2003 in Kraft tritt, eine bedeutende Änderung des kantonalen Rechts mit sich, die es rechtfertigt, das Ausführungsgesetz von 1996 zur Bundesgesetzgebung über den Schweizerpass und die schweizerische Identitätskarte vollständig aufzuheben. Die Ausführungsbestimmungen zur neuen Bundesgesetzgebung können in einer Verordnung erlassen werden.
- Das Ausführungsgesetz von 1994 zum Bundesgesetz über den Datenschutz, dessen Zweck lediglich darin bestand, das beschleunigte Verfahren als das einfache und rasche Verfahren zu bezeichnen, das in Artikel 15 Abs. 4 des Bundesgesetzes verlangt wird, ist überflüssig geworden, seit Artikel 382 der Zivilprozessordnung unmittelbar die Verbindung zwischen einfachem und raschem Verfahren und beschleunigtem Verfahren herstellt.
- Das Ausführungsgesetz von 1965 zum Bundesgesetz über die Wohnbauförderung, das am 1. Januar 1966 in Kraft getreten war, hatte zum Zweck, den Kanton und die Gemeinden an dem Sozialprojekt des Bundes finanziell zu beteiligen. An die 4000 Wohnungen wurden gebaut.

Die Hilfe der öffentlichen Hand sollte nach dem Gesetz zwanzig Jahre dauern. Die letzten Gesuche wurden der kantonalen Behörde 1974 eingereicht. Die letzten Zahlungen dieser Kampagne wurden 1996 gezahlt. Alle Fälle sind heute abgeschlossen und archiviert, so dass dieses Gesetz aufgehoben werden kann.

2.5 5. Kapitel: Schlussbestimmung

Artikel 79

Dieser Artikel übernimmt die übliche Schlussklausel, setzt aber das Inkrafttreten des Anpassungsgesetzes direkt auf den 1. Januar 2003 fest. Denn auf dieses Datum treten die Verordnung über die Zuständigkeitsbereiche der Direktionen und die Verordnung, die die Verwaltungseinheiten bezeichnet, in Kraft.

Näheres zum aufgeschobenen Inkrafttreten einiger Bestimmungen ist dem Kommentar zu den Artikeln 24, 49 und 71 zu entnehmen.

Projet du 01.10.2002

Entwurf vom 01.10.2002

Loi

du

portant adaptation de la législation cantonale à la LOCEA

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu la loi du 16 octobre 2001 sur l'organisation du Conseil d'Etat et de l'administration (LOCEA), en particulier ses articles 44, 46, 71, 75 et 77;

Vu le message du Conseil d'Etat du 1^{er} octobre 2002;

Sur la proposition de cette autorité,

Décrète:

CHAPITRE PREMIER

Objet de la loi

Art. 1

¹ La présente loi:

- a) fixe les principes généraux de l'adaptation terminologique de la législation cantonale à l'autonomie organisationnelle du Conseil d'Etat;
- b) procède à la modification des lois et décrets dans les domaines qui subissent une réorganisation suscitée par la LOCEA.

² La modification des actes législatifs du Conseil d'Etat nécessitée par des mesures de réorganisation est effectuée par voie d'ordonnance.

Gesetz

vom

zur Anpassung der kantonalen Gesetzgebung an das SVOG

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

gestützt auf das Gesetz vom 16. Oktober 2001 über die Organisation des Staatsrates und der Verwaltung (SVOG), insbesondere auf die Artikel 44, 46, 71, 75 und 77;

nach Einsicht in die Botschaft des Staatsrates vom 1. Oktober 2002;

auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

1. KAPITEL

Gegenstand des Gesetzes

Art. 1

¹ Dieses Gesetz:

- a) legt die allgemeinen Grundsätze für die terminologische Anpassung der kantonalen Gesetzgebung an die Organisationsautonomie des Staatsrates fest;
- b) ändert in den Bereichen, in denen auf Grund des SVOG eine Reorganisation durchgeführt wird, die betreffenden Gesetze und Dekrete.

² Die Änderung der Erlasse des Staatsrates, die wegen Reorganisationsmassnahmen nötig wird, wird durch eine Verordnung vorgenommen.

CHAPITRE 2

Adaptation terminologique de la législation cantonale

Art. 2 Principes généraux a) Noms des Directions

¹ Dans les actes législatifs du Grand Conseil, les noms des Directions sont remplacés par une désignation neutre.

² Dans les actes législatifs qui émanent d'une autre autorité, les noms des Directions sont adaptés aux dénominations retenues dans l'ordonnance du 12 mars 2002 fixant les attributions des Directions du Conseil d'Etat et de la Chancellerie d'Etat (OADir).

Art. 3 b) Références aux chef-fe-s des Directions

¹ Les références aux chef-fe-s des Directions sont remplacées par des références aux Directions dans l'ensemble de la législation cantonale.

² Toutefois, lorsqu'il est indispensable de faire allusion à la personne d'un conseiller ou d'une conseillère d'Etat, une formule du type «le conseiller d'Etat-Directeur ou la conseillère d'Etat-Directrice» est utilisée de manière uniforme.

Art. 4 c) Noms des unités administratives

¹ Les noms des unités administratives sont mis à jour dans l'ensemble de la législation cantonale, de façon que les unités y soient désignées de manière cohérente et uniforme.

² La mise à jour a lieu sur la base de l'ordonnance du 9 juillet 2002 désignant les unités administratives des Directions du Conseil d'Etat et de la Chancellerie d'Etat.

³ Dans les actes du Grand Conseil, le nom d'une unité administrative peut être remplacé par une désignation neutre lorsque cela n'entraîne aucune autre modification de la législation concernée.

Art. 5 Exécution

¹ Les organes chargés des publications officielles procèdent à l'adaptation terminologique de la législation cantonale en vigueur ou adoptée lors de l'entrée en vigueur de la présente loi, conformément aux principes énoncés ci-dessus.

2. KAPITEL

Terminologische Anpassung der kantonalen Gesetzgebung

Art. 2 Allgemeine Grundsätze a) Namen der Direktionen

¹ In den Erlassen des Grossen Rates werden die Namen der Direktionen durch eine neutrale Bezeichnung ersetzt.

² In den Erlassen anderer Behörden werden die Namen der Direktionen den Bezeichnungen der Verordnung vom 12. März 2002 über die Zuständigkeitsbereiche der Direktionen des Staatsrats und der Staatskanzlei (ZDirV) angepasst.

Art. 3 b) Nennung von Direktionsvorsteherinnen und -vorstehern

¹ Die Nennung von Direktionsvorsteherinnen und -vorstehern wird in der ganzen kantonalen Gesetzgebung durch die Nennung der Direktionen ersetzt.

² Wo es unumgänglich ist, sich auf die Person einer Staatsrätin oder eines Staatsrates zu beziehen, wird jedoch einheitlich eine Formulierung wie «die Vorsteherin oder der Vorsteher der Direktion» verwendet.

Art. 4 c) Namen der Verwaltungseinheiten

¹ Die Namen der Verwaltungseinheiten werden in der ganzen kantonalen Gesetzgebung nachgeführt, so dass die Verwaltungseinheiten darin kohärent und einheitlich bezeichnet werden.

² Für die Nachführung ist die Verordnung vom 9. Juli 2002 über die Bezeichnungen der Verwaltungseinheiten der Direktionen des Staatsrats und der Staatskanzlei massgebend.

³ In den Erlassen des Grossen Rates kann der Name einer Verwaltungseinheit durch eine neutrale Bezeichnung ersetzt werden, wenn das keine weitere Änderung der betreffenden Gesetzgebung nach sich zieht.

Art. 5 Ausführung

¹ Die Vollzugsorgane für die amtlichen Publikationen besorgen die terminologische Anpassung der kantonalen Gesetzgebung, die beim Inkrafttreten dieses Gesetzes in Kraft oder beschlossen ist, und folgen dabei den oben genannten Grundsätzen.

² Ils sont en outre autorisés, lors des travaux d'exécution de l'adaptation terminologique, à procéder à des modifications analogues à celles qui figurent dans le Chapitre 3, pour autant qu'il s'agisse clairement d'une lacune de la présente loi et que la solution à lui donner soit manifeste.

³ Dans tous les cas, ils prennent au préalable l'avis de la Direction dont relève l'objet; en cas de contestation, le Conseil d'Etat tranche.

CHAPITRE 3

Modifications des lois et décrets affectés par une réorganisation

1. Actes de la partie 1 du RSF

Art. 6 Droit de cité fribourgeois

La loi du 15 novembre 1996 sur le droit de cité fribourgeois (LDCF; RSF 114.1.1) est modifiée comme il suit:

Remplacement de termes

Remplacer «Département» *par* «Service» *dans les dispositions suivantes:*

<i>Art. 10 al. 1</i>	<i>Art. 21 al. 1</i>
<i>Art. 12</i>	<i>Art. 25 al. 2</i>
<i>Art. 15 let. c</i>	<i>Art. 30 al. 1</i>
<i>Art. 20 al. 1 et 3</i>	<i>Art. 35 al. 3</i>

Art. 5 al. 2

Remplacer «du Département de l'intérieur (ci-après: le Département)» *par* «de la Direction compétente en matière de naturalisations (ci-après: la Direction)».

Art. 9

Remplacer «Département» *par* «Service de l'état civil et des naturalisations (ci-après: le Service)».

Art. 10 al. 2

² Le Service procède en outre au contrôle des données d'état civil du requérant.

² Sie sind zudem ermächtigt, bei den Arbeiten zur Ausführung der terminologischen Anpassung Änderungen vorzunehmen, die denen des 3. Kapitels entsprechen, sofern eindeutig eine Lücke dieses Gesetzes vorliegt und offensichtlich ist, wie sie zu füllen ist.

³ In jedem Fall holen sie zuvor die Stellungnahme der Direktion ein, in deren Bereich der Erlass fällt; bei Uneinigkeit entscheidet der Staatsrat.

3. KAPITEL

Änderungen von Gesetzen und Dekreten infolge einer Reorganisation

1. Erlasse des 1. Teils der SGF

Art. 6 Freiburgisches Bürgerrecht

Das Gesetz vom 15. November 1996 über das freiburgische Bürgerrecht (BRG; SGF 114.1.1) wird wie folgt geändert:

Ersetzung von Ausdrücken

Den Ausdruck «Département» *in den folgenden Bestimmungen durch* «Amt» *ersetzen:*

<i>Art. 10 Abs. 1</i>	<i>Art. 21 Abs. 1</i>
<i>Art. 12</i>	<i>Art. 25 Abs. 2</i>
<i>Art. 15 Bst. c</i>	<i>Art. 30 Abs. 1</i>
<i>Art. 20 Abs. 1 und 3</i>	<i>Art. 35 Abs. 3</i>

Art. 5 Abs. 2

Den Ausdruck «des Departements des Innern (das Departement)» *durch* «der für die Einbürgerungen zuständigen Direktion (die Direktion)» *ersetzen.*

Art. 9

Den Ausdruck «Département» *durch* «Amt für Zivilstandswesen und Einbürgerungen (das Amt)» *ersetzen.*

Art. 10 Abs. 2

² Das Amt überprüft ausserdem die Angaben über den Zivilstand des Gesuchstellers.

Art. 11

Sitôt en possession du rapport d'enquête et du préavis communal, le Service émet ... *(suite inchangée)*.

Art. 27 al. 1 et 2

Remplacer «Service cantonal de l'état civil» par «Service».

Art. 38

Remplacer «Département et au Service cantonal de l'état civil» par «Service».

Art. 40 al. 1 et 3

Remplacer «Service cantonal de l'état civil» par «Service».

Art. 7 Contrôle des habitants

La loi du 23 mai 1986 sur le contrôle des habitants (RSF 114.21.1) est modifiée comme il suit:

Art. 15 titre médian et al. 1 et 2

Direction

¹ La Direction en charge du contrôle des habitants (ci-après: la Direction) a les attributions suivantes:

- a) elle est l'autorité ... *(suite inchangée)*;
- b) elle exerce ... *(suite inchangée)*.

² Elle dispose pour accomplir ses tâches du Service de la population et des migrants (ci-après: le Service).

Art. 21 al. 1

Remplacer «le Département» par «la Direction».

Art. 8 Séjour et établissement des étrangers

La loi du 17 novembre 1933 d'application de la loi fédérale du 26 mars 1931 sur le séjour et l'établissement des étrangers (RSF 114.22.1) est modifiée comme il suit:

Art. 11

Sobald das Amt den Erhebungsbericht und die Stellungnahme der Gemeinde erhalten hat, ... *(Rest unverändert)*.

Art. 27 Abs. 1 und 2

Den Ausdruck «Kantonales Amt für den Zivilstandsdienst» durch «Amt» ersetzen.

Art. 38

Den Ausdruck «Departement und dem Kantonales Amt für den Zivilstandsdienst» durch «Amt» ersetzen.

Art. 40 Abs. 1 und 3

Den Ausdruck «Kantonales Amt für den Zivilstandsdienst» durch «Amt» ersetzen.

Art. 7 Einwohnerkontrolle

Das Gesetz vom 23. Mai 1986 über die Einwohnerkontrolle (SGF 114.21.1) wird wie folgt geändert:

Art. 15 Artikelüberschrift und Abs. 1 und 2

Direktion

¹ Die für die Einwohnerkontrolle zuständige Direktion (die Direktion) hat folgende Befugnisse:

- a) Sie ist die obere Aufsichtsbehörde ... *(Rest unverändert)*.
- b) Sie übt ... *(Rest unverändert)*.

² Sie verfügt über das Amt für Bevölkerung und Migration (das Amt), um ihre Aufgaben zu erfüllen.

Art. 21 Abs. 1

Den Ausdruck «vom Departement» durch «von der Direktion» ersetzen.

Art. 8 Aufenthalt und Niederlassung der Ausländer

Das Ausführungsgesetz vom 17. November 1933 zum Bundesgesetz vom 26. März 1931 über Aufenthalt und Niederlassung der Ausländer (SGF 114.22.1) wird wie folgt geändert:

Art. 1

¹ La Direction en charge de la police des étrangers et de la main-d'œuvre étrangère (ci-après: la Direction) dispose, pour l'accomplissement de ses tâches, du Service de la population et des migrants (ci-après: le Service).

² Le Service exerce, sous l'autorité de la Direction, toutes les compétences prévues par la législation fédérale en la matière.

Art. 2 et 3

Abrogés

Art. 4 al. 2 (nouveau)

² Toutefois, les décisions prises par le Service sont sujettes à recours directement auprès du Tribunal administratif.

Art. 9 Droits politiques

La loi du 6 avril 2001 sur l'exercice des droits politiques (LEDP; RSF 115.1) est modifiée comme il suit:

Art. 8 al. 2 let. g

Remplacer «Département de l'intérieur» *par* «service compétent en matière de droits politiques».

Art. 10 Préfets

La loi du 20 novembre 1975 sur les préfets (RSF 122.3.1) est modifiée comme il suit:

Art. 6 al. 2

Remplacer «le Département de l'intérieur» *par* «la Direction à laquelle sont rattachées les préfetures».

Art. 7 al. 2

Remplacer «Direction dont dépend le Département de l'intérieur» *par* «Direction à laquelle sont rattachées les préfetures».

Art. 1

¹ Um ihre Aufgaben zu erfüllen, verfügt die für die Fremdenpolizei und die ausländischen Arbeitskräfte zuständige Direktion (die Direktion) über das Amt für Bevölkerung und Migration (das Amt).

² Das Amt übt, unter der Aufsicht der Direktion, alle in der einschlägigen Bundesgesetzgebung vorgesehenen Befugnisse aus.

Art. 2 und 3

Aufgehoben

Art. 4 Abs. 2 (neu)

² Beschwerden gegen Entscheide des Amts sind jedoch direkt an das Verwaltungsgericht zu richten.

Art. 9 Politische Rechte

Das Gesetz vom 6. April 2001 über die Ausübung der politischen Rechte (PRG; SGF 115.1) wird wie folgt geändert:

Art. 8 Abs. 2 Bst. g

Den Ausdruck «Departements des Innern» *durch* «für die politischen Rechte zuständigen Amts» *ersetzen*.

Art. 10 Oberamt männer

Das Gesetz vom 20. November 1975 über die Oberamt männer (SGF 122.3.1) wird wie folgt geändert:

Art. 6 Abs. 2

Den Ausdruck «das Departement des Innern zu benachrichtigen, das» *durch* «die Direktion, der die Oberämter zugewiesen sind, zu benachrichtigen, die» *ersetzen*.

Art. 7 Abs. 2

Den Ausdruck «Direktion, von der das Departement des Innern abhängt» *durch* «Direktion, der die Oberämter zugewiesen sind» *ersetzen*.

Art. 9 al. 2

Remplacer «le Département de l'intérieur» *par* «la Direction à laquelle sont rattachées les préfetures».

Art. 12 al. 1

¹ La Direction à laquelle sont rattachées les préfetures inspecte celles-ci au moins une fois par année.

Art. 13 al. 1

Remplacer «du Département de l'intérieur et de la Direction des finances» *par* «de la Direction à laquelle sont rattachées les préfetures et de la Direction chargée de la comptabilité de l'Etat».

Art. 11 Organisation judiciaire

La loi du 22 novembre 1949 d'organisation judiciaire (RSF 131.0.1) est modifiée comme il suit:

Art. 120 al. 1

Remplacer «Direction de la justice» *par* «Service de la justice».

Art. 12 Assistance judiciaire

La loi du 4 octobre 1999 sur l'assistance judiciaire (RSF 136.1) est modifiée comme il suit:

Remplacement de termes

Remplacer «Département de la justice» *par* «Service» dans les dispositions suivantes:

Art. 5 al. 3 **Art. 24 al. 2**

Art. 10 al. 2 **Art. 26**

Art. 15 al. 2 let. c **Art. 33 al. 2**

Art. 21 **Art. 34**

Art. 22

Art. 3 al. 1 et 3

¹ *Remplacer* «Département de la justice» *par* «Service de la justice (ci-après: le Service)».

Art. 9 Abs. 2

Den Ausdruck «das Departement des Innern verfügt werden. Es» *durch* «die Direktion, der die Oberämter zugewiesen sind, verfügt werden. Sie» *ersetzen*.

Art. 12 Abs. 1

¹ Die Direktion, der die Oberämter zugewiesen sind, inspiziert diese mindestens einmal pro Jahr.

Art. 13 Abs. 1

Den Ausdruck «des Departements des Innern und der Finanzdirektion» *durch* «der Direktion, der die Oberämter zugewiesen sind, und der für die Staatsbuchhaltung zuständigen Direktion» *ersetzen*.

Art. 11 Gerichtsorganisation

Das Gesetz vom 22. November 1949 über die Gerichtsorganisation (SGF 131.0.1) wird wie folgt geändert :

Art. 120 Abs. 1

Den Ausdruck «die Justizdirektion, welche» *durch* «das Amt für Justiz, das» *ersetzen*.

Art. 12 Unentgeltliche Rechtspflege

Das Gesetz vom 4. Oktober 1999 über die unentgeltliche Rechtspflege (SGF 136.1) wird wie folgt geändert:

Ersetzung von Ausdrücken

Den Ausdruck «Justizdepartement» *in folgenden Bestimmungen durch* «Amt» *ersetzen*:

Art. 5 Abs. 3 **Art. 24 Abs. 2**

Art. 10 Abs. 2 **Art. 26**

Art. 15 Abs. 2 Bst. c **Art. 33 Abs. 2**

Art. 21 **Art. 34**

Art. 22

Art. 3 Abs. 1 und 3

¹ *Den Ausdruck* «Justizdepartement» *durch* «Amt für Justiz (das Amt)» *ersetzen*.

³ La décision du Service est sujette à recours conformément au code de procédure et de juridiction administrative. Toutefois, l'autorité de recours est le Tribunal administratif.

Art. 13 Communes

La loi du 25 septembre 1980 sur les communes (RSF 140.1) est modifiée comme il suit:

Remplacements de termes

Remplacer «Département des communes», «Département des communes (ci-après: le Département)» ou «Département» *par* «Service des communes» dans les dispositions suivantes:

Art. 27 al. 4 **Art. 95 al. 6**
Art. 54 al. 5 **Art. 108 al. 3**
Art. 88 al. 5 **Art. 149 al. 2 et 3**
Art. 94 al. 2 et 3

Remplacer «Département» *par* «Direction en charge des communes» dans les dispositions suivantes, en procédant aux adaptations grammaticales nécessaires dans tous les alinéas des articles concernés:

Art. 113 al. 2 **Art. 146 al. 2**
Art. 128 al. 1 **Art. 157 al. 2**
Art. 131 al. 2

Art. 143 En général

Les communes sont placées sous la haute surveillance de l'Etat, qui l'exerce par le Conseil d'Etat, par la Direction en charge des communes, par les préfets, par le Service des communes et par les autorités désignées par la législation spéciale.

Art. 145 b) Direction et Service

¹ La Direction en charge des communes exerce toutes les tâches que la loi ne confère pas expressément à une autre autorité.

² Le Service des communes exerce les attributions qui lui sont conférées par la législation et celles que la Direction lui délègue. Il surveille notamment la gestion financière des communes.

³ Der Entscheid des Amts kann mit Beschwerde nach dem Gesetz über die Verwaltungsrechtspflege angefochten werden. Beschwerdebehörde ist jedoch das Verwaltungsgericht.

Art. 13 Gemeinden

Das Gesetz vom 25. September 1980 über die Gemeinden (SGF 140.1) wird wie folgt geändert:

Ersetzung von Ausdrücken

Den Ausdruck «Gemeindedepartement», «Gemeindedepartement (nachstehend: Departement)» *und* «Departement(es)» *in den folgenden Bestimmungen durch* «Amt(es) für Gemeinden» *ersetzen*:

Art. 27 Abs. 4 **Art. 95 Abs. 6**
Art. 54 Abs. 5 **Art. 108 Abs. 3**
Art. 88 Abs. 5 **Art. 149 Abs. 2 und 3**
Art. 94 Abs. 2 und 3

Den Ausdruck «das Departement» *in den folgenden Bestimmungen durch* «die für die Gemeinden zuständige Direktion» *ersetzen und in allen Absätzen der betreffenden Artikel die erforderlichen grammatischen Anpassungen vornehmen*:

Art. 113 Abs. 2 **Art. 146 Abs. 2**
Art. 128 Abs. 1 **Art. 157 Abs. 2**
Art. 131 Abs. 2

Art. 143 Allgemeines

Die Gemeinden stehen unter der Oberaufsicht des Staates, die durch den Staatsrat, durch die für die Gemeinden zuständige Direktion, durch die Oberamt männer, durch das Amt für Gemeinden und durch die in der Spezialgesetzgebung bezeichneten Behörden ausgeübt wird.

Art. 145 b) Direktion und Amt

¹ Die für die Gemeinden zuständige Direktion erfüllt alle Aufgaben, die das Gesetz nicht ausdrücklich einer anderen Behörde zuweist.

² Das Amt für Gemeinden erfüllt die ihm durch die Gesetzgebung zugewiesenen und die ihm von der Direktion übertragenen Aufgaben. Es beaufsichtigt insbesondere die Finanzverwaltung der Gemeinden.

Art. 158

Les décisions prises, dans l'exercice de leur pouvoir de surveillance, par le Conseil d'Etat, la Direction en charge des communes, les préfets, le Service des communes et les autorités ... (*suite inchangée*).

Art. 14 Capacité financière et classification des communes

La loi du 23 novembre 1989 sur le calcul de la capacité financière et la classification des communes (RSF 142.1) est modifiée comme il suit:

Art. 11 al. 1

Remplacer «Département des communes» *par* «Service des communes».

Art. 15 Procédure et juridiction administrative

Le code du 23 mai 1991 de procédure et de juridiction administrative (CPJA; RSF 150.1) est modifié comme il suit:

Art. 114 al. 1 let. b

b) les établissements de l'Etat dotés de la personnalité morale ainsi que les autres unités rattachées administrativement à une Direction;

2. Actes de la partie 2 du RSF

Art. 16 Application du code civil

La loi du 22 novembre 1911 d'application du code civil suisse pour le canton de Fribourg (RSF 210.1) est modifiée comme il suit:

Art. 17 al. 1

Remplacer «Département de la justice» *par* «Service de l'état civil et des naturalisations».

Art. 31 al. 1, 2 et 3, 1^{re} phr.

¹ *Remplacer* «Département des affaires sociales» *par* «Service de la surveillance des fondations et de la prévoyance professionnelle».

Art. 158

Entscheide, die vom Staatsrat, von der für die Gemeinden zuständigen Direktion, von den Oberamtmännern, vom Amt für Gemeinden oder von den in der Spezialgesetzgebung bezeichneten Behörden... (Rest unverändert).

Art. 14 Finanzkraft und Klassifikation der Gemeinden

Das Gesetz vom 23. November 1989 über die Berechnung der Finanzkraft und die Klassifikation der Gemeinden (SGF 142.1) wird wie folgt geändert:

Art. 11 Abs. 1

Den Ausdruck «Departement der Gemeinden» *durch* «Amt für Gemeinden» *ersetzen*.

Art. 15 Verwaltungsrechtspflege

Das Gesetz vom 23. Mai 1991 über die Verwaltungsrechtspflege (VRG; SGF 150.1) wird wie folgt geändert:

Art. 114 Abs. 1 Bst. b

b) der kantonalen Anstalten mit eigener Rechtspersönlichkeit sowie der übrigen einer Direktion administrativ zugewiesenen Verwaltungseinheiten;

2. Erlasse des 2. Teils der SGF

Art. 16 Ausführungsbestimmungen zum Zivilgesetzbuch

Das Einführungsgesetz vom 22. November 1911 zum Schweizerischen Zivilgesetzbuch für den Kanton Freiburg (SGF 210.1) wird wie folgt geändert:

Art. 17 Abs. 1

Den Ausdruck «Justizdepartement» *durch* «Amt für Zivilstandswesen und Einbürgerungen» *ersetzen*.

Art. 31 Abs. 1, 2 und 3, 1. Satz

¹ *Den Ausdruck* «des Sozialfürsorgedepartements» *durch* «des Amts für die Aufsicht über die Stiftungen und die berufliche Vorsorge» *ersetzen*.

² Les fondations qui relèvent par leur but d'une commune ou d'une paroisse sont placées sous la surveillance du conseil communal ou paroissial concerné et sous la surveillance du Service.

³ *Remplacer* «Conseil d'Etat» par «Service».

Art. 33 al. 1, 2 et 3

¹ La Direction dont relève le Service est l'autorité compétente ... (*suite inchangée*).

² Elle édicte ... (*suite inchangée*).

³ Elle statue ... (*suite inchangée*).

Art. 33a (nouveau) 84, 85, 86

¹ Les décisions des autorités de surveillance sont sujettes à recours conformément au code de procédure et de juridiction administrative.

² Toutefois, les décisions du Service sont sujettes à recours directement auprès du Tribunal administratif. Les décisions du conseil communal ou paroissial sont sujettes à recours auprès du Service.

³ Les voies de droit prévues par la législation fédérale sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité demeurent réservées concernant les institutions de prévoyance en faveur du personnel constituées sous forme de fondation.

Art. 69

Remplacer «Le Département de la justice est compétent» par «La Direction en charge de l'état civil est compétente».

Art. 70 al. 3

Remplacer «Département de la justice» par «Service de l'état civil et des naturalisations».

Art. 123, dernière phr.

Abrogée

Art. 361

Abrogé

² Stiftungen, die ihrer Bestimmung nach einer Gemeinde oder Pfarrei (Kirchgemeinde) angehören, stehen unter der Aufsicht des betreffenden Gemeinde- oder Pfarreirats (Kirchgemeinderats) und unter der Aufsicht des Amts.

³ *Den Ausdruck* «Staatsrat» durch «Amt» ersetzen.

Art. 33 Abs. 1, 2 und 3

¹ (*Anfang unverändert*) ... der Stiftung ist die Direktion, der das Amt angehört.

² Sie erlässt ... (*Rest unverändert*).

³ Sie entscheidet ... (*Rest unverändert*).

Art. 33a (neu) 84, 85, 86

¹ Entscheide der Aufsichtsbehörden können mit Beschwerde nach dem Gesetz über die Verwaltungsrechtspflege angefochten werden.

² Beschwerden gegen Entscheide des Amts sind jedoch direkt an das Verwaltungsgericht zu richten. Entscheide des Gemeinde- oder Pfarreirats (Kirchgemeinderats) sind mit Beschwerde an das Amt anfechtbar.

³ Für die in Form einer Stiftung errichteten Personalfürsorgeeinrichtungen bleiben die in der Bundesgesetzgebung über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge vorgesehenen Rechtsmittel vorbehalten.

Art. 69

Den Ausdruck «Das Justizdepartement» durch «Die für das Zivilstandswesen zuständige Direktion» ersetzen.

Art. 70 Abs. 3

Den Ausdruck «Justizdepartement» durch «Amt für Zivilstandswesen und Einbürgerungen» ersetzen.

Art. 123, letzter Satz

Aufgehoben

Art. 361

Aufgehoben

Art. 17 Etat civil

La loi du 27 février 1986 sur l'état civil (RSF 211.2.1) est modifiée comme il suit:

Remplacement de termes

Remplacer «Département» par «Direction» dans les dispositions suivantes, en procédant aux adaptations grammaticales nécessaires dans tous les alinéas des articles concernés:

<i>Art. 8 al. 2</i>	<i>Art. 23 (2 x)</i>
<i>Art. 10 al. 1</i>	<i>Art. 24</i>
<i>Art. 13</i>	<i>Art. 26 titre médian et al. 1</i>
<i>Art. 14 al. 1 et 3</i>	<i>Art. 30 al. 2</i>
<i>Art. 16 al. 2</i>	

Art. 2 titre médian et al. 1 et 2

b) Direction

¹ *Remplacer «Le Département de la justice (ci-après: le Département)» par «La Direction en charge de l'état civil (ci-après: la Direction)».*

² Elle exerce les compétences que la loi ou son règlement d'exécution lui attribuent.

Art. 3 c) Service de l'état civil et des naturalisations

¹ Le Service de l'état civil et des naturalisations (ci-après: le Service) est l'organe d'exécution de la Direction.

² Il exerce les compétences qui sont dévolues à l'autorité cantonale de surveillance par le droit fédéral, celles qui lui sont attribuées par la présente loi ou son règlement d'exécution ainsi que celles qui ne sont pas attribuées à une autre autorité.

Art. 5 al. 5

Remplacer «Département» par «Service».

Art. 6 al. 1

Remplacer «prévus par le Département» par «organisés par le Service».

Art. 17 Zivilstandswesen

Das Gesetz vom 27. Februar 1986 über den Zivilstandsdienst (SGF 211.2.1) wird wie folgt geändert:

Ersetzung von Ausdrücken

Den Ausdruck «Departement» in den folgenden Bestimmungen durch «Direktion» ersetzen und in allen Absätzen der betreffenden Artikel die erforderlichen grammatischen Anpassungen vornehmen:

<i>Art. 8 Abs. 2</i>	<i>Art. 23 (2 x)</i>
<i>Art. 10 Abs. 1</i>	<i>Art. 24</i>
<i>Art. 13</i>	<i>Art. 26 Artikelüberschrift und Abs. 1</i>
<i>Art. 14 Abs. 1 und 3</i>	<i>Art. 30 Abs. 2</i>
<i>Art. 16 Abs. 2</i>	

Art. 2 Artikelüberschrift und Abs. 1 und 2

b) Direktion

¹ *Den Ausdruck «Das Justizdepartement (das Departement)» durch «Die für das Zivilstandswesen zuständige Direktion (die Direktion)» ersetzen.*

² Sie übt die Befugnisse aus, die ihr durch das Gesetz oder dessen Ausführungsreglement zugewiesen werden.

Art. 3 c) Amt für Zivilstandswesen und Einbürgerungen

¹ Das Amt für Zivilstandswesen und Einbürgerungen (das Amt) ist das ausführende Organ der Direktion.

² Es nimmt die Befugnisse wahr, die das Bundesrecht der kantonalen Aufsichtsbehörde überträgt, diejenigen, die ihm dieses Gesetz oder sein Ausführungsreglement zuweist sowie diejenigen, die keiner anderen Behörde zugewiesen werden.

Art. 5 Abs. 5

Den Ausdruck «Departement» durch «Amt» ersetzen.

Art. 6 Abs. 1

Den Ausdruck «vom Departement vorgesehenen» durch «vom Amt organisierten» ersetzen.

Art. 12 al. 1

Remplacer «du Département ou du Service cantonal» *par* «de la Direction ou du Service».

Art. 20

Remplacer «Département» *par* «Service».

Art. 25 Recours

a) Décisions du Service et de l'officier d'état civil

Les décisions du Service et celles de l'officier d'état civil peuvent faire l'objet d'un recours à la Direction.

Art. 18 Acquisition d'immeubles par des personnes à l'étranger

La loi du 24 septembre 1987 d'application de la loi fédérale sur l'acquisition d'immeubles par des personnes à l'étranger (RSF 214.12.1) est modifiée comme il suit:

Art. 12 al. 2, 1^{re} phr.

Remplacer «Département des communes» *par* «Service des communes».

Art. 19 Droit foncier rural

La loi du 28 septembre 1993 d'application de la loi fédérale sur le droit foncier rural (LALDFR; RSF 214.2.1) est modifiée comme il suit:

Art. 4 al. 2 let. c (nouvelle)

c) requérir les mentions prévues à l'article 86 LDFR.

Art. 10

Abrogé

Art. 11

Les décisions prises en application de la présente loi sont sujettes à recours, ... (*suite inchangée*).

Art. 12 Abs. 1

Den Ausdruck «vom Departement oder vom Kantonalen Amt» *durch* «von der Direktion oder vom Amt» *ersetzen*.

Art. 20

Den Ausdruck «Departement» *durch* «Amt» *ersetzen*.

Art. 25 Beschwerde

a) Entscheide des Amtes und des Zivilstandsbeamten

Gegen Entscheide des Amtes und des Zivilstandsbeamten kann bei der Direktion Beschwerde erhoben werden.

Art. 18 Erwerb von Grundstücken durch Personen im Ausland

Das Ausführungsgesetz vom 24. September 1987 zum Bundesgesetz über den Erwerb von Grundstücken durch Personen im Ausland (SGF 214.12.1) wird wie folgt geändert:

Art. 12 Abs. 2, 2. Satz

Den Ausdruck «Departementes der Gemeinden» *durch* «Amtes für Gemeinden» *ersetzen*.

Art. 19 Bäuerliches Bodenrecht

Das Ausführungsgesetz vom 28. September 1993 zum Bundesgesetz über das bäuerliche Bodenrecht (AGBGBB; SGF 214.2.1) wird wie folgt geändert:

Art. 4 Abs. 2 Bst. c (neu)

c) die Anmerkungen nach Artikel 86 BGBB zu verlangen.

Art. 10

Aufgehoben

Art. 11

Die in Anwendung dieses Gesetzes gefällten Entscheide sind mit Beschwerde... (*Rest unverändert*).

Art. 20 Mensuration cadastrale

La loi du 2 février 1988 sur la mensuration cadastrale (RSF 214.6.1) est modifiée comme il suit:

Art. 27 al. 2

Remplacer «Département des communes» *par* «Service des communes».

Art. 21 Bail à ferme agricole

La loi du 24 février 1987 d'application de la loi fédérale sur le bail à ferme agricole (RSF 222.4.3) est modifiée comme il suit:

Art. 24 al. 2 et 3

Remplacer «Département de l'agriculture» *par* «Service de l'agriculture».

Art. 22 Notariat

La loi du 20 septembre 1967 sur le notariat (RSF 261.1) est modifiée comme il suit:

Remplacements de termes

Remplacer «Département de la justice» *par* «Direction» *dans les dispositions suivantes, en procédant aux adaptations grammaticales nécessaires dans tous les alinéas des articles concernés:*

Art. 10 al. 1	Art. 38
Art. 11 al. 3	Art. 39 let. b
Art. 29 al. 4 et 5	Art. 40 al. 2 et 3
Art. 35	Art. 43 al. 2
Art. 36 al. 3	Art. 44a al. 2

Remplacer «Directeur de la justice» *par* «Service de la justice» *dans les dispositions suivantes:*

Art. 9 al. 2	Art. 52 al. 3
Art. 22 al. 1	

Art. 3 al. 2

Remplacer «le Département de la justice» *par* «la Direction en charge du notariat (ci-après: la Direction)».

Art. 20 Katastervermessung

Das Gesetz vom 2. Februar 1988 über die Katastervermessung (SGF 214.6.1) wird wie folgt geändert:

Art. 27 Abs. 2

Den Ausdruck «Gemeindedepartementes» *durch* «Amts für Gemeinden» *ersetzen.*

Art. 21 Landwirtschaftliche Pacht

Das Ausführungsgesetz vom 24. Februar 1987 zum Bundesgesetz über die landwirtschaftliche Pacht (SGF 222.4.3) wird wie folgt geändert:

Art. 24 Abs. 2 und 3

Den Ausdruck «Landwirtschaftsdepartement» *durch* «Amt für Landwirtschaft» *ersetzen.*

Art. 22 Notariat

Das Gesetz vom 20. September 1967 über das Notariat (SGF 261.1) wird wie folgt geändert:

Ersetzung von Ausdrücken

Den Ausdruck «Justizdepartement» *in folgenden Bestimmungen durch* «Direktion» *ersetzen und in allen Absätzen der betreffenden Artikel die erforderlichen grammatischen Anpassungen vornehmen:*

Art. 10 Abs. 1	Art. 38
Art. 11 Abs. 3	Art. 39 Bst. b
Art. 29 Abs. 4 und 5	Art. 40 Abs. 2 und 3
Art. 35	Art. 43 Abs. 2
Art. 36 Abs. 3	Art. 44a Abs. 2

Den Ausdruck «(Der) Justizdirektor» *oder* «Justizdirektors» *in folgenden Bestimmungen durch* «(Das) Amt für Justiz» *bzw.* «Amts für Justiz» *ersetzen:*

Art. 9 Abs. 2	Art. 52 Abs. 3
Art. 22 Abs. 1	

Art. 3 Abs. 2

Den Ausdruck «das Justizdepartement» *durch* «die für das Notariatswesen zuständige Direktion (die Direktion)» *ersetzen.*

Art. 23 Procédure civile

Le code du 28 avril 1953 de procédure civile (RSF 270.1) est modifié comme il suit:

Art. 28 al. 2 et art. 79 al. 2

Remplacer «à la Direction de la justice» *par* «au Service de la justice».

Art. 24 Entraide judiciaire en matière civile

Le concordat du 9 novembre 1974 sur l'entraide judiciaire en matière civile (RSF 274.1) est modifié comme il suit:

Annexe

[Liste des autorités cantonales compétentes, pour Fribourg:]

2. a) Service de la justice

3. Actes de la partie 3 du RSF

Art. 25 Application du code pénal

La loi du 9 mai 1974 d'application du code pénal (RSF 31.1) est modifiée comme il suit:

Art. 16

¹ L'autorité compétente visée aux articles 38, 42, 43, 44, 45, 54, 55, 100^{bis} et 100^{ter} du code pénal est la Direction en charge de l'exécution des peines.

² L'autorité compétente pour l'application des articles 119 et 120 du code pénal est désignée par voie d'ordonnance.

Art. 20

Le Conseil d'Etat édicte les dispositions d'application de la législation fédérale sur le casier judiciaire.

Art. 21b

Abrogé

Art. 23 Zivilprozess

Die Zivilprozessordnung vom 28. April 1953 (SGF 270.1) wird wie folgt geändert:

Art. 28 Abs. 2 und Art. 79 Abs. 2

Den Ausdruck «die Justizdirektion (...), die» *durch* «das Amt für Justiz (...), das» *ersetzen*.

Art. 24 Rechtshilfe in Zivilsachen

Das Konkordat vom 9. November 1974 über die Gewährung gegenseitiger Rechtshilfe in Zivilsachen (SGF 274.1) wird wie folgt geändert:

Anhang

[Verzeichnis der zuständigen kantonalen Behörden; Freiburg:]

2. a) Amt für Justiz

3. Erlasse des 3. Teils der SGF

Art. 25 Ausführungsbestimmungen zum Strafgesetzbuch

Das Einführungsgesetz vom 9. Mai 1974 zum Strafgesetzbuch (SGF 31.1) wird wie folgt geändert:

Art. 16

¹ Die für den Strafvollzug zuständige Direktion ist die in den Artikeln 38, 42, 43, 44, 45, 54, 55, 100^{bis} und 100^{ter} des Strafgesetzbuches vorgesehene zuständige Behörde.

² Die für die Anwendung der Artikel 119 und 120 des Strafgesetzbuches zuständige Behörde wird auf dem Verordnungsweg bezeichnet.

Art. 20

Der Staatsrat erlässt die Ausführungsbestimmungen zur Bundesgesetzgebung über das Strafregister.

Art. 21b

Aufgehoben

Art. 22 al. 3 et 4

Remplacer «le Département de la police» *par* «le Service de l'exécution des peines».

Art. 26 Procédure pénale

Le code du 14 novembre 1996 de procédure pénale (CPP; RSF 32.1) est modifié comme il suit:

Art. 247 al. 1 et 2

¹ Sauf disposition contraire, l'exécution des peines privatives de liberté et des mesures de sûreté est de la compétence de la Direction en charge de l'exécution des peines et des établissements de détention.

² Celle-ci dispose du Service de l'exécution des peines.

Art. 248

Remplacer «Service pénitentiaire» *par* «Service de l'exécution des peines».

Art. 251

Remplacer «Le Département de la justice» *par* «La Direction chargée des relations avec le Pouvoir judiciaire».

Art. 27 Entraide internationale en matière pénale

La loi du 10 novembre 1983 d'application de la législation fédérale sur l'entraide internationale en matière pénale (RSF 35.2) est modifiée comme il suit:

Art. 4, art. 6, art. 7, art. 10 al. 1 et art. 11

Remplacer «Département de la police» *par* «Service de l'exécution des peines».

Art. 22 Abs. 3 und 4

Den Ausdruck «Polizeidepartement» *durch* «Amt für Strafvollzug» *ersetzen*.

Art. 26 Strafprozess

Die Strafprozessordnung vom 14. November 1996 (StPO; SGF 32.1) wird wie folgt geändert:

Art. 247 Abs. 1 und 2

¹ Soweit nichts anderes bestimmt ist, fällt der Vollzug der Freiheitsstrafen und sichernden Massnahmen in die Zuständigkeit der für den Strafvollzug und die Haftanstalten zuständigen Direktion.

² Diese verfügt über das Amt für Strafvollzug.

Art. 248

Betrifft nur den französischen Text.

Art. 251

Den Ausdruck «Das Justizdepartement» *durch* «Die für die Beziehungen zu den Gerichtsbehörden zuständige Direktion» *ersetzen*.

Art. 27 Internationale Rechtshilfe in Strafsachen

Das Gesetz vom 10. November 1983 zur Ausführung der Bundesgesetzgebung über internationale Rechtshilfe in Strafsachen (SGF 35.2) wird wie folgt geändert:

Art. 4, Art. 6, Art. 7, Art. 10 Abs. 1 und Art. 11

Den Ausdruck «Polizeidepartement» *durch* «Amt für Strafvollzug» *ersetzen*.

4. Actes de la partie 4 du RSF

Art. 28 Intégration des TICS dans l'enseignement

Le décret du 18 septembre 2001 relatif à une conception générale de l'intégration des technologies de l'information et de la communication dans l'enseignement, à tous les degrés de la scolarité (RSF 410.7), est modifié comme il suit:

Art. 2 al. 4

⁴ Le Centre FRI-TIC relève de la Haute Ecole pédagogique (HEP).

Art. 29 Ecole enfantine, primaire et du cycle d'orientation

La loi du 23 mai 1985 sur l'école enfantine, l'école primaire et l'école du cycle d'orientation (loi scolaire; RSF 411.0.1) est modifiée comme il suit:

Remplacement de termes

Remplacer «Département» ou «Département de l'instruction publique» par «Direction» dans les dispositions suivantes, en procédant aux adaptations grammaticales nécessaires dans tous les alinéas des articles concernés:

<i>Art. 23 al. 1</i>	<i>Art. 103 al. 1</i>
<i>Art. 26 al. 1</i>	<i>Art. 104 al. 2</i>
<i>Art. 29 al. 1 et 3</i>	<i>Art. 108 al. 2</i>
<i>Art. 31 al. 5</i>	<i>Art. 109</i>
<i>Art. 38 al. 2</i>	<i>Art. 111 al. 2</i>
<i>Art. 45 al. 1 et 2</i>	<i>Art. 113 al. 1</i>
<i>Art. 50 al. 1</i>	<i>Art. 116 al. 1 et 2</i>
<i>Art. 52 al. 1 et 2</i>	<i>Art. 117 al. 1</i>
<i>Art. 72 al. 3 (2 x)</i>	<i>Art. 118 titre médian et al. 1</i>
<i>Art. 80 al. 3</i>	<i>Art. 121 al. 3</i>
<i>Art. 91</i>	<i>Art. 125 al. 2</i>
<i>Art. 96</i>	<i>Art. 126 al. 3</i>
<i>Art. 97 al. 2</i>	<i>Art. 127 al. 1, 2 let. b et 3</i>
<i>Art. 102 al. 1</i>	

4. Erlasse des 4. Teils der SGF

Art. 28 Integration der IKT im Unterricht

Das Dekret vom 18. September 2001 über ein Globalkonzept für die Integration der Informations- und Kommunikationstechnologien in den Unterricht an allen Schulstufen (SGF 410.7) wird wie folgt geändert:

Art. 2 Abs. 4

⁴ Die Fachstelle FR-IKT ist Teil der Pädagogischen Hochschule (PH).

Art. 29 Kindergarten, Primar- und Orientierungsschule

Das Gesetz vom 23. Mai 1985 über den Kindergarten, die Primarschule und die Orientierungsschule (Schulgesetz; SGF 411.0.1) wird wie folgt geändert:

Ersetzung von Ausdrücken

Den Ausdruck «Departement» oder «Erziehungsdepartement» in den folgenden Bestimmungen durch «Direktion» ersetzen und in allen Absätzen der betreffenden Artikel die erforderlichen grammatischen Anpassungen vornehmen:

<i>Art. 23 Abs. 1</i>	<i>Art. 103 Abs. 1</i>
<i>Art. 26 Abs. 1</i>	<i>Art. 104 Abs. 2</i>
<i>Art. 29 Abs. 1 und 3</i>	<i>Art. 108 Abs. 2</i>
<i>Art. 31 Abs. 5</i>	<i>Art. 109</i>
<i>Art. 38 Abs. 2</i>	<i>Art. 111 Abs. 2</i>
<i>Art. 45 Abs. 1 und 2</i>	<i>Art. 113 Abs. 1</i>
<i>Art. 50 Abs. 1</i>	<i>Art. 116 Abs. 1 und 2</i>
<i>Art. 52 Abs. 1 und 2</i>	<i>Art. 117 Abs. 1</i>
<i>Art. 72 Abs. 3 (2 x)</i>	<i>Art. 118 Artikelüberschrift und Abs. 1</i>
<i>Art. 80 Abs. 3</i>	<i>Art. 121 Abs. 3</i>
<i>Art. 91</i>	<i>Art. 125 Abs. 2</i>
<i>Art. 96</i>	<i>Art. 126 Abs. 3</i>
<i>Art. 97 Abs. 2</i>	<i>Art. 127 Abs. 1, 2 Bst. b und 3</i>
<i>Art. 102 Abs. 1</i>	

Art. 8 Lieu de fréquentation de l'école
a) En général

Les élèves fréquentent l'école du cercle scolaire de leur domicile ou de leur résidence habituelle reconnue par la Direction compétente en matière d'enseignement préscolaire et d'enseignement obligatoire (ci-après: la Direction).

Art. 40 al. 1, 2^e phr., al. 2, 2^e phr., al. 3 et al. 4

¹ (...). Les thèmes et les problèmes relatifs à la santé et à la prévention des comportements nocifs, notamment des toxicomanies et de la violence, sont traités selon des programmes établis et mis à jour par la Direction, en collaboration avec la Direction chargée de la promotion de la santé et de la prévention.

² (...). Les autorités des cercles scolaires organisent le service médico-scolaire selon les directives de la Direction chargée de la promotion de la santé et de la prévention.

³ La surveillance relève de la Direction chargée de la promotion de la santé et de la prévention.

⁴ La Direction compétente en matière d'enseignement préscolaire et d'enseignement obligatoire veille à ce que les locaux scolaires ... (*suite inchangée*).

Art. 77 al. 2

² Il est subordonné au service chargé de l'enseignement obligatoire. Dans la mesure des attributions du comité d'école, le directeur exécute les décisions de celui-ci.

Art. 79 cc) Collaborateurs

Dans l'accomplissement de ses tâches au sein de l'école, le directeur d'école peut, avec l'accord du service chargé de l'enseignement obligatoire, bénéficier des services de collaborateurs qui lui sont directement subordonnés.

Art. 80 al. 1

¹ Les directeurs d'école forment une conférence. Le chef du service chargé de l'enseignement obligatoire ainsi que l'inspecteur scolaire prennent part aux séances.

Art. 8 Ort des Schulbesuchs
a) Allgemein

Die Schüler besuchen die Schule des Schulkreises, dem ihr Wohnsitzort oder der Ort angehört, der von der Direktion, die für die Vorschule und die obligatorische Schule zuständig ist (die Direktion), als ihr ständiger Aufenthaltsort anerkannt wird.

Art. 40 Abs. 1, 2. Satz, Abs. 2, 2. Satz, Abs. 3 und Abs. 4

¹ (...). Die Themen und Probleme im Zusammenhang mit der Gesundheit und der Prävention schädlicher Verhaltensweisen, insbesondere der Drogenabhängigkeit und der Gewalt, werden nach Programmen behandelt, die von der Direktion in Zusammenarbeit mit der Direktion, die für Gesundheitsförderung und Prävention zuständig ist, erarbeitet und aktualisiert werden.

² (...). Die Behörden der Schulkreise organisieren den schulmedizinischen Dienst gemäss den Weisungen der Direktion, die für Gesundheitsförderung und Prävention zuständig ist.

³ Die Aufsicht ist Sache der Direktion, die für Gesundheitsförderung und Prävention zuständig ist.

⁴ Die Direktion, die für die Vorschule und die obligatorische Schule zuständig ist, ist besorgt, dass die Schulräumlichkeiten ... (*Rest unverändert*).

Art. 77 Abs. 2

² Er ist dem Amt unterstellt, das für die obligatorische Schule zuständig ist. So weit die Befugnisse des Schulvorstands reichen, vollzieht der Direktor dessen Entscheide.

Art. 79 cc) Mitarbeiter

Zur Erfüllung seiner Aufgaben in der Schule kann der Schuldirektor mit Zustimmung des Amtes, das für die obligatorische Schule zuständig ist, Mitarbeiter beiziehen, die ihm direkt unterstellt sind.

Art. 80 Abs. 1

¹ Die Schuldirektoren bilden eine Konferenz. Der Dienstchef des für die obligatorische Schule zuständigen Amtes sowie der Schulinspektor nehmen an den Sitzungen teil.

Art. 110 titre médian et al. 1 et 3

Centre de ressources et de documentation pédagogiques

¹ Le centre de ressources et de documentation pédagogiques rassemble et diffuse la documentation pédagogique destinée aux maîtres.

³ Il relève de la Haute Ecole pédagogique (HEP).

Art. 115 al. 2

² Toutefois, l'autorité de recours contre les décisions des organes d'une association de communes est la Direction compétente en matière d'enseignement préscolaire et d'enseignement obligatoire.

Art. 122 titre médian et al. 1, 2 et 3

Direction

¹ La Direction surveille l'enseignement ... (*suite inchangée*).

² Elle veille à l'accomplissement par les communes des tâches qui ... (*suite inchangée*).

³ Elle exerce ... (*suite inchangée*).

Art. 124 al. 2

² Il est subordonné au service chargé de l'enseignement préscolaire et obligatoire.

Art. 125 al. 1, phr. intr. et let. c

¹ L'inspecteur scolaire a les attributions suivantes, qu'il exerce sous l'autorité du service chargé de l'enseignement préscolaire et obligatoire:

...

c) il accomplit les tâches ou les mandats que peut lui attribuer la Direction ou le service chargé de l'enseignement préscolaire et obligatoire.

Art. 126 al. 1

¹ Les inspecteurs scolaires des degrés préscolaire, primaire, du cycle d'orientation et de l'enseignement spécialisé forment une conférence. Le chef du service chargé de l'enseignement préscolaire et obligatoire prend part aux séances.

Art. 110 Artikelüberschrift und Abs. 1 und 3

Das Didaktische Zentrum

¹ Das Didaktische Zentrum sammelt und verbreitet die didaktische Dokumentation für Lehrpersonen.

³ Es ist Teil der Pädagogischen Hochschule (PH).

Art. 115 Abs. 2

² Bei Entscheiden der Organe eines Gemeindeverbandes ist jedoch die Direktion, die für die Vorschule und die obligatorische Schule zuständig ist, Beschwerdeinstanz.

Art. 122 Artikelüberschrift und Abs. 1, 2 und 3

Direktion

¹ Die Direktion übt ... (*Rest unverändert*).

² Sie sorgt ... (*Rest unverändert*).

³ Sie übt ... (*Rest unverändert*).

Art. 124 Abs. 2

² Er untersteht dem Amt, das für die Vorschule und die obligatorische Schule zuständig ist.

Art. 125 Abs. 1 Einleitungssatz und Bst. c

¹ Der Schulinspektor hat folgende Befugnisse, in deren Ausübung er dem Amt untersteht, das für die Vorschule und die obligatorische Schule zuständig ist:

...

c) er erfüllt die Aufgaben oder Aufträge, die ihm die Direktion oder das Amt, das für die Vorschule und die obligatorische Schule zuständig ist, übertragen können.

Art. 126 Abs. 1

¹ Die Inspektoren für Vorschulunterricht, Primarschule, Orientierungsschule und Sonderschulunterricht bilden eine Konferenz. Der Dienstchef des für die Vorschule und die obligatorische Schule zuständigen Amtes nimmt an den Sitzungen teil.

Art. 128 al. 4

⁴ Le conseiller d'Etat-Directeur ou le représentant qu'il désigne peut prendre part avec voix consultative aux séances du Conseil de l'éducation et des sous-commissions.

Art. 30 Ecoles libres publiques

La loi du 17 mai 1884 sur l'instruction primaire [art. 116 à 119^{quater}, écoles libres publiques] (RSF 411.4.1) est modifiée comme il suit:

Art. 119 al. 1

Remplacer «Département des communes et des paroisses» *par* «Service des communes».

Art. 31 Enseignement spécialisé

La loi du 22 septembre 1994 sur l'enseignement spécialisé (LES; RSF 411.5.1) est modifiée comme il suit:

Remplacement de termes

Remplacer «Département» *ou* «Département de l'instruction publique» *par* «Direction» *dans les dispositions suivantes, en procédant aux adaptations grammaticales nécessaires dans tous les alinéas des articles concernés:*

Art. 12 al. 2

Art. 14 al. 1

Art. 14 al. 2 (*ne concerne que le texte allemand*)

Art. 26 al. 3 (2 x)

Art. 28 al. 3

Art. 33 al. 3

Art. 34 titre médian et al. 1

Art. 37

Art. 39 al. 1 et 2

Art. 40 al. 4

Art. 41

Art. 7 al. 2

² L'enseignement à domicile est soumis à l'autorisation de la Direction compétente en matière d'enseignement obligatoire (ci-après: la Direction) et placé sous sa surveillance.

Art. 128 Abs. 4

⁴ Der Direktionsvorsteher oder der von ihm bezeichnete Vertreter kann mit beratender Stimme an den Sitzungen des Erziehungsrates und der Subkommissionen teilnehmen.

Art. 30 Freie öffentliche Schulen

Das Gesetz vom 17. Mai 1884 über das Primarschulwesen [Art. 116 bis 119^{quater}, freie öffentliche Schulen] (SGF 411.4.1) wird wie folgt geändert:

Art. 119 Abs. 1

Den Ausdruck «Department der Gemeinden und Pfarreien» *durch* «Amt für Gemeinden» *ersetzen.*

Art. 31 Sonderschulunterricht

Das Gesetz vom 22. September 1994 über den Sonderschulunterricht (SoSchG; SGF 411.5.1) wird wie folgt geändert:

Ersetzung von Ausdrücken

Den Ausdruck «Department» *oder* «Erziehungsdepartment» *in den folgenden Bestimmungen durch* «Direktion» *ersetzen und in allen Absätzen der betreffenden Artikel die erforderlichen grammatischen Anpassungen vornehmen:*

Art. 12 Abs. 2

Art. 14 Abs. 1

Art. 14 Abs. 2 (*betrifft nur den deutschen Text*)

Art. 26 Abs. 3 (2 x)

Art. 28 Abs. 3

Art. 33 Abs. 3

Art. 34 Artikelüberschrift und Abs. 1

Art. 37

Art. 39 Abs. 1 und 2

Art. 40 Abs. 4

Art. 41

Art. 7 Abs. 2

² Der Unterricht zu Hause unterliegt der Bewilligung der Direktion, die für die obligatorische Schule zuständig ist (die Direktion), und steht unter deren Aufsicht.

Art. 20 al. 2

² Après avoir requis le préavis de la Direction, il transmet la proposition, pour décision, à la Direction chargée de l'intégration sociale des personnes handicapées.

Art. 28 al. 1, 2e phr.

¹ (...). Elles engagent le personnel qualifié nécessaire, sur le préavis de la Direction et de la Direction chargée de l'intégration sociale des personnes handicapées.

Art. 30 al. 4

⁴ La création de services éducatifs itinérants est soumise à l'autorisation de la Direction chargée de l'intégration sociale des personnes handicapées, sur le préavis de la Direction.

Art. 32 Centre de ressources et de documentation pédagogiques et Office cantonal du matériel scolaire

Les institutions spécialisées peuvent bénéficier des services du centre de ressources et de documentation pédagogiques de la Haute Ecole pédagogique, ainsi que de l'Office cantonal du matériel scolaire.

Art. 35 al. 2 et 4 (nouveau)

² Les inspecteurs de l'enseignement spécialisé sont soumis à la législation sur le personnel de l'Etat et sont subordonnés au service compétent en matière d'enseignement obligatoire.

⁴ Ils font partie de la conférence des inspecteurs scolaires instituée par la loi scolaire (art. 126).

Art. 32 Enseignement secondaire supérieur

La loi du 11 avril 1991 sur l'enseignement secondaire supérieur (RSF 412.0.1) est modifiée comme il suit:

Remplacement de termes

Remplacer «Département» ou «Département de l'instruction publique» par «Direction» dans les dispositions suivantes, en procédant aux adaptations grammaticales nécessaires dans tous les alinéas des articles concernés:

Art. 20 Abs. 2

² Nach Einholen der Stellungnahme der Direktion leitet er den Antrag zum Entscheid an die Direktion weiter, die für die Integration behinderter Personen zuständig ist.

Art. 28 Abs. 1, 2. Satz

¹ (...). Sie stellen das nötige qualifizierte Personal nach Stellungnahme der Direktion und der Direktion, die für die Integration behinderter Personen zuständig ist, an.

Art. 30 Abs. 4

⁴ Die Schaffung von Frühberatungsstellen unterliegt der Bewilligung der Direktion, die für die Integration behinderter Personen zuständig ist; die Direktion stellt Antrag.

Art. 32 Didaktisches Zentrum und Kantonale Lehrmittelverwaltung

Die Sonderschulen können die Dienste des Didaktischen Zentrums der Pädagogischen Hochschule und der Kantonalen Lehrmittelverwaltung in Anspruch nehmen.

Art. 35 Abs. 2 und 4 (neu)

² Die Inspektoren unterstehen der Gesetzgebung über das Staatspersonal und sind dem Amt unterstellt, das für die obligatorische Schule zuständig ist.

⁴ Sie sind Mitglieder der Konferenz der Schulinspektoren, die durch das Schulgesetz (Art. 126) eingesetzt worden ist.

Art. 32 Mittelschulunterricht

Das Gesetz vom 11. April 1991 über den Mittelschulunterricht (SGF 412.0.1) wird wie folgt geändert:

Ersetzung von Ausdrücken

Den Ausdruck «Departement» oder «Erziehungsdepartement» in den folgenden Bestimmungen durch «Direktion» ersetzen und in allen Absätzen der betreffenden Artikel die erforderlichen grammatischen Anpassungen vornehmen:

Art. 20 al. 1
Art. 27 al. 2
Art. 30 al. 4
Art. 31
Art. 32 al. 3, 2^e phr.
Art. 33 al. 3
Art. 36 al. 2
Art. 38 al. 2
Art. 46 al. 1 et 2
Art. 52 al. 1 et 3
Art. 54 al. 1 (2 x) et 2

Art. 58 al. 1, 1^{re} phr.
Art. 59 al. 2
Art. 66 al. 3
Art. 69 al. 1
Art. 70 al. 1
Art. 77 al. 1
Art. 78 al. 2
Art. 78a titre médian et al. 1
Art. 82 al. 3
Art. 83 titre médian et al. 1

Art. 20 Abs. 1
Art. 27 Abs. 2
Art. 30 Abs. 4
Art. 31
Art. 32 Abs. 3, 2. Satz
Art. 33 Abs. 3
Art. 36 Abs. 2
Art. 38 Abs. 2
Art. 46 Abs. 1 und 2
Art. 52 Abs. 1 und 3
Art. 54 Abs. 1 (2 x) und 2

Art. 58 Abs. 1, 1. Satz
Art. 59 Abs. 2
Art. 66 Abs. 3
Art. 69 Abs. 1
Art. 70 Abs. 1
Art. 77 Abs. 1
Art. 78 Abs. 2
Art. 78a Artikelüberschrift und Abs. 1
Art. 82 Abs. 3
Art. 83 Artikelüberschrift und Abs. 1

Art. 18 al. 3

³ La Direction compétente en matière d'enseignement du degré secondaire 2 de formation générale (ci-après: la Direction) établit le calendrier scolaire et édicte des dispositions sur le nombre et la durée des leçons hebdomadaires.

Art. 38 al. 1, 2^e phr.

¹ (...). Les thèmes et les problèmes relatifs à la santé et à la prévention des comportements nocifs, notamment des toxicomanies et de la violence, sont traités selon des programmes établis et mis à jour par la Direction, en collaboration avec la Direction chargée de la promotion de la santé et de la prévention.

Art. 55 al. 2

² Elles relèvent de la Direction.

Art. 57 al. 4

⁴ Le conseiller d'Etat-Directeur ou le représentant qu'il désigne peut prendre part aux séances de la commission d'école avec voix consultative.

Art. 59 al. 1

¹ Le conseiller d'Etat-Directeur ou le représentant qu'il désigne réunit les présidents de commission d'école en conférence.

Art. 18 Abs. 3

³ Die Direktion, die für die Allgemeinbildung auf der Sekundarstufe 2 zuständig ist (die Direktion), erstellt den Schulkalender und erlässt Bestimmungen über die Dauer der Lektionen und deren wöchentliche Anzahl.

Art. 38 Abs. 1, 2. Satz

¹ (...). Die Themen und Probleme im Zusammenhang mit der Gesundheit und der Prävention schädlicher Verhaltensweisen, insbesondere der Drogenabhängigkeit und der Gewalt, werden nach Programmen behandelt, die von der Direktion in Zusammenarbeit mit der Direktion, die für Gesundheitsförderung und Prävention zuständig ist, erarbeitet und aktualisiert werden.

Art. 55 Abs. 2

² Sie gehören der Direktion an.

Art. 57 Abs. 4

⁴ Der Direktionsvorsteher oder der von ihm bezeichnete Vertreter kann an den Sitzungen der Schulkommission mit beratender Stimme teilnehmen.

Art. 59 Abs. 1

¹ Der Direktionsvorsteher oder der von ihm bezeichnete Vertreter beruft die Konferenz der Schulkommissionspräsidenten ein.

Art. 61 al. 3

³ Les directeurs sont subordonnés au service chargé de l'enseignement secondaire du deuxième degré.

Art. 62 al. 1

¹ Le directeur d'école dirige l'école sur le plan pédagogique et sur le plan administratif et il en est responsable envers le service chargé de l'enseignement secondaire du deuxième degré.

Art. 64 al. 4

⁴ Les conférences sont consultées dans les affaires importantes par la Direction, qui peut en outre les charger de travaux spéciaux. Le chef du service chargé de l'enseignement secondaire du deuxième degré prend part aux séances des conférences.

Art. 33 Haute Ecole pédagogique

La loi du 4 octobre 1999 sur la Haute Ecole pédagogique (LHEP; RSF 412.2.1) est modifiée comme il suit:

Art. 2 Statut

La HEP est un établissement de droit public sans personnalité morale, rattaché administrativement à la Direction dont relève la formation professionnelle du personnel enseignant (ci-après: la Direction).

Art. 36 al. 2

² Il ou elle est responsable à l'égard du Conseil d'Etat et de la Direction.

Art. 34 Orientation scolaire et professionnelle

La loi du 22 novembre 1985 sur l'orientation scolaire et professionnelle (RSF 413.1.1) est modifiée comme il suit:

Art. 3 al. 2 *(ne concerne que le texte français)*

² Les centres d'orientation sont au service des personnes qui demandent conseil.

Art. 61 Abs. 3

³ Die Direktoren unterstehen dem Amt, das für die Sekundarstufe 2 zuständig ist.

Art. 62 Abs. 1

¹ Der Schuldirektor leitet die Schule in pädagogischer und administrativer Hinsicht. Er ist gegenüber dem Amt verantwortlich, das für die Sekundarstufe 2 zuständig ist.

Art. 64 Abs. 4

⁴ Die Direktion hört die Konferenzen in wichtigen Angelegenheiten an; sie kann ihnen ausserdem besondere Aufgaben übertragen. Der Dienstchef des für die Sekundarstufe 2 zuständigen Amtes nimmt an den Sitzungen der Konferenzen teil.

Art. 33 Pädagogische Hochschule

Das Gesetz vom 4. Oktober 1999 über die Pädagogische Hochschule (PHG; SGF 412.2.1) wird wie folgt geändert:

Art. 2 Status

Die PH ist eine öffentlich-rechtliche Anstalt ohne Rechtspersönlichkeit, welche der Direktion administrativ zugewiesen ist, die für die Berufsausbildung der Lehrpersonen zuständig ist (die Direktion).

Art. 36 Abs. 2

² Die Rektorin oder der Rektor ist gegenüber dem Staatsrat und der Direktion verantwortlich.

Art. 34 Schul- und Berufsberatung

Das Gesetz vom 22. November 1985 über die Schul- und Berufsberatung (SGF 413.1.1) wird wie folgt geändert:

Art. 3 Abs. 2

Betrifft nur den französischen Text.

Art. 5 titre médian et al. 1

Direction

¹ La Direction compétente (ci-après: la Direction) est chargée de l'orientation scolaire et professionnelle.

Art. 6 Service

¹ Pour exécuter ses tâches, la Direction dispose d'un service chargé de l'orientation scolaire et professionnelle (ci-après: le Service), qui lui est subordonné.

² Le Service est dirigé par un conseiller en orientation.

Art. 7 al. 1, al. 2 let. a (ne concerne que le texte français) et al. 2 let. c

¹ Le Service est responsable envers la Direction du bon fonctionnement de l'orientation dans le canton.

[² Il a en particulier les attributions suivantes:]

- a) il coordonne et surveille l'organisation et l'activité du centre d'orientation universitaire et des centres régionaux;
- c) il est responsable de l'organisation des cours de perfectionnement obligatoires des conseillers en orientation, dans les limites fixées par la Direction;

Art. 8 titre médian (ne concerne que le texte français), al. 1 (ne concerne que le texte français) et al. 3

Centre d'orientation universitaire

¹ Le centre d'orientation universitaire est chargé de l'orientation relative aux études universitaires et aux autres études supérieures.

³ Le centre d'orientation universitaire est subordonné au Service.

Art. 9 titre médian (ne concerne que le texte français) et al. 1 et 3

Centres régionaux

a) Attributions

¹ Les centres régionaux sont chargés de l'orientation dans une région.

³ Ils peuvent se voir confier par la Direction des tâches d'orientation universitaire lorsque des circonstances particulières l'exigent.

Art. 5 Artikelüberschrift und Abs. 1

Direktion

¹ Die zuständige Direktion (die Direktion) ist mit der Schul- und Berufsberatung beauftragt.

Art. 6 Amt

¹ Zur Ausführung ihrer Aufgaben verfügt die Direktion über ein Amt, das mit der Schul- und Berufsberatung beauftragt ist (das Amt) und ihr untersteht.

² Das Amt wird von einem Berufsberater geführt.

Art. 7 Abs. 1 und Abs. 2 Bst. a und c

¹ Das Amt ist gegenüber der Direktion für den guten Betrieb der Berufsberatung im Kanton verantwortlich.

² [Es hat insbesondere folgende Befugnisse:]

- a) *betrifft nur den französischen Text;*
- c) es ist, im Rahmen der von der Direktion festgelegten Grenzen, verantwortlich für die Organisation der obligatorischen Fortbildungskurse für die Berufsberater;

Art. 8 Artikelüberschrift und Abs. 1 und 3

Artikelüberschrift: Betrifft nur den französischen Text.

¹ *Betrifft nur den französischen Text.*

³ Die akademische Beratungsstelle ist dem Amt unterstellt.

Art. 9 Artikelüberschrift und Abs. 1 und 3

Artikelüberschrift: Betrifft nur den französischen Text.

¹ Die regionalen Beratungsstellen sind mit der Berufsberatung in der Region beauftragt.

³ Den regionalen Beratungsstellen können von der Direktion Aufgaben im Bereich der akademischen Beratung anvertraut werden, wenn besondere Umstände dies erfordern.

Art. 10 b) Organisation

¹ La Direction délimite les régions et fixe le siège des centres régionaux, qui se situe en principe dans une école du cycle d'orientation. Elle consulte au préalable les autorités locales des écoles du cycle d'orientation concernées.

² Les centres régionaux sont subordonnés au Service.

³ Les communes de la région mettent à disposition le personnel administratif, les locaux, le mobilier et le matériel nécessaires à la bonne marche du centre régional.

Art. 11 al. 3 (ne concerne que le texte français)

Remplacer «offices régionaux» par «centres régionaux».

Art. 14 al. 1

¹ La Direction peut astreindre les conseillers en orientation à suivre des cours de perfectionnement.

Art. 15 let. a et b

- a) les frais de traitement des conseillers en orientation du Service, du centre d'orientation universitaire et des centres régionaux;
- b) les frais de fonctionnement du Service et du centre d'orientation universitaire;

Art. 16 al. 1, phr. intr. (ne concerne que le texte français)

¹ Les communes supportent les frais suivants afférents à leur centre régional:

Art. 18 al. 2

² Il édicte les dispositions d'exécution nécessaires et peut déléguer à la Direction la compétence d'édicter des dispositions d'exécution dans des domaines particuliers.

Art. 35 Prophylaxie et soins dentaires scolaires

La loi du 27 septembre 1990 sur la prophylaxie et les soins dentaires scolaires (RSF 413.5.1) est modifiée comme il suit:

Art. 10 b) Organisation

¹ Die Direktion grenzt die Regionen ab und bestimmt den Sitz der regionalen Beratungsstellen, der sich grundsätzlich in einer Orientierungsschule befindet. Sie hört vorher die örtlichen Behörden der betroffenen Orientierungsschulen an.

² Die regionalen Beratungsstellen sind dem Amt unterstellt.

³ Die Gemeinden der Region stellen das Verwaltungspersonal, die Lokale, das Mobiliar und das Material zur Verfügung, welche für den guten Betrieb der regionalen Beratungsstellen notwendig sind.

Art. 11 Abs. 3

Betrifft nur den französischen Text.

Art. 14 Abs. 1

¹ Die Direktion kann die Berufsberater zum Besuch von Fortbildungskursen verpflichten.

Art. 15 Bst. a und b

- a) die Kosten für die Besoldung der Berufsberater des Amtes, der akademischen Beratungsstelle und der regionalen Beratungsstellen;
- b) die Kosten für den Betrieb des Amtes und der akademischen Beratungsstelle;

Art. 16 Abs. 1 Einleitungssatz

Betrifft nur den französischen Text.

Art. 18 Abs. 2

² Er erlässt die notwendigen Ausführungsbestimmungen und kann der Direktion die Befugnis zum Erlass von Ausführungsbestimmungen in besonderen Bereichen übertragen.

Art. 35 Schulzahnpflege und -prophylaxe

Das Gesetz vom 27. September 1990 über die Schulzahnpflege und -prophylaxe (SGF 413.5.1) wird wie folgt geändert:

Art. 4 al. 1

¹ Le Service dentaire scolaire (ci-après: le Service) est subordonné à la Direction dont il relève (ci-après: la Direction).

Art. 12 al. 2

Remplacer «au Département de la santé publique» *par* «à la Direction».

Art. 36 Subsidés de formation

La loi du 28 novembre 1990 sur les bourses et prêts de formation (RSF 44.1) est modifiée comme il suit:

Art. 18 titre médian et al. unique

Direction

La Direction compétente en matière de subsidés de formation (ci-après: la Direction) exerce les attributions suivantes:

- a) elle élabore ... (*suite inchangée*);
- b) elle veille ... (*suite inchangée*);
- c) elle traite ... (*suite inchangée*);
- d) elle assure ... (*suite inchangée*).

Art. 19 al. 2 let. d

- d) elle fait des propositions à la Direction sur toutes les mesures à prendre en matière de subsidés;

Art. 20 al. 2 let. a et e et al. 3

[² Elle comprend:]

- a) un représentant du service chargé de la formation professionnelle;
- e) un représentant de la Haute Ecole fribourgeoise de technique et de gestion;

³ Le conseiller d'Etat-Directeur ou le représentant désigné par lui peut assister aux séances avec voix consultative.

Art. 4 Abs. 1

¹ Der Schulzahnpflegedienst (der Dienst) ist der Direktion, der er angehört (die Direktion), unterstellt.

Art. 12 Abs. 2

Den Ausdruck «an das Gesundheitsdepartement» *durch* «an die Direktion» *ersetzen*.

Art. 36 Ausbildungsbeiträge

Das Gesetz vom 28. November 1990 über die Stipendien und Ausbildungsdarlehen (SGF 44.1) wird wie folgt geändert:

Art. 18 Artikelüberschrift und einziger Absatz

Direktion

Die Direktion, die für Stipendien und Ausbildungsdarlehen zuständig ist (die Direktion), hat folgende Befugnisse:

- a) Sie arbeitet ... (*Rest unverändert*).
- b) Sie sorgt ... (*Rest unverändert*).
- c) Sie behandelt ... (*Rest unverändert*).
- d) Sie sorgt ... (*Rest unverändert*).

Art. 19 Abs. 2 Bst. d

- d) Sie macht der Direktion Vorschläge für alle Massnahmen, die sich im Bereich der Ausbildungsbeiträge aufdrängen.

Art. 20 Abs. 2 Bst. a und e und Abs. 3

[² Ihr gehören an:]

- a) ein Vertreter des Amtes, das für die Berufsbildung zuständig ist;
- e) ein Vertreter der Fachhochschule Freiburg für Technik und Wirtschaft;

³ Der Direktionsvorsteher oder der von ihm bezeichnete Vertreter kann mit beratender Stimme an den Sitzungen teilnehmen.

Art. 21 al. 1

¹ La Commission est rattachée administrativement à la Direction.

Art. 22 titre médian et al. 1

Service

¹ La Direction comprend un service chargé des subsides de formation (ci-après: le Service).

Art. 37 Affaires culturelles

La loi du 24 mai 1991 sur les affaires culturelles (RSF 480.1) est modifiée comme il suit:

Art. 14 titre médian et al. 1, phr. intr.

La Direction

¹ La Direction compétente en matière de culture (ci-après: la Direction) exerce les attributions suivantes:

Art. 15 al. 1, al. 2, 2^e phr., et al. 3 let. f

¹ La Commission des affaires culturelles (ci-après: la Commission) est un organe consultatif rattaché administrativement à la Direction. Le Conseil d'Etat et la Direction peuvent lui conférer une compétence de décision sur des objets particuliers.

² (...). Le conseiller d'Etat-Directeur ou le représentant désigné par lui assiste aux séances avec voix consultative.

[³ La Commission est consultée sur:]

f) toute question culturelle de portée générale dont la Direction la saisit.

Art. 38 Institutions culturelles

La loi du 2 octobre 1991 sur les institutions culturelles de l'Etat (RSF 481.0.1) est modifiée comme il suit:

Art. 3 al. 2

² Elles sont placées sous la surveillance de l'Etat et subordonnées au service chargé des institutions culturelles.

Art. 21 Abs. 1

¹ Die Kommission ist der Direktion administrativ zugewiesen.

Art. 22 Artikelüberschrift und Abs. 1

Amt

¹ Die Direktion umfasst ein Amt, das für die Ausbildungsbeiträge zuständig ist (das Amt).

Art. 37 Kulturelle Angelegenheiten

Das Gesetz vom 24. Mai 1991 über die kulturellen Angelegenheiten (SGF 480.1) wird wie folgt geändert:

Art. 14 Artikelüberschrift und Abs. 1 Einleitungssatz

b) Die Direktion

¹ Die Direktion, die für die Kultur zuständig ist (die Direktion), übt die folgenden Befugnisse aus: ...

Art. 15 Abs. 1, Abs. 2, 2. Satz, und Abs. 3 Bst. f

¹ Die Kommission für kulturelle Angelegenheiten (die Kommission) ist ein beratendes Organ, das der Direktion administrativ zugewiesen ist. Der Staatsrat und die Direktion können ihr für besondere Gegenstände Entscheidungsbefugnis übertragen.

² (...). Der Direktionsvorsteher oder der von ihm bezeichnete Vertreter nimmt mit beratender Stimme an den Sitzungen teil.

[³ Die Kommission wird angehört:]

f) zu jeder die Kultur betreffenden Frage von allgemeiner Bedeutung, die ihr von der Direktion unterbreitet wird.

Art. 38 Kulturelle Institutionen

Das Gesetz vom 2. Oktober 1991 über die kulturellen Institutionen des Staates (SGF 481.0.1) wird wie folgt geändert:

Art. 3 Abs. 2

² Sie stehen unter der Aufsicht des Staates und sind dem Amt, das für die kulturellen Institutionen zuständig ist, unterstellt.

Art. 7 Attributions de la Direction

La Direction compétente en matière de culture (ci-après: la Direction) exerce les attributions suivantes:

- a) elle exerce les tâches relatives aux institutions que lui attribuent les lois et les règlements;
- b) elle exerce les tâches qui ne relèvent pas d'un autre organe.

Art. 7a (nouveau) Attributions du Service

Le service chargé des institutions culturelles de l'Etat (ci-après: le Service) exerce les attributions suivantes:

- a) il exerce la surveillance sur les institutions et veille à ce qu'elles soient conduites conformément à leurs buts;
- b) il veille à la coordination de leurs activités;
- c) il arrête leur programme général d'activité;
- d) il exerce les autres tâches que lui attribue la Direction.

Art. 9 al. 2

² Il est soumis à la législation sur le personnel de l'Etat et est subordonné au Service.

Art. 10 al. 2, 1^{re} phr.

² Le chef du Service ainsi que le directeur de l'institution assistent aux séances avec voix consultative. (...).

Art. 11 al. 2, 1^{re} phr.

² Elle est un organe consultatif de la Direction. (...).

Art. 18 Voies de droit

¹ Les décisions d'un directeur d'institution peuvent faire l'objet d'un recours à la Direction.

² Les décisions de la Direction sont sujettes à recours conformément au code de procédure et de juridiction administrative.

Art. 7 Befugnisse der Direktion

Die Direktion, die für die Kultur zuständig ist (die Direktion), übt die folgenden Befugnisse aus:

- a) Sie nimmt in Bezug auf die Institutionen die Aufgaben wahr, die ihr durch die Gesetze und Reglemente übertragen werden.
- b) Sie erfüllt die Aufgaben, für die kein anderes Organ zuständig ist.

Art. 7a (neu) Befugnisse des Amtes

Das Amt, das für die kulturellen Institutionen zuständig ist (das Amt), übt die folgenden Befugnisse aus:

- a) Es übt die Aufsicht über die Institutionen aus und sorgt dafür, dass sie gemäss ihren Zielen geführt werden.
- b) Es sorgt für die Koordination ihrer Tätigkeiten.
- c) Es legt ihr allgemeines Tätigkeitsprogramm fest.
- d) Es übt die weiteren Aufgaben aus, die ihm die Direktion zuweist.

Art. 9 Abs. 2

² Er untersteht der Gesetzgebung über das Staatspersonal und ist dem Amt unterstellt.

Art. 10 Abs. 2, 1. Satz

² Der Dienstchef sowie der Direktor der Institution nehmen mit beratender Stimme an den Sitzungen teil. (...).

Art. 11 Abs. 2, 1. Satz

² Sie ist beratendes Organ der Direktion. (...).

Art. 18 Rechtsmittel

¹ Gegen die Entscheide des Direktors einer Institution kann bei der Direktion Beschwerde eingereicht werden.

² Gegen die Entscheide der Direktion kann Beschwerde gemäss dem Gesetz über die Verwaltungsrechtspflege erhoben werden.

Art. 30 al. 2

² L'organisation territoriale relève de la Direction, qui décide sur le préavis de la commission.

Art. 39 Protection des biens culturels

La loi du 7 novembre 1991 sur la protection des biens culturels (RSF 482.1) est modifiée comme il suit:

Art. 18 al. 1, 2^e phr.

¹ (...); dans les autres cas, elles relèvent de la Direction compétente en matière de culture (ci-après: la Direction).

Art. 23 al. 3

³ Si le propriétaire, la commune ou la Direction le demandent, les mesures de protection sont mentionnées au registre foncier.

Art. 24 al. 1

¹ Les personnes morales de droit public, y compris les personnes morales de droit canonique, ne peuvent aliéner de bien culturel meuble protégé sans l'autorisation de la Direction, qui décide sur le préavis de la Commission des biens culturels.

Art. 26 al. 2

² Le propriétaire d'un bien culturel meuble protégé doit en annoncer la vente à la Direction et à la commune.

Art. 35 al. 1, phr. intr.

Remplacer «le Département des affaires culturelles» par «la Direction».

Art. 45 al. 2, 2^e phr.

² (...). Les services concernés de la Direction conseillent les communes ... (suite inchangée).

Art. 30 Abs. 2

² Für die örtliche Organisation ist die Direktion zuständig. Sie entscheidet auf Antrag der Kommission.

Art. 39 Kulturgüterschutz

Das Gesetz vom 7. November 1991 über den Schutz der Kulturgüter (SGF 482.1) wird wie folgt geändert:

Art. 18 Abs. 1, 2. Satz

¹ (...); andernfalls entscheidet die Direktion, die für die Kultur zuständig ist (die Direktion).

Art. 23 Abs. 3

³ Auf Ersuchen des Eigentümers, der Gemeinde oder der Direktion werden die Schutzmassnahmen im Grundbuch angemerkt.

Art. 24 Abs. 1

¹ Die juristischen Personen des öffentlichen Rechts, einschliesslich der juristischen Personen des Kirchenrechts, können bewegliche Kulturgüter, die unter Schutz stehen, nicht ohne Bewilligung der Direktion veräussern; die Direktion entscheidet auf Antrag der Kulturgüterkommission.

Art. 26 Abs. 2

² Der Eigentümer eines unter Schutz stehenden beweglichen Kulturgutes muss dessen Verkauf der Direktion und der Gemeinde melden.

Art. 35 Abs. 1 Einleitungssatz

Den Ausdruck «das Departement für kulturelle Angelegenheiten» durch «die Direktion» ersetzen.

Art. 45 Abs. 2, 2. Satz

² (...). Die zuständigen Dienststellen der Direktion beraten die Gemeinden ... (Rest unverändert).

Art. 48 al. 2

² L'inventaire est tenu par les services concernés de la Direction.

Art. 50 al. 1, 1^{re} phr.

¹ Lorsque le propriétaire d'un bien culturel protégé n'accomplit pas une tâche qui lui incombe en vertu de la présente loi, la Direction peut ordonner ... (*suite inchangée*). (...).

Art. 54 titre médian et al. unique

Direction

La Direction exerce les attributions suivantes:

- a) elle prend ... (*suite inchangée*);
- b) elle exerce ... (*suite inchangée*);
- c) elle exerce ... (*suite inchangée*).

Art. 55 al. 1

¹ La Direction comprend les services nécessaires à l'exercice de ses attributions.

Art. 56 al. 3

³ Le conseiller d'Etat-Directeur ou le représentant désigné par lui peut assister aux séances de la Commission, avec voix consultative.

Art. 57 al. 1

¹ La Commission est rattachée administrativement à la Direction.

Art. 59 al. 1 et 2

¹ Les décisions de la Direction relatives à l'attribution d'une aide financière peuvent, dans les trente jours, faire l'objet d'une réclamation à la Direction.

Art. 48 Abs. 2

² Das Inventar wird von den zuständigen Dienststellen der Direktion geführt.

Art. 50 Abs. 1, 1. Satz

¹ Nimmt der Eigentümer eines geschützten Kulturgutes eine ihm aufgrund des vorliegenden Gesetzes auferlegte Aufgabe nicht wahr, so kann die Direktion die geeigneten Massnahmen ... (*Rest unverändert*). (...)

Art. 54 Artikelüberschrift und einziger Absatz

Direktion

Die Direktion übt die folgenden Befugnisse aus:

- a) Sie ergreift ... (*Rest unverändert*).
- b) Sie übt ... (*Rest unverändert*).
- c) Sie übt ... (*Rest unverändert*).

Art. 55 Abs. 1

¹ Die Direktion umfasst die für die Ausübung ihrer Befugnisse erforderlichen Dienststellen.

Art. 56 Abs. 3

³ Der Direktionsvorsteher oder der von ihm bezeichnete Vertreter kann mit beratender Stimme an den Kommissionssitzungen teilnehmen.

Art. 57 Abs. 1

¹ Die Kommission ist der Direktion administrativ zugewiesen.

Art. 59 Abs. 1 und 2

¹ Gegen die Verfügungen der Direktion über die Gewährung einer finanziellen Unterstützung kann innert dreissig Tagen bei der Direktion Einsprache erhoben werden.

² Les décisions sur réclamation et les autres décisions de la Direction sont sujettes à recours conformément au code de procédure et de juridiction administrative.

5. Actes de la partie 5 du RSF

Art. 40 Taxe d'exemption

La loi du 21 septembre 1983 d'application de la législation fédérale sur la taxe d'exemption du service militaire (RSF 513.1) est modifiée comme il suit:

Art. 1 Autorités

La Direction en charge des affaires militaires (ci-après: la Direction) est l'autorité d'application de la législation fédérale sur la taxe d'exemption. Elle dispose à cet effet du Service des affaires militaires et de la protection de la population (ci-après: le Service).

Art. 2

Abrogé

Art. 3 titre médian et al. 1, 1^{re} phr.

Service

¹ Le Service est l'autorité ... (*suite inchangée*). (...).

Art. 4 al. 1, art. 6 al. 1, art. 7 al. 1 et art. 8 al. 2

Remplacer «Bureau de la taxe militaire» par «Service».

Art. 41 Protection civile

La loi du 17 février 1998 d'application de la législation fédérale sur la protection civile (LAPC; RSF 52.1) est modifiée comme il suit:

Art. 2 al. 1, phr. intr.

¹ La Direction en charge de la protection civile (ci-après: la Direction) a notamment les compétences suivantes:

² Gegen die Einspracheentscheide und die übrigen Entscheide der Direktion kann Beschwerde gemäss dem Gesetz über die Verwaltungsrechtspflege erhoben werden.

5. Erlasse des 5. Teils der SGF

Art. 40 Wehrpflichtersatz

Das Ausführungsgesetz vom 21. September 1983 zur Bundesgesetzgebung über den Militärflichtersatz (SGF 513.1) wird wie folgt geändert:

Art. 1 Behörden

Die für militärische Angelegenheiten zuständige Direktion (die Direktion) ist die für den Vollzug der Bundesgesetzgebung über den Wehrpflichtersatz zuständige Behörde. Sie verfügt hierzu über das Amt für Militär und Bevölkerungsschutz (das Amt).

Art. 2

Aufgehoben

Art. 3 Artikelüberschrift und Abs. 1, 1. Satz

Amt

¹ Das Amt ... (*Rest unverändert*). (...).

Art. 4 Abs. 1 (1. und 2. Satz), Art. 6 Abs. 1, Art. 7 Abs. 1 und Art. 8 Abs. 2

Den Ausdruck «Büro für Militärflichtersatz» oder «Büro» durch «Amt» ersetzen.

Art. 41 Zivilschutz

Das Ausführungsgesetz vom 17. Februar 1998 zur Bundesgesetzgebung über den Zivilschutz (AGZS; SGF 52.1) wird wie folgt geändert:

Art. 2 Abs. 1 Einleitungssatz

¹ Die für den Zivilschutz zuständige Direktion (die Direktion) ist namentlich befugt: ...

Art. 3 titre médian et al. 1

Service

¹ Le Service des affaires militaires et de la protection de la population (ci-après: le Service) est l'organe ... (*suite inchangée*).

Art. 5 al. 1 let. c, art. 6 al. 2 let. c, art. 8 al. 3, art. 15 al. 2, art. 17 al. 1, art. 21, art. 23 titre médian et al. unique et art. 27 al. 1 et 2

Remplacer «Office cantonal» par «Service», en procédant aux adaptations grammaticales nécessaires.

6. Actes de la partie 6 du RSF

Art. 42 Impôts communaux

La loi du 10 mai 1963 sur les impôts communaux (RSF 632.1) est modifiée comme il suit:

Art. 24

Remplacer «du Département des communes» par «de la Direction en charge des communes».

Art. 39 Communication au Service des communes

Les décisions des assemblées ou du conseil général relatives aux impôts communaux ou scolaires sont communiquées au Service des communes.

7. Actes de la partie 7 du RSF

Art. 43 Protection des animaux

La loi du 17 septembre 1986 d'application de la législation fédérale sur la protection des animaux (RSF 725.1) est modifiée comme il suit:

Art. 1 al. 1 let. b

b) la Direction dont relève la protection des animaux (ci-après: la Direction);

Art. 3 Artikelüberschrift und Abs. 1

Amt

¹ Das Amt für Militär und Bevölkerungsschutz (das Amt) ist das Ausführungsorgan ... (*Rest unverändert*).

Art. 5 Abs. 1 Bst. c, Art. 6 Abs. 2 Bst. c, Art. 8 Abs. 3, Art. 15 Abs. 2, Art. 17 Abs. 1, Art. 21, Art. 23 Artikelüberschrift und einziger Absatz sowie Art. 27 Abs. 1 und 2

Den Ausdruck «kantonale(n) Amt(es)» durch «Amt(es)» ersetzen und in allen Absätzen der betreffenden Artikel die erforderlichen grammatischen Anpassungen vornehmen.

6. Erlasse des 6. Teils der SGF

Art. 42 Gemeindesteuern

Das Gesetz vom 10. Mai 1963 über die Gemeindesteuern (SGF 632.1) wird wie folgt geändert:

Art. 24

Den Ausdruck «dem Gemeindedepartement» durch «der für die Gemeinden zuständigen Direktion» ersetzen.

Art. 39 Mitteilung an das Amt für Gemeinden

Beschlüsse der Versammlungen oder des Generalrates betreffend die Gemeinde- oder Schulsteuern sind dem Amt für Gemeinden mitzuteilen.

7. Erlasse des 7. Teils der SGF

Art. 43 Tierschutz

Das Ausführungsgesetz vom 17. September 1986 zur Bundesgesetzgebung über den Tierschutz (SGF 725.1) wird wie folgt geändert:

Art. 1 Abs. 1 Bst. b

b) die für den Tierschutz zuständige Direktion (die Direktion);

Art. 4 al. 3 et art. 8 al. 3

Remplacer «Département» par «Service vétérinaire».

Art. 44 Assurance immobilière

La loi du 6 mai 1965 sur l'assurance des bâtiments contre l'incendie et les autres dommages (RSF 732.1.1) est modifiée comme il suit:

Art. 10 al. 1

¹ L'Etablissement cantonal d'assurance des bâtiments (ci-après: l'Etablissement) est un établissement de droit public doté de la personnalité juridique, rattaché administrativement à l'une des Directions du Conseil d'Etat.

Art. 12 let. b et c

- b) le directeur;
- c) l'organe de contrôle.

Art. 13 titre médian et al. 2 et 3 (nouveau)

Conseil d'administration

a) Composition

² Le conseil d'administration désigne son vice-président et son secrétaire.

³ Le directeur participe aux séances du conseil d'administration avec voix consultative.

Art. 14 b) Attributions

¹ Le conseil d'administration est l'organe supérieur de l'Etablissement.

² Il a notamment les attributions suivantes:

- a) il adopte le budget;
- b) il arrête les comptes et le rapport de gestion et les transmet au Conseil d'Etat à l'intention du Grand Conseil;
- c) il décide du placement des fonds;
- d) il conclut les contrats de réassurance;
- e) il fixe les indemnités après sinistres;

Art. 4 Abs. 3 und Art. 8 Abs. 3

Den Ausdruck «Département» durch «Veterinäramt» ersetzen.

Art. 44 Gebäudeversicherung

Das Gesetz vom 6. Mai 1965 über die Versicherung der Gebäude gegen Brand und andere Schäden (SGF 732.1.1) wird wie folgt geändert:

Art. 10 Abs. 1

¹ Die Kantonale Gebäudeversicherungsanstalt (die Anstalt) ist eine öffentlich-rechtliche Anstalt mit eigener Rechtspersönlichkeit, die einer der Direktionen des Staatsrats administrativ zugewiesen ist.

Art. 12 Bst. b und c

- b) den Direktor;
- c) die Kontrollstelle.

Art. 13 Artikelüberschrift und Abs. 2 und 3 (neu)

Verwaltungsrat

a) Zusammensetzung

² Der Verwaltungsrat bezeichnet seinen Vizepräsidenten und seinen Sekretär.

³ Der Direktor nimmt mit beratender Stimme an den Sitzungen des Verwaltungsrates teil.

Art. 14 b) Befugnisse

¹ Der Verwaltungsrat ist das oberste Organ der Anstalt.

² Er hat namentlich folgende Befugnisse:

- a) Er beschliesst den Voranschlag.
- b) Er beschliesst die Jahresrechnung, verabschiedet den Geschäftsbericht und überweist sie dem Staatsrat zuhanden des Grossen Rates.
- c) Er beschliesst die Vermögensanlagen.
- d) Er schliesst die Rückversicherungsverträge ab.
- e) Er setzt die Entschädigungen für die Schadenfälle fest.

- f) il alloue aux communes et à d'autres ayants droit les subsides pour favoriser les mesures de prévention et de défense contre les incendies et les éléments naturels en application des normes fixées par le Conseil d'Etat;
- g) il statue sur les demandes d'assurance à la valeur à neuf et sur les cas d'exclusion des bâtiments énumérés aux articles 6 et 7;
- h) il approuve l'engagement, par le directeur, des collaborateurs appelés à exercer des fonctions supérieures.

³ Il peut déléguer au directeur certaines compétences en matière d'assurance et de subsides, selon l'importance des dossiers.

Art. 15 al. 3 et 4 (nouveaux)

³ Le directeur est chargé de la conduite opérationnelle de l'Etablissement et procède à tous les actes de gestion courante.

⁴ Il assure l'application de la législation qui régit le champ d'activité de l'Etablissement.

Art. 20 let. b

Remplacer «attribué» par «rattaché».

Art. 90 Gestion

¹ Les fonds de l'Etablissement sont gérés conformément aux dispositions de la loi sur les finances de l'Etat.

² Ils sont placés selon les critères de sécurité et de rendement.

Art. 45 Routes

La loi du 15 décembre 1967 sur les routes (RSF 741.1) est modifiée comme il suit:

Art. 98 al. 1, phr. intr.

¹ Il est interdit, sans autorisation de la Direction:

Art. 130 al. 2

Remplacer «Département des communes» par «Service des communes».

- f) Er gewährt den Gemeinden und anderen Berechtigten die Beiträge zur Förderung der Massnahmen zur Verhütung und Bekämpfung von Bränden und Elementarschäden in Anwendung der vom Staatsrat festgesetzten Normen.
- g) Er befindet über die Gesuche um Neuwertversicherung und über die Ausschlussfälle im Sinne der Artikel 6 und 7.
- h) Er genehmigt die Anstellung von Mitarbeitern für höhere Funktionen durch den Direktor.

³ Er kann dem Direktor je nach Wichtigkeit der Fälle gewisse Kompetenzen im Bereich der Versicherungen und der Beiträge übertragen.

Art. 15 Abs. 3 (neu) und 4 (neu)

³ Der Direktor ist mit der operativen Führung der Anstalt beauftragt und nimmt alle Handlungen der laufenden Geschäftsführung vor.

⁴ Er gewährleistet den Vollzug der Gesetzgebung, die den Tätigkeitsbereich der Anstalt regelt.

Art. 20 Bst. b

Den Ausdruck «unterstellt» durch «zugewiesen» ersetzen.

Art. 90 Verwaltung

¹ Die Gelder der Anstalt sind nach den Bestimmungen des Gesetzes über den Finanzhaushalt des Staates zu verwalten.

² Sie werden nach den Grundsätzen der Sicherheit und des Ertrages angelegt.

Art. 45 Strassen

Das Strassengesetz vom 15. Dezember 1967 (SGF 741.1) wird wie folgt geändert:

Art. 98 Abs. 1 Einleitungssatz

¹ Ohne Bewilligung der Direktion ist es untersagt: ...

Art. 130 Abs. 2

Den Ausdruck «Gemeindedepartementes» durch «Amtes für Gemeinden» ersetzen.

Art. 46 Aménagement des eaux

La loi du 26 novembre 1975 sur l'aménagement des eaux (RSF 743.0.1) est modifiée comme il suit:

Art. 2 al. 2

Remplacer «son Service des endiguements, rattaché au Département des ponts et chaussées» *par* «le Service des ponts et chaussées (ci-après: le Service)».

Art. 14 al. 2, art. 30 al. 1, art. 33 al. 3, art. 34 al. 1, art. 37 et art. 46 al. 1

Remplacer «Service (cantonal) des endiguements» *par* «Service».

Art. 47 Energie

La loi du 9 juin 2002 sur l'énergie (RSF 770.1) est modifiée comme il suit:

Art. 22 al. 2 et art. 24 al. 3

Remplacer «Haute Ecole spécialisée» *par* «Haute Ecole fribourgeoise de technique et de gestion».

Art. 48 Transports

La loi du 20 septembre 1994 sur les transports (RSF 780.1) est modifiée comme il suit:

Art. 23 al. 1

¹ Le projet de statuts de la communauté régionale est soumis pour préavis au Service, ainsi qu'au Service des communes.

Art. 49 Circulation routière

La loi du 12 novembre 1981 d'application de la législation fédérale sur la circulation routière (LALCR; RSF 781.1) est modifiée comme il suit:

Art. 46 Wasserbau

Das Gesetz vom 26. November 1975 über den Wasserbau (SGF 743.0.1) wird wie folgt geändert:

Art. 2 Abs. 2

Den Ausdruck «ihr Wasserbauamt aus, das dem Strassen- und Brücken-departement angegliedert ist» *durch* «das Tiefbauamt (das Amt) aus» *ersetzen*.

Art. 14 Abs. 2, Art. 30 Abs. 1, Art. 33 Abs. 3, Art. 34 Abs. 1, Art. 37 und Art. 46 Abs. 1

Den Ausdruck «die (kantonale) Abteilung für Wasserbau» *oder* «das Wasserbauamt» *durch* «das Amt» *ersetzen und in allen Absätzen der betreffenden Artikel die erforderlichen grammatischen Anpassungen vornehmen*.

Art. 47 Energie

Das Energiegesetz vom 9. Juni 2000 (SGF 770.1) wird wie folgt geändert:

Art. 22 Abs. 2 und Art. 24 Abs. 3

Den Ausdruck «Hochschule für Technik und Architektur» *durch* «Fachhochschule Freiburg für Technik und Wirtschaft» *ersetzen*.

Art. 48 Verkehr

Das Verkehrsgesetz vom 20. September 1994 (SGF 780.1) wird wie folgt geändert:

Art. 23 Abs. 1

¹ Der Statutenentwurf des Regionalverbands wird dem Amt sowie dem Amt für Gemeinden zur Stellungnahme vorgelegt.

Art. 49 Strassenverkehr

Das Gesetz vom 12. November 1981 zur Ausführung der Bundesgesetzgebung über den Strassenverkehr (AGSVG; SGF 781.1) wird wie folgt geändert:

Art. 3 al. 2

Abrogé

Art. 6 al. 2

² Ils sont compétents pour accorder l'autorisation d'utiliser des haut-parleurs montés sur des véhicules automobiles. L'Office de la circulation et de la navigation est toutefois compétent lorsque la publicité se fait en une même tournée dans plusieurs districts.

Art. 10 al. 2

Abrogé

Art. 11 let. a, 2^e phr.

- a) [... sur le domaine public]; elles édictent à ce sujet un règlement et le soumettent pour approbation à la Direction mentionnée à l'article 3, qui décide sur le préavis du Service des communes; [le règlement peut prévoir ...];

Art. 18 al. 1

Remplacer «91 al. 2» par «91 al. 3».

Art. 50 Navigation intérieure

La loi du 7 février 1991 d'application de la législation fédérale sur la navigation intérieure (RSF 785.1) est modifiée comme il suit:

Art. 3 titre médian et al. unique

Direction

La Direction en charge de l'admission des personnes et des véhicules à la navigation a les attributions suivantes:

- a) elle délivre ... (*suite inchangée*);
b) elle statue ... (*suite inchangée*);
c) elle prend ... (*suite inchangée*).

Art. 3 Abs. 2

Aufgehoben

Art. 6 Abs. 2

² Sie sind zuständig, die Verwendung von Lautsprechern auf Fahrzeugen zu bewilligen. Bei Lautsprecherwerbung auf einer Fahrt durch mehrere Bezirke ist jedoch das Amt für Strassenverkehr und Schifffahrt zuständig.

Art. 10 Abs. 2

Aufgehoben

Art. 11 Bst. a, 2. Satz

- a) [... über die öffentlichen Sachen]; sie erlassen hierzu ein Reglement und unterbreiten es zur Genehmigung der in Artikel 3 genannten Direktion, die ihren Entscheid nach Einholen der Stellungnahme des Amts für Gemeinden trifft; [das Reglement kann ...];

Art. 18 Abs. 1

Den Ausdruck «91 Abs. 2» durch «91 Abs. 3» ersetzen.

Art. 50 Binnenschifffahrt

Das Ausführungsgesetz vom 7. Februar 1991 zur Bundesgesetzgebung über die Binnenschifffahrt (SGF 785.1) wird wie folgt geändert:

Art. 3 Artikelüberschrift und einziger Absatz

Direktion

Die für die Zulassung von Personen und Fahrzeugen zur Schifffahrt zuständige Direktion hat folgende Befugnisse:

- a) Sie erteilt ... (*Rest unverändert*).
b) Sie entscheidet ... (*Rest unverändert*).
c) Sie trifft ... (*Rest unverändert*).

8. Actes de la partie 8 du RSF

Art. 51 Protection des eaux

La loi du 22 mai 1974 d'application de la loi fédérale du 8 octobre 1971 sur la protection des eaux contre la pollution (RSF 812.1) est modifiée comme il suit:

Art. 2 let. h

Abrogée

Art. 4 al. 3 et art. 33 al. 1

Remplacer «Département des communes» *par* «Service des communes».

Art. 52 Denrées alimentaires et objets usuels

La loi du 9 mai 1995 d'application de la loi fédérale sur les denrées alimentaires et les objets usuels (RSF 821.30.1) est modifiée comme il suit:

Art. 2 al. 2, 1^{re} phr.

² Il engage un chimiste et un vétérinaire cantonaux subordonnés respectivement à la Direction en charge du contrôle des denrées alimentaires et à la Direction dont relèvent les affaires vétérinaires; (...).

Art. 53 Eau potable

La loi du 30 novembre 1979 sur l'eau potable (RSF 821.32.1) est modifiée comme il suit:

Art. 13 al. 2

² Ce règlement est soumis pour approbation à la Direction chargée du contrôle des denrées alimentaires (ci-après: la Direction).

Art. 20 al. 2, art. 21 al. 2 et art. 26

Remplacer «le Département de la santé publique» *par* «la Direction».

8. Erlasse des 8. Teils der SGF

Art. 51 Gewässerschutz

Das Ausführungsgesetz vom 22. Mai 1974 zum Bundesgesetz vom 8. Oktober 1971 über den Schutz der Gewässer vor Verunreinigung (SGF 812.1) wird wie folgt geändert:

Art. 2 Abs. h

Aufgehoben

Art. 4 Abs. 3 und Art. 33 Abs. 1

Den Ausdruck «Gemeindedepartementen» *durch* «Amtes für Gemeinden» *ersetzen*.

Art. 52 Lebensmittel und Gebrauchsgegenstände

Das Ausführungsgesetz vom 9. Mai 1995 zum Bundesgesetz über Lebensmittel und Gebrauchsgegenstände (SGF 821.30.1) wird wie folgt geändert:

Art. 2 Abs. 2, 1. Satz

² Er ernennt einen Kantonschemiker, der der für die Lebensmittelkontrolle zuständigen Direktion unterstellt ist, und einen Kantonstierarzt, der der für das Veterinärwesen zuständigen Direktion unterstellt ist; (...).

Art. 53 Trinkwasser

Das Gesetz vom 30. November 1979 über das Trinkwasser (SGF 821.32.1) wird wie folgt geändert:

Art. 13 Abs. 2

² Dieses Reglement bedarf der Genehmigung der für die Lebensmittelkontrolle zuständigen Direktion (die Direktion).

Art. 20 Abs. 2, Art. 21 Abs. 2 und Art. 26

Den Ausdruck «das Gesundheitsdepartement» *durch* «die Direktion» *ersetzen*.

Art. 54 Lutte contre l'alcoolisme

La loi du 7 mai 1965 sur la lutte contre l'alcoolisme (RSF 821.44.1) est modifiée comme il suit:

Art. 3 al. 1 et art. 7 titre médian et al. unique

Remplacer «(Le) Département de la santé publique» *par* «(La) Direction».

Art. 55 Service psycho-social

La loi du 11 février 1969 relative à la création d'un Centre psycho-social (RSF 821.44.2) est modifiée comme il suit:

Art. 6

Le Service psycho-social est subordonné à la Direction chargée de la promotion de la santé et de la prévention.

Art. 56 Etablissements médico-sociaux pour personnes âgées

La loi du 23 mars 2000 sur les établissements médico-sociaux pour personnes âgées (LEMS; RSF 834.2.1) est modifiée comme il suit:

Art. 24 al. 1

Remplacer «Direction» *par* «Caisse cantonale de compensation AVS».

Art. 57 Allocations familiales

La loi du 26 septembre 1990 sur les allocations familiales (RSF 836.1) est modifiée comme il suit:

Art. 32 al. 1

¹ Chaque année, les caisses reconnues fournissent à la Direction en charge de l'aide sociale (ci-après: la Direction) leur rapport de gestion, leurs comptes et le rapport des vérificateurs.

Art. 58 Assurance-maladie

La loi du 24 novembre 1995 d'application de la loi fédérale sur l'assurance-maladie (LALAMal; RSF 842.1.1) est modifiée comme il suit:

Art. 54 Bekämpfung des Alkoholmissbrauchs

Das Gesetz vom 7. Mai 1965 über den Kampf gegen den Alkoholmissbrauch (SGF 821.44.1) wird wie folgt geändert:

Art. 3 Abs. 1 und Art. 7 Artikelüberschrift und einziger Absatz

Den Ausdruck «(Das) Sanitätsdepartement» *durch* «(Die) Direktion» *und den Ausdruck* «des Sanitätsdepartementes» *durch* «der Direktion» *ersetzen.*

Art. 55 Psychosozialer Dienst

Das Gesetz vom 11. Februar 1969 betreffend die Schaffung eines psychosozialen Zentrums (SGF 821.44.2) wird wie folgt geändert:

Art. 6

Der Psychosoziale Dienst ist der für Gesundheitsförderung und Prävention zuständigen Direktion unterstellt.

Art. 56 Pflegeheime für Betagte

Das Gesetz vom 23. März 2000 über Pflegeheime für Betagte (PflHG; SGF 834.2.1) wird wie folgt geändert:

Art. 24 Abs. 1

Den Ausdruck «Direktion» *durch* «kantonalen AHV-Ausgleichskasse» *ersetzen.*

Art. 57 Familienzulagen

Das Gesetz vom 26. September 1990 über die Familienzulagen (SGF 836.1) wird wie folgt geändert:

Art. 32 Abs. 1

¹ Die anerkannten Kassen stellen der für Sozialhilfe zuständigen Direktion (die Direktion) den jährlichen Geschäftsbericht, die Jahresrechnung und den Revisorenbericht zu.

Art. 58 Krankenversicherung

Das Ausführungsgesetz vom 24. November 1995 zum Bundesgesetz über die Krankenversicherung (KVG; SGF 842.1.1) wird wie folgt geändert:

Art. 18

Remplacer «du Département» *par* «de la Direction».

Art. 59 Travail

La loi du 8 février 1966 d'application de la loi fédérale du 13 mars 1964 sur le travail dans l'industrie, l'artisanat et le commerce (RSF 864.1.1) est modifiée comme il suit:

Remplacement de termes

Remplacer «Département» *par* «Service» *dans les dispositions suivantes:*

Art. 2	Art. 8
Art. 3 al. 2 et 3	Art. 12 al. 1
Art. 4 al. 2	Art. 13
Art. 5 al. 1 et 2	Art. 14 al. 2
Art. 6	Art. 15
Art. 7 al. 1 et 2	Art. 16

Art. 1 titre médian et al. 2

Conseil d'Etat et Service public de l'emploi 41/1 71c

² *Remplacer* «Département de l'industrie et du commerce (appelé ci-après le Département)» *par* «Service public de l'emploi (ci-après: le Service)».

Art. 4 al. 1

¹ Le Service requiert auprès du Secrétariat d'Etat à l'économie l'assujettissement d'entreprises ... (*suite inchangée*).

Art. 14 al. 1

¹ Le contrôle des entreprises, prévu par la loi fédérale, est effectué par le Service qui dispose d'une structure chargée de la protection des travailleurs.

Art. 60 Emploi et aide aux chômeurs

La loi du 13 novembre 1996 sur l'emploi et l'aide aux chômeurs (LEAC; RSF 866.1.1) est modifiée comme il suit:

Art. 18

Den Ausdruck «des Departementes» *durch* «der Direktion» *ersetzen*.

Art. 59 Arbeit

Das Ausführungsgesetz vom 8. Februar 1966 zum Bundesgesetz vom 13. März 1964 über die Arbeit in Industrie, Gewerbe und Handel (SGF 864.1.1) wird wie folgt geändert:

Ersetzung von Ausdrücken

Den Ausdruck «Departement(es)» *in folgenden Bestimmungen durch* «Amt(es)» *ersetzen:*

Art. 2	Art. 8
Art. 3 Abs. 2 und 3	Art. 12 Abs. 1
Art. 4 Abs. 2	Art. 13
Art. 5 Abs. 1 und 2	Art. 14 Abs. 2
Art. 6	Art. 15
Art. 7 Abs. 1 und 2	Art. 16

Art. 1 Artikelüberschrift und Abs. 2

Staatsrat und Amt für den Arbeitsmarkt 41/1 71c

² *Den Ausdruck* «Departement für Industrie und Handel (in der Folge «Departement» genannt)» *durch* «Amt für den Arbeitsmarkt (Amt)» *ersetzen*.

Art. 4 Abs. 1

¹ Das Amt beantragt dem Staatssekretariat für Wirtschaft die Unterstellung von Betrieben ... (*Rest unverändert*).

Art. 14 Abs. 1

¹ Die im Arbeitsgesetz vorgesehene Betriebskontrolle wird vom Amt durchgeführt; dieses verfügt über eine Stelle für den Arbeitnehmerschutz.

Art. 60 Arbeitsmarkt und Arbeitslosenhilfe

Das Gesetz vom 13. November 1996 über die Beschäftigung und die Arbeitslosenhilfe (BAHG; SGF 866.1.1) wird wie folgt geändert:

Art. 14 al. 3, en général, et let. f (6^e tiret)

Remplacer les tirets par des lettres minuscules dans tout l'alinéa.

f) un représentant du Service de la population et des migrants;

Art. 43

Abrogé

9. Actes de la partie 9 du RSF

Art. 61 Fonds rural cantonal

Le décret du 27 mai 1994 portant création d'un Fonds rural cantonal (RSF 910.4) est modifié comme il suit:

Art. 17 al. 1 et 2 et al. 3 *(ne concerne que le texte français)*

¹ Le requérant adresse sa demande à la CADA.

² La CADA instruit ... *(suite inchangée)*.

³ Elle consulte ... *(suite inchangée)*.

Art. 19 Rapport

La CADA établit chaque année un rapport d'activité qu'elle soumet au Conseil d'Etat, à l'intention du Grand Conseil.

Art. 21 et art. 24

Remplacer «l'Office» par «la CADA».

Art. 62 Protection des végétaux

La loi du 24 septembre 1986 d'application de la législation fédérale sur la protection des végétaux (RSF 912.5.1) est modifiée comme il suit:

Art. 14 Abs. 3, allgemein und Bst. f (6. Strich)

Die Striche im ganzen Absatz durch Kleinbuchstaben ersetzen.

f) einem Vertreter des Amtes für Bevölkerung und Migration;

Art. 43

Aufgehoben

9. Erlasse des 9. Teils der SGF

Art. 61 Kantonaler Landwirtschaftsfonds

Das Dekret vom 27. Mai 1994 über die Schaffung eines kantonalen Landwirtschaftsfonds (SGF 910.4) wird wie folgt geändert:

Art. 17 Abs. 1, 2 und 3

¹ Der Gesuchsteller richtet sein Gesuch an die Landwirtschaftliche Amortisationskasse.

² Die Landwirtschaftliche Amortisationskasse prüft ... *(Rest unverändert)*.

³ *Betrifft nur den französischen Text.*

Art. 19 Bericht

Die Landwirtschaftliche Amortisationskasse erstellt jedes Jahr einen Tätigkeitsbericht, den sie dem Staatsrat zuhanden des Grossen Rates unterbreitet.

Art. 21 und Art. 24

Den Ausdruck «Zentralstelle» durch «Landwirtschaftliche Amortisationskasse» ersetzen und die erforderlichen grammatischen Anpassungen vornehmen.

Art. 62 Pflanzenschutz

Das Ausführungsgesetz vom 24. September 1986 zur Bundesgesetzgebung über den Pflanzenschutz (SGF 912.5.1) wird wie folgt geändert:

Art. 1 al. 3

Supprimer les mots «, sur proposition du Département de l'agriculture».

Art. 2 titre médian et al. 1 et 2

Direction

¹ *Remplacer «Le Département de l'agriculture (ci-après: le Département)» par «La Direction en charge de l'agriculture (ci-après: la Direction)».*

² *Remplacer «il» par «elle».*

Art. 3 titre médian et al. 1, 2 et 3

Institut agricole de l'Etat de Fribourg

¹ *L'Institut agricole de l'Etat de Fribourg (ci-après: l'Institut) fait office de service phytosanitaire cantonal au sens de la législation fédérale.*

² *et* ³ *Ne concerne que le texte allemand.*

Art. 4 al. 2 let. a

a) du Service de l'agriculture;

Art. 5 et art. 6

Remplacer «Département» par «Direction », en procédant aux adaptations grammaticales nécessaires.

Art. 1 Abs. 3

³ *Er kann die Bekämpfung ... (Rest unverändert).*

Art. 2 Artikelüberschrift und Abs. 1 und 2

Direktion

¹ *Den Ausdruck «Das Landwirtschaftsdepartement (nachstehend Departement genannt)» durch «Die für die Landwirtschaft zuständige Direktion (die Direktion)» ersetzen.*

² *Zur Ausübung ihrer Aufgaben ersucht sie die Oberamt männer und die Gemeinden um Mithilfe, sofern ihre Massnahmen sie betreffen.*

Art. 3 Artikelüberschrift und Abs. 1, 2 und 3

(Abs. 2 und 3: Betrifft nur den deutschen Text)

Landwirtschaftliches Institut des Kantons Freiburg

¹ *Das Landwirtschaftliche Institut des Kantons Freiburg (das Institut) ist der kantonale Pflanzenschutzdienst im Sinne der Bundesgesetzgebung.*

² *Es hat folgende Befugnisse:*

a) *Es führt die ihm durch die eidgenössische und kantonale Gesetzgebung über den Pflanzenschutz auferlegten Aufgaben aus; insbesondere ist es mit ... (Rest unverändert);*

b) *Es betreibt ... (Rest unverändert).*

c) *Es arbeitet ... (Rest unverändert).*

d) *Es koordiniert ... (Rest unverändert).*

e) *Es führt ... (Rest unverändert).*

f) *Es führt ... (Rest unverändert).*

³ *Es ist befugt, ... (Rest unverändert).*

Art. 4 Abs. 2 Bst. a

a) *des Amtes für Landwirtschaft;*

Art. 5 und Art. 6

Den Ausdruck «Departement» durch «Direktion» ersetzen und die erforderlichen grammatischen Anpassungen vornehmen.

Art. 8, art. 9 al. 1 et 2, art. 11 al. 2 et 3, art. 12 al. 1 et art. 13 al. 1

Remplacer «Service» par «Institut », en procédant aux adaptations grammaticales nécessaires.

Art. 15 al. 2

² Les décisions de l'Institut peuvent faire l'objet d'un recours à la Direction.

Art. 63 Amélioration des espèces bovine, chevaline et du menu bétail

La loi du 16 mai 1961 sur l'amélioration des espèces bovine, chevaline et du menu bétail (RSF 913.0.1) est modifiée comme il suit:

Art. 3 al. 1 et 2

¹ *Remplacer «le Directeur du Département de l'agriculture» par «le conseiller d'Etat-Directeur concerné».*

² *Remplacer «du Département de l'agriculture» par «de la Direction en charge de l'agriculture (ci-après: la Direction)».*

Art. 4 al. 1, phr. intr., et al. 2

¹ *Remplacer «Département de l'agriculture» par «Service de l'agriculture (ci-après: le Service)».*

² *Remplacer «Département de l'agriculture» par «Service».*

Art. 7 al. 1 et art. 9 al. 1

Remplacer «Le Département de l'agriculture» par «La Direction».

Art. 10, art. 11 et art. 14

Remplacer «Département de l'agriculture» par «Service».

Art. 15 titre médian et al. 1 Vulgarisation

¹ La vulgarisation en matière d'économie animale et le conseil technique sont confiés à l'Institut agricole de l'Etat de Fribourg.

Art. 8, Art. 9 Abs. 1 und 2, Art. 11 Abs. 2 und 3, Art. 12 Abs. 1 und Art. 13 Abs. 1

Den Ausdruck «Pflanzenschutzdienst» durch «Institut» ersetzen und in allen Absätzen der betreffenden Artikel die erforderlichen grammatischen Anpassungen vornehmen.

Art. 15 Abs. 2

² Die Entscheide des Instituts sind mit Beschwerde an die Direktion anfechtbar.

Art. 63 Verbesserung der Rindvieh-, Pferde- und Kleinviehzucht

Das Gesetz vom 16. Mai 1961 über die Verbesserung der Rindvieh-, Pferde- und Kleinviehzucht (SGF 913.0.1) wird wie folgt geändert:

Art. 3 Abs. 1 und 2

¹ *Den Ausdruck «vom Direktor des Landwirtschaftsdepartementes» durch «vom betreffenden Direktionsvorsteher» ersetzen.*

² Den Ausdruck «des Landwirtschaftsdepartementes» durch «der für die Landwirtschaft zuständigen Direktion (Direktion)» ersetzen.

Art. 4 Abs. 1 Einleitungssatz und Abs. 2

¹ *Den Ausdruck «Landwirtschaftsdepartement» durch «Amt für Landwirtschaft (Amt)» ersetzen.*

² *Den Ausdruck «Landwirtschaftsdepartement» durch «Amt» ersetzen.*

Art. 7 Abs. 1 und Art. 9 Abs. 1

Den Ausdruck «Das Landwirtschaftsdepartement» durch «Die Direktion» ersetzen.

Art. 10, Art. 11 und Art. 14

Den Ausdruck «Landwirtschaftsdepartement» durch «Amt» ersetzen.

Art. 15 Artikelüberschrift und Abs. 1 Beratung

¹ Die Beratung im Bereich der Viehwirtschaft und die technische Beratung werden dem Landwirtschaftlichen Institut des Kantons Freiburg übertragen.

Art. 16 al. 1 et 2

Remplacer «Département de l'agriculture» par «Direction », en procédant aux adaptations grammaticales nécessaires.

Art. 64 Contributions à l'estivage

La loi du 17 novembre 1992 instituant des contributions à l'estivage (RSF 913.5.5) est modifiée comme il suit:

Art. 5 Organe compétent

La Direction en charge de l'agriculture, par son Service de l'agriculture (ci-après: le Service), est chargée de l'application de la présente loi.

Art. 6

Remplacer «Département de l'agriculture» par «Service».

Art. 65 Elimination des déchets animaux

La loi du 22 mai 1997 d'application de la législation fédérale sur l'élimination des déchets animaux (RSF 914.10.6) est modifiée comme il suit:

Art. 5 let. e, art. 8 al. 1 let. g et art. 10 titre médian et al. unique

Remplacer «Inspectorat des denrées alimentaires» par «inspecteurs des denrées alimentaires », en procédant aux adaptations grammaticales nécessaires.

Art. 66 Assurance du bétail

La loi du 22 novembre 1985 sur l'assurance du bétail (RSF 914.20.1) est modifiée comme il suit:

Remplacement de termes

Remplacer «Département de l'agriculture », «Département de l'agriculture (ci-après: le Département)» ou «Département» par «Direction» dans les dispositions suivantes, en procédant aux adaptations grammaticales nécessaires dans tous les alinéas des articles concernés:

Art. 16 Abs. 1 und 2

Den Ausdruck «Landwirtschaftsdepartement» durch «Direktion» ersetzen und die entsprechenden grammatischen Anpassungen vornehmen.

Art. 64 Sömmerungsbeiträge

Das Gesetz vom 17. November 1992 über Sömmerungsbeiträge (SGF 913.5.5) wird wie folgt geändert:

Art. 5 Zuständige Dienststelle

Die für die Landwirtschaft zuständige Direktion wird mit der Anwendung dieses Gesetzes beauftragt; sie führt diese Aufgabe durch das Amt für Landwirtschaft (das Amt) aus.

Art. 6

Den Ausdruck «Landwirtschaftsdepartement» durch «Amt» ersetzen.

Art. 65 Entsorgung tierischer Abfälle

Das Ausführungsgesetz vom 22. Mai 1997 zur Bundesgesetzgebung über die Entsorgung tierischer Abfälle (SGF 914.10.6) wird wie folgt geändert:

Art. 5 Bst. e, Art. 8 Abs. 1 Bst. g und Art. 10 Artikelüberschrift und einziger Absatz

Den Ausdruck «Lebensmittelkontrolle» durch «Lebensmittelinspektoren» ersetzen und die erforderlichen grammatischen Anpassungen vornehmen.

Art. 66 Viehversicherung

Das Gesetz vom 22. November 1985 über die Viehversicherung (SGF 914.20.1) wird wie folgt geändert:

Ersetzung von Ausdrücken

Die Ausdrücke «Landwirtschaftsdepartement», «Landwirtschaftsdepartement (im folgenden: das Departement)» und «Departement(es)» in den folgenden Bestimmungen durch «Direktion» ersetzen und in allen Absätzen der betreffenden Artikel die erforderlichen grammatischen Anpassungen vornehmen:

Art. 21
Art. 23 al. 2
Art. 26 al. 5
Art. 42
Art. 49 al. 1
Art. 51 al. 2
Art. 54 al. 2
Art. 55 al. 2
Art. 56 al. 3
Art. 57
Art. 60

Art. 68 al. 2
Art. 75 al. 1
Art. 76 let. b
Art. 77 al. 1 et 3
Art. 78 al. 2
Art. 79
Art. 80 al. 1
Art. 81 al. 1
Art. 83 al. 1
Art. 84 al. 1, phr. intr.
Art. 92 al. 1

Art. 20 al. 2

² La Direction en charge de l'assurance des animaux de rente (ci-après: la Direction) fixe annuellement ... (suite inchangée).

Art. 26 al. 2

² Le conseiller d'Etat-Directeur qui la préside ... (suite inchangée).

Art. 67 Crédits d'investissements dans l'agriculture et aide aux exploitations paysannes

La loi du 27 novembre 1962 d'application de la loi fédérale du 23 mars 1962 sur les crédits d'investissements dans l'agriculture et l'aide aux exploitations paysannes (RSF 915.1) est modifiée comme il suit:

Art. 1 al. 2

Abrogé

Art. 2

¹ La surveillance de la Caisse incombe au Conseil d'Etat, qui l'exerce par l'intermédiaire de la Direction en charge de l'agriculture.

² La Caisse établit chaque année un rapport d'activité, qu'elle soumet au Conseil d'Etat, à l'intention du Grand Conseil, pour la session de mai.

³ Les comptes annuels de la Caisse sont contrôlés par l'Inspection des finances.

Art. 21
Art. 23 Abs. 2
Art. 26 Abs. 5
Art. 42
Art. 49 Abs. 1
Art. 51 Abs. 2
Art. 54 Abs. 2
Art. 55 Abs. 2
Art. 56 Abs. 3
Art. 57
Art. 60

Art. 68 Abs. 2
Art. 75 Abs. 1
Art. 76 Bst. b
Art. 77 Abs. 1 und 3
Art. 78 Abs. 2
Art. 79
Art. 80 Abs. 1
Art. 81 Abs. 1
Art. 83 Abs. 1
Art. 84 Abs. 1 Einleitungssatz
Art. 92 Abs. 1

Art. 20 Abs. 2

² Die für die Nutztiersversicherung zuständige Direktion (die Direktion) legt jährlich ... (Rest unverändert).

Art. 26 Abs. 2

² Der Direktionsvorsteher, der den Vorsitz führt, ... (Rest unverändert).

Art. 67 Investitionskredite und Betriebshilfe in der Landwirtschaft

Das Einführungsgesetz vom 27. November 1962 zum Bundesgesetz vom 23. März 1962 über Investitionskredite und Betriebshilfe in der Landwirtschaft (SGF 915.1) wird wie folgt geändert:

Art. 1 Abs. 2

Aufgehoben

Art. 2

¹ Die Kasse steht unter der Aufsicht des Staatsrates, die von der für die Landwirtschaft zuständigen Direktion ausgeübt wird.

² Die Kasse erstellt jedes Jahr einen Tätigkeitsbericht, den sie dem Staatsrat zuhänden des Grossen Rates auf die Maisession hin unterbreitet.

³ Die Jahresrechnung der Kasse wird vom Finanzinspektorat geprüft.

Art. 4 let. b

Remplacer «l'Office» par «la Caisse».

Art. 68 Forêts

La loi du 2 mars 1999 sur les forêts et la protection contre les catastrophes naturelles (LFCN; RSF 921.1) est modifiée comme il suit:

Art. 63 al. 2

Remplacer «de l'Ecole d'ingénieurs» par «de la formation supérieure et postgrade en technique».

Art. 69 Chasse

La loi du 14 novembre 1996 sur la chasse et la protection des mammifères, des oiseaux sauvages et de leurs biotopes (LCha; RSF 922.1) est modifiée comme il suit:

Remplacement de termes

Ne concerne que le texte allemand (art. 5 al. 3, art. 11 al. 2, art. 14 al. 1, phr. intr., art. 16, art. 32 al. 1 et 2, art. 34 al. 1 et 2, art. 37 al. 2, art. 38, art. 41 et art. 55 al. 2).

Art. 5 titre médian et al. 1

Service

¹ Le Service des forêts et de la faune (ci-après: le Service) est l'autorité ... *(suite inchangée)*.

Art. 70 Pêche

La loi du 15 mai 1979 sur la pêche (RSF 923.1) est modifiée comme il suit:

Art. 4 Bst. b

Den Ausdruck «Zentralstelle» durch «Kasse» ersetzen.

Art. 68 Forstwesen

Das Gesetz vom 2. März 1999 über den Wald und den Schutz vor Naturereignissen (WSG; SGF 921.1) wird wie folgt geändert:

Art. 63 Abs. 2

Den Ausdruck «der Ingenieurschule» durch «der höheren technischen Berufsausbildung und Nachdiplomausbildung» ersetzen.

Art. 69 Jagd

Das Gesetz vom 14. November 1996 über die Jagd sowie den Schutz wild lebender Säugetiere und Vögel und ihrer Lebensräume (JaG; SGF 922.1) wird wie folgt geändert:

Ersetzung von Ausdrücken (Betrifft nur den deutschen Text)

Den Ausdruck «Dienst» in den folgenden Bestimmungen durch «Amt» ersetzen und in allen Absätzen der betreffenden Artikel die erforderlichen grammatischen Anpassungen vornehmen:

Art. 5 Abs. 3

Art. 34 Abs. 1 und 2

Art. 11 Abs. 2

Art. 37 Abs. 2

Art. 14 Abs. 1 Einleitungssatz

Art. 38

Art. 16

Art. 41

Art. 32 Abs. 1 und 2

Art. 55 Abs. 2

Art. 5 Artikelüberschrift und Abs. 1

Amt

¹ Das Amt für Wald, Wild und Fischerei (das Amt) ist die kantonale ... *(Rest unverändert)*.

Art. 70 Fischerei

Das Gesetz vom 15. Mai 1979 über die Fischerei (SGF 923.1) wird wie folgt geändert:

Remplacement de termes

Ne concerne que le texte allemand (art. 16 al. 1 et 2, art. 29, art. 31 al. 1 et 2, art. 32 al. 1 et art. 50 al. 2).

Art. 6 al. 1

Remplacer «La Direction à laquelle est rattaché le Service de la pêche» par «La Direction en charge de la pêche».

Art. 7 titre médian et al. 1

Service

¹ Le Service des forêts et de la faune (ci-après: le Service) est chargé ... (suite inchangée).

Art. 8 al. 2

Remplacer «conseiller d'Etat-Directeur du Département auquel est rattaché le Service de la pêche» par «conseiller d'Etat-Directeur».

Art. 42 al. 1 let. a

a) les gardes-pêche et le personnel administratif assermenté du Service;

Art. 71 Exercice du commerce

La loi du 25 septembre 1997 sur l'exercice du commerce (RSF 940.1) est modifiée comme il suit:

Art. 4 titre médian et al. 1 et 2

b) Direction

¹ La Direction en charge de la police du commerce (ci-après: la Direction) veille à l'application de la présente loi.

² Elle rend ... (suite inchangée).

Ersetzung von Ausdrücken (Betrifft nur den deutschen Text)

Den Ausdruck «Fischereiabteilung» in den folgenden Bestimmungen durch «Amt» ersetzen und in allen Absätzen der betreffenden Artikel die erforderlichen grammatischen Anpassungen vornehmen:

Art. 16 Abs. 1 und 2

Art. 29

Art. 31 Abs. 1 und 2

Art. 32 Abs. 1

Art. 50 Abs. 2

Art. 6 Abs. 1

Den Ausdruck «Die Direktion, welcher die Fischereiabteilung unterstellt ist,» durch «Die für die Fischerei zuständige Direktion» ersetzen.

Art. 7 Artikelüberschrift und Abs. 1

Amt

¹ Das Amt für Wald, Wild und Fischerei (das Amt) ist mit ... (Rest unverändert).

Art. 8 Abs. 2

Den Ausdruck «des Staatsrats-Direktors, dessen Direktion die Fischereiabteilung unterstellt ist» durch «des Direktionsvorstehers» ersetzen.

Art. 42 Abs. 1 Bst. a

a) die Fischereiaufseher und das vereidigte Verwaltungspersonal des Amtes;

Art. 71 Ausübung des Handels

Das Gesetz vom 25. September 1997 über die Ausübung des Handels (SGF 940.1) wird wie folgt geändert:

Art. 4 Artikelüberschrift und Abs. 1 und 2

b) Direktion

¹ Die für die Gewerbepolizei zuständige Direktion (die Direktion) sorgt für die Anwendung dieses Gesetzes.

² Im Übrigen fällt sie die Entscheide ... (Rest unverändert).

Art. 12a al. 1 et 2

¹ Remplacer «Le Département de la police» par «La Direction».

² Elle agit ... (*suite inchangée*).

Art. 15 al. 1 et 2

¹ Remplacer «Le Département de la police» par «La Direction».

² Elle désigne ... (*suite inchangée*).

Art. 72 Réclames

La loi du 6 novembre 1986 sur les réclames (RSF 941.2) est modifiée comme il suit:

Art. 9 al. 2

² Est réservée la compétence de l'Office de la circulation et de la navigation prévue par la législation d'application de la législation fédérale sur la circulation routière ... (*suite inchangée*).

Art. 73 Appareils de jeu et salons de jeu

La loi du 19 février 1992 sur les appareils de jeu et les salons de jeu (RSF 946.1) est modifiée comme il suit:

Art. 5 titre médian et al. 1, 2 et 3

Direction

¹ La Direction en charge de la police du commerce (ci-après: la Direction) veille ... (*suite inchangée*).

² Elle est compétente pour:

- a) *ne concerne que le texte allemand;*
- b) *ne concerne que le texte allemand;*
- c) *abrogée;*
- d) *ne concerne que le texte allemand.*

³ Elle rend, ... (*suite inchangée*).

Art. 12a Abs. 1 und 2

¹ Den Ausdruck «Das Polizeidepartement» durch «Die Direktion» ersetzen.

² Sie erlässt ... (*Rest unverändert*).

Art. 15 Abs. 1 und 2

¹ Den Ausdruck «Das Polizeidepartement» durch «Die Direktion» ersetzen.

² Sie bezeichnet ... (*Rest unverändert*).

Art. 72 Reklamen

Das Gesetz vom 6. November 1986 über die Reklamen (SGF 941.2) wird wie folgt geändert:

Art. 9 Abs. 2

² Die vom Gesetz zur Ausführung der Bundesgesetzgebung vorgesehene Befugnis des Amtes für Strassenverkehr und Schifffahrt für ... (*Rest unverändert*).

Art. 73 Spielapparate und Spielsalons

Das Gesetz vom 19. Februar 1992 über die Spielapparate und Spielsalons (SGF 946.1) wird wie folgt geändert:

Art. 5 Artikelüberschrift und Abs. 1, 2 und 3

(Abs. 2 Bst. a, b und d: *Betrifft nur den deutschen Text*)

Direktion

¹ Die für die Gewerbepolizei zuständige Direktion (die Direktion) sorgt ... (*Rest unverändert*).

² Sie hat folgende Aufgaben:

- a) Sie erteilt ... (*Rest unverändert*).
- b) Sie bewilligt ... (*Rest unverändert*).
- c) Aufgehoben.
- d) Sie nimmt ... (*Rest unverändert*).

³ Im übrigen fällt sie die Entscheide, ... (*Rest unverändert*).

Art. 6 titre médian et al. 1 et 2

Service

¹ Le Service de la police du commerce (ci-après: le Service) est l'organe d'exécution de la Direction.

² Il est en outre compétent pour:

- a) *ne concerne que le texte allemand;*
- b) fixer le montant de la taxe d'exploitation des salons de jeu et des appareils de distraction;
- c) *ne concerne que le texte allemand.*

Art. 7 al. 2, art. 21 al. 2 et art. 46 al. 1

Remplacer «Département» par «Service».

Art. 74 Etablissements publics et danse

La loi du 24 septembre 1991 sur les établissements publics et la danse (LED; RSF 952.1) est modifiée comme il suit:

Art. 5 titre médian et al. 1, 2 et 3

Direction

¹ La Direction en charge de la police du commerce (ci-après: la Direction) veille ... (*suite inchangée*).

² Elle a notamment les attributions suivantes:

- a) elle octroie et retire les patentes, à l'exclusion des patentes K;

Let. i et k abrogées

Let. e, h, j, l, m: remplacer «il» par «elle».

³ Elle rend ... (*suite inchangée*).

Art. 6 titre médian et al. 1

Service

¹ Le Service de la police du commerce (ci-après: le Service) est l'organe d'exécution de la Direction.

Art. 6 Artikelüberschrift und Abs. 1 und 2

(Bst. a und c: Betrifft nur den deutschen Text)

Amt

¹ Das Amt für Gewerbepolizei (das Amt) ist das Vollzugsorgan der Direktion.

² Es hat ausserdem die folgenden Aufgaben:

- a) Es erteilt ... (*Rest unverändert*).
- b) Es setzt die Betriebsabgabe für Spielsalons und Unterhaltungssapparate fest.
- c) Es kontrolliert, ... (*Rest unverändert*).

Art. 7 Abs. 2, Art. 21 Abs. 2 und Art. 46 Abs. 1

Den Ausdruck «Departement» durch «Amt» ersetzen.

Art. 74 Gaststätten und Tanz

Das Gesetz vom 24. September 1991 über die öffentlichen Gaststätten und den Tanz (GTG; SGF 952.1) wird wie folgt geändert:

Art. 5 Artikelüberschrift und Abs. 1, 2 und 3

Direktion

¹ Die für die Gewerbepolizei zuständige Direktion (die Direktion) sorgt ... (*Rest unverändert*).

² Sie hat insbesondere folgende Befugnisse:

- a) Sie erteilt und entzieht die Patente, mit Ausnahme der Patente K;

Bst. i und k aufgehoben

Bst. e, h, j, l, m: Den Ausdruck «Es» durch «Sie» ersetzen.

³ Im Übrigen fällt sie die Entscheide, ... (*Rest unverändert*).

Art. 6 Artikelüberschrift und Abs. 1

Amt

¹ Das Amt für Gewerbepolizei (das Amt) ist das Vollzugsorgan der Direktion.

Art. 12 al. 1, 3 et 4, art. 13 al. 2, art. 32 al. 2, art. 45 al. 2, art. 46a al. 1, art. 49 al. 2, art. 58 al. 1 et art. 70 al. 1

Remplacer «Département» par «Direction », en procédant aux adaptations grammaticales nécessaires dans tous les alinéas des articles concernés.

Art. 75 Cinémas et théâtres

La loi du 15 novembre 1977 sur les cinémas et les théâtres (RSF 953.1) est modifiée comme il suit:

Art. 8 al. 1 et 2

Remplacer «Département» par «Service de la police du commerce».

Art. 76 Loteries

La loi du 14 décembre 2000 sur les loteries (RSF 958.1) est modifiée comme il suit:

Art. 4 titre médian et al. 1, 2 et 3

b) Direction

¹ La Direction en charge de la police du commerce veille à l'application de la présente loi. Elle dispose à cet effet du Service de la police du commerce, lequel peut avoir recours, au besoin, à la Police cantonale.

² Elle est compétente ... *(suite inchangée)*.

³ Elle rend ... *(suite inchangée)*.

Art. 77 Banque cantonale de Fribourg

La loi du 22 novembre 1988 sur la Banque cantonale de Fribourg (RSF 961.1) est modifiée comme il suit:

Art. 7 al. 2

Remplacer «Le Département de la justice» par «La Direction en charge des relations avec le Pouvoir judiciaire».

Art. 12 Abs. 1, 3 und 4, Art. 13 Abs. 2, Art. 32 Abs. 2, Art. 45 Abs. 2, Art. 46a Abs. 1, Art. 49 Abs. 2, Art. 58 Abs. 1 und Art. 70 Abs. 1

Den Ausdruck «Departement» durch «Direktion» ersetzen und in allen Absätzen der betreffenden Artikel die erforderlichen grammatischen Anpassungen vornehmen.

Art. 75 Kinogewerbe und Theater

Das Gesetz vom 15. November 1977 über das Filmwesen und das Theater (SGF 953.1) wird wie folgt geändert:

Art. 8 Abs. 1 und 2

Den Ausdruck «Polizeidepartement» durch «Amt für Gewerbepolizei» ersetzen.

Art. 76 Lotterien

Das Lotteriesgesetz vom 14. Dezember 2000 (SGF 958.1) wird wie folgt geändert:

Art. 4 Artikelüberschrift und Abs. 1, 2 und 3

b) Direktion

¹ Die für die Gewerbepolizei zuständige Direktion sorgt für die Anwendung dieses Gesetzes. Sie verfügt zu diesem Zweck über das Amt für Gewerbepolizei, welches bei Bedarf die Kantonspolizei hinzuziehen kann.

² Sie ist zuständig ... *(Rest unverändert)*.

³ Im Übrigen fällt sie die Entscheide, ... *(Rest unverändert)*.

Art. 77 Freiburger Kantonalbank

Das Gesetz vom 22. November 1988 über die Freiburger Kantonalbank (SGF 961.1) wird wie folgt geändert:

Art. 7 Abs. 2

Den Ausdruck «Das Justizdepartement» durch «Die für die Beziehungen mit den Gerichtsbehörden zuständige Direktion» ersetzen.

CHAPITRE 4

Abrogations

Art. 78

Les lois suivantes sont abrogées:

- a) loi du 7 février 1996 d'application de la législation fédérale relative aux passeports et aux cartes d'identité (RSF 114.3.1);
- b) loi du 23 novembre 1994 d'application de la loi fédérale sur la protection des données (procédure pour les actions en exécution du droit d'accès; RSF 17.3);
- c) loi du 23 novembre 1965 appliquant la loi fédérale du 19 mars 1965 concernant l'encouragement à la construction de logements (RSF 87.1).

CHAPITRE 5

Disposition finale

Art. 79

¹ Le Conseil d'Etat est chargé de l'exécution de la présente loi, qui entre en vigueur le 1^{er} janvier 2003.

² Toutefois:

- a) la modification, par l'article 24, de l'Annexe du concordat du 9 novembre 1974 sur l'entraide judiciaire en matière civile n'entre en vigueur qu'au moment de sa publication dans le Recueil officiel des lois fédérales;
- b) la modification, par l'article 49, de l'article 18 al. 1 de la loi du 12 novembre 1981 d'application de la législation fédérale sur la circulation routière entre en vigueur en même temps que la modification du 14 décembre 2001 de la loi fédérale du 19 décembre 1958 sur la circulation routière;
- c) la modification, par l'article 71, de l'article 12a al. 1 et 2 de la loi du 25 septembre 1997 sur l'exercice du commerce entre en vigueur en même temps que la loi du 11 juin 2002 modifiant la loi sur l'exercice du commerce.

4. KAPITEL

Aufhebung bisherigen Rechts

Art. 78

Folgende Gesetze werden aufgehoben:

- a) das Ausführungsgesetz vom 7. Februar 1996 zur Bundesgesetzgebung über den Schweizerpass und die schweizerische Identitätskarte (SGF 114.3.1);
- b) das Ausführungsgesetz vom 23. November 1994 zum Bundesgesetz über den Datenschutz (Verfahren für Klagen zur Durchsetzung des Auskunftsrechts; SGF 17.3);
- c) das Gesetz vom 23. November 1965 zur Ausführung des Bundesgesetzes vom 19. März 1965 betreffend Massnahmen zur Förderung des Wohnungsbaues (SGF 87.1).

5. KAPITEL

Schlussbestimmung

Art. 79

¹ Der Staatsrat wird mit dem Vollzug dieses Gesetzes beauftragt, das am 1. Januar 2003 in Kraft tritt.

² Folgende Anpassungen treten jedoch zu einem anderen Zeitpunkt in Kraft:

- a) Die durch Artikel 24 durchgeführte Änderung des Anhangs zum Konkordat vom 9. November 1974 über die Gewährung gegenseitiger Rechtshilfe in Zivilsachen tritt erst mit ihrer Veröffentlichung in der Amtlichen Sammlung des Bundesrechts in Kraft.
- b) Die durch Artikel 49 durchgeführte Änderung von Artikel 18 Abs. 1 des Gesetzes vom 12. November 1981 zur Ausführung der Bundesgesetzgebung über den Strassenverkehr tritt gleichzeitig mit der Änderung vom 14. Dezember 2001 des Strassenverkehrsgesetzes vom 19. Dezember 1958 in Kraft.
- c) Die durch Artikel 71 durchgeführte Änderung von Artikel 12a Abs. 1 und 2 des Gesetzes vom 25. September 1997 über die Ausübung des Handels tritt gleichzeitig mit Gesetz vom 11. Juni 2002 zur Änderung des Gesetzes über die Ausübung des Handels in Kraft.

Approbation

Les articles 16, 17, 18 et 60 de la présente loi ont été approuvés par l'autorité fédérale compétente le ...

Genehmigung

Die Artikel 16, 17, 18 und 60 dieses Gesetzes sind von der zuständigen Bundesbehörde am ... genehmigt worden.